

## LA GUERRE AU TCHAD

**M. Giscard d'Estaing  
se félicite  
du nouvel accord  
de cessez-le-feu**

LIRE PAGE 18

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,20 F

Algérie, 1,30 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 m. ;  
Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique,  
17 f. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte-d'Ivoire, 220 F CFA ;  
Danemark, 4,70 kr. ; Espagne, 30 pes. ; Grèce,  
100 dr. ; Israël, 20 n. ; Iran, 120 rls. ;  
Italie, 600 L. ; Liban, 275 p. ; Luxembourg, 17 fr. ;  
Norvège, 8 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal,  
20 esc. ; Suède, 225 F SFA ; Suisse, 2,75 fr. ;  
Soudan, 1,20 fr. ; U.S.A., 35 ct. ; Yougoslavie, 27 din.

Tarif des abonnements page 15

A. RUE DES ITALIENS

75427 PARIS CEDEX 09

C.G.P. 002 - 32 PARIS

Tél. : 246-72-23

## ● CUBA

**Les réfugiés affluent par milliers  
à l'ambassade du Pérou**

**depuis la levée  
des restrictions**

### LE CASTRISME EN QUESTION

L'exode des Cubains hostiles au régime instauré il y a maintenant vingt et un ans à La Havane n'a jamais cessé. Il a commencé dès les premiers jours suivant la victoire des guérilleros des- cendus de la Sierra Maestra sur la dictature corrompue et cruelle de Batista.

Cet exode, d'abord contrarié puis accepté et même favorisé par les dirigeants de La Havane dans la perspective d'une normalisation avec les États-Unis, a touché dans un premier temps les classes bourgeoises et moyennes rebuées par les options communistes du gouvernement de M. Fidel Castro. Il a atteint depuis quelques années les couches populaires, ouvriers et paysans, en principe bénéficiaires d'un système socialiste dont les carences, les faiblesses, la bureaucratie envahissante et inefficace, le manque de souplesse et les échecs sont d'ailleurs régulièrement dénoncés par les dirigeants eux-mêmes, à commencer par M. Fidel Castro. Celui-ci a reconnu, chiffres à l'appui, à quel point l'économie chancelante de Cuba dépendait d'une assistance soviétique régulièrement renouvelée.

Marge de manœuvre de plus en plus réduite à l'égard de l'Union soviétique, difficultés internes croissantes : le malaise cubain avait déjà été mis en évidence en janvier dernier avec un spectaculaire remaniement de l'appareil d'État qui se traduisait par un renforcement des pouvoirs déjà très importants de M. Fidel Castro. Depuis, les arrestations se sont multipliées, remplissant les prisons de nouveaux contingents de « délinquants » qui prennent la place des prisonniers « politiques », en partie libérés depuis deux ans. La grève s'est accrue dans la population lasée par les contraintes d'un rationnement dont elle ne voit pas la fin et par les difficultés de la vie quotidienne, en particulier dans les transports.

Pendant très longtemps, les dirigeants cubains, il est vrai soumis à une offensive sans pitié de leurs ennemis de l'extérieur, ont réussi à dissimuler l'ampleur du monde carcéral sous le régime castriste, une amputation qui n'a rien à envier à celle des régimes militaires et totalitaires du sous-continent dénoncés par La Havane. Les libérations ont en partie été la voile sur cet aspect très négatif du régime cubain. Mais le gouvernement de La Havane ne peut plus cacher aujourd'hui que de larges secteurs de la population ne voient d'autre recours que la fuite à l'étranger. Il a senti que les autorités annoncent la semaine dernière — peut-être avec imprudence, peut-être à dessein pour mettre les représentants diplomatiques du Pérou et du Venezuela dans l'embarras — que tous les Cubains désirent quitter le pays pourraient le faire sans entraves, pour que le flot des candidats à l'exil se soit démultiplié.

L'entassement de plusieurs milliers de Cubains dans l'enceinte diplomatique du Pérou à La Havane (après les incidents répétés depuis plusieurs semaines à l'ambassade du Venezuela) place M. Castro dans une situation très délicate. En aggravant tout d'abord la crise larvée des relations entre Cuba, d'une part, le Pérou et le Venezuela, d'autre part, alors que les dirigeants cubains, soucieux de se « dédier » à l'Afrique, songent à relancer leur offensive latino-américaine à la faveur des crises du Nicaragua et du Salvador. En ternissant ensuite le prestige de Cuba auprès des pays du tiers-monde, alors que M. Fidel Castro semblait mettre son rôle de président du Mouvement des non-alignés au premier rang de ses préoccupations.

Près de dix mille personnes, dont plusieurs centaines d'enfants, étaient réfugiées ce lundi 7 avril dans les locaux et sur les pelouses de l'ambassade du Pérou à La Havane. Ces milliers de Cubains candidats à l'exil espèrent obtenir ainsi un visa pour l'étranger.

Ce sont les autorités cubaines qui ont favorisé cet exode sans précédent en annonçant vendredi que tous les Cubains désirant s'expatrier pourraient le faire, sans obstacles, et en levant la garde en faction devant l'ambassade du Pérou.

(Lire la suite page 4.)

## ● IRAN

**L'imam Khomeiny refuse  
tout transfert des otages**

**Vive tension entre Téhéran et Bagdad**

Le bureau de l'imam Khomeiny à Qom a annoncé, ce lundi 7 avril, que « les otages resteront entre les mains des représentants de la nation iranienne et des étudiants islamiques jusqu'à la réunion du Parlement ». Cette décision dissipe les espoirs de progrès dans la voie d'un règlement et pourrait rendre effective la résolution du président Carter d'annoncer, dès ce lundi, de nouvelles et sévères sanctions contre l'Iran allant jusqu'à la rupture officielle des relations diplomatiques et à l'arrêt de l'aide alimentaire.

D'autre part, la tension entre Téhéran et Bagdad s'est subitement aggravée, samedi 5 avril, avec un attentat à la grenade, qui a fait plusieurs morts et un blessé dans le centre de la capitale irakienne, au cours des obusques suivies par des milliers de personnes, des deux victimes d'un précédent attentat.

L'agence irakienne de presse a violemment attaqué, dimanche, l'Iran et « son soi-disant imam », accusés d'être à l'origine de ces attentats.

Téhéran a rejeté par ailleurs catégoriquement, dimanche, la demande que lui avait faite l'Irak de retirer ses troupes des trois îlots stratégiques du détroit de Hormouz (Abou Moussa, Petite Tomb et Grande Tomb), que les forces du Chah avaient occupés le 30 novembre 1971, après le retrait des Britanniques du golfe.

De notre envoyé spécial

Téhéran. — Ve-t-on vers un conflit militaire entre l'Iran et l'Irak ? La sérieuse détérioration des relations entre les deux pays pourrait le laisser croire. Après l'attentat manqué le mardi 1<sup>er</sup> avril, à Bagdad, contre M. Tariq Aziz, l'un des principaux dirigeants du gouvernement baasiste, le président Saddam Hussein a juré publiquement de faire « payer cher » ses « crimes »

à la République islamique, laissant entendre qu'il lui infligerait une défaite militaire décisive.

La grenade lancée, le samedi 5 avril, sur un convoi funéraire à Bagdad, faisant un mort et plusieurs blessés, a fait monter d'un cran la tension.

ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 3.)

## ● ISRAËL

**L'intervention immédiate de l'armée  
met en échec en Galilée  
une opération de commando**

**Deux civils et cinq Palestiniens tués**

L'armée israélienne a mis fin, ce lundi matin 7 avril, à l'opération de prise d'otages menée par un commando palestinien d'obédience irakienne contre un kibboutz de Haute-Galilée. Les cinq membres du commando ont été tués. Deux Israéliens (un homme et un enfant en bas âge) ont également trouvé la mort.

De notre correspondant

Jérusalem. — Le commando palestinien s'était infiltré dans la nuit de dimanche à lundi dans le kibboutz frontalier de Migav-Am, en Haute-Galilée, et s'était emparé d'un bâtiment où il détenait quelques otages, dont des enfants. Des unités de l'armée israélienne ont encerclé aussitôt le kibboutz et ont pris des mesures de sécurité exceptionnelles dans toute la région. La radio israélienne a fait savoir, en citant la radio phalangiste libanaise, que l'armée de l'air effectuait des vols au-dessus du Sud-Liban et que la marine israélienne patrouillait face à la côte.

Le kibboutz frontalier de Migav-Am (frontière entre Israël et le Liban) est situé en Haute-Galilée orientale, à quelques centaines de mètres de la frontière libanaise. Il fut fondé en 1945, trois ans avant la création de l'État d'Israël et dépend du parti travailliste. Situé à une altitude de 840 mètres, il compte quelques centaines d'habitants.

La dernière prise d'otages importante des fedayin palestiniens en Israël date de mars 1978, lorsqu'un commando venu du Liban s'est emparé d'un autobus sur l'autoroute Tel-Aviv-Haïfa. L'accrochage avec l'armée israélienne avait fait vingt-sept morts et quatre-vingt blessés du côté israélien. Trois jours après, M. Begin lançait sa première opération de représailles de grande envergure, et l'armée israélienne occupait le Sud-Liban. Les forces israéliennes se sont depuis retirées de cette région, tout en gardant le contrôle du commandant Haddad sur les encloses chrétiennes qui bordent la frontière entre Israël et le Liban. La Galilée a été le théâtre d'autres prises d'otages dans le passé. En avril 1974, l'opération lancée contre Khat Shimonah s'était soldée par la mort de seize civils et de deux soldats, et, en mai 1974, vingt et un lycéens et trois autres civils avaient été tués. (Interim.)

## Les municipalités à mi-parcours

Les élections municipales de mars 1977, avaient été, pour la gauche, marquées par des gains importants : alors que l'on comptait deux cent vingt et une villes de plus de trente mille habitants, trois étaient passées de l'opposition à la majorité et soixante de la majorité à l'opposition.

À mi-parcours, c'est-à-dire trois ans après cette prise du pouvoir local que l'on croyait grosse d'une conquête du pouvoir central — mais on sait ce qu'il advint de l'union de la

gauche au scrutin législatif de mars 1978. — Il est permis de tenter un bilan.

par  
JEAN-MARIE COLOMBANI

républicains) et de la F.N.E.S.R. (Fédération nationale des élus socialistes et républicains) indique notamment que les deux délégations « favorisent les convergences au sein des conseils municipaux » et qu'il s'agit, « pour préserver et améliorer la collaboration entre les élus communistes et socialistes » de respecter les accords de 1977.

Cette affirmation d'une volonté unitaire n'a certes pas empêché M. Marcel Rosette, sénateur communiste du Val-de-Marne, de prôner, au nom de la F.N.E.S.R. que « dans les faits, les positions du P.S. convergent de plus en plus avec la droite ».

Mais, officiellement, le mot d'ordre des communistes reste de ne pas transposer au niveau local les querelles nationales. Quant aux socialistes, ils font souvent passer sur leur partenaire la menace d'un retrait de délégation s'il vient à manquer à la solidarité de gestion.

Celle-ci s'appréhendait essentiellement lors du vote du budget. Or, peu nombreuses sont les villes où des élus du P.C. ont manqué à cette solidarité en refusant le budget proposé par un maire socialiste. Il s'agit de Brest, Saint-Priest, et Dreux. A Meaux, les communistes se sont abstenus lors du vote sur le budget de 1980. Peu nombreuses sont les villes où le maire socialiste a retiré leur délégation à ses adjoints communistes : Angers s'ajoute aux quatre précédentes. Encore convient-il de noter que, à Dreux et Saint-Priest, les délégations ont été ultérieurement rendues à leurs titulaires.

(Lire la suite page 5.)

### AU JOUR LE JOUR

#### Coupable

Si tu fumes, tu empoisonnes à la fois toi et les autres. Si tu bois, gare à tes foies et pense au danger que tu fais courir à ta famille. Et si tu manges trop, en dehors de l'excès de poids, au moins aie honte à chaque bouchée en pensant à ceux qui n'ont rien.

Cesse, aussi, de faire du bruit et change même ton rire, qui est trop sonore, en le remplaçant par un sourire un peu figé, façon Joconde, pour ne plus « stresser » tes voisins.

Et essaie même de ne plus respirer, car il faut bien que tu le comprennes : en inspirant, tu prends du bon air à la communauté pour ensuite rejeter vers les autres un gaz carbonique qui est parfaitement toxique. Et surtout, ne te sens pas coupable.

MICHEL CASTE.

## M. Dijoud se rend en Guadeloupe

M. Paul Dijoud, secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer, doit se rendre, mardi 8 avril, à la Guadeloupe pour y examiner, avec les élus locaux et les représentants des organismes professionnels, les dossiers relatifs à la réforme foncière liée aux projets de reconstruction de l'industrie sucrière guadeloupéenne.

Cette visite illustre aussi la concurrence que se livrent les giscardiens et les gaullistes pour la conquête du leadership politique au sein de la majorité, dans ce département, où M. François Mitterrand avait devancé M. Valéry Giscard d'Estaing au second tour de l'élection présidentielle de 1974 (44 451 voix, 34,38 %, contre 34 282 voix, 25,66 %), mais où la gauche avait perdu deux sièges aux élections législatives de mars 1978.

À l'occasion de son récent voyage à la Guadeloupe, du 31 mars au 4 avril, M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., avait notamment insisté, en effet, sur la nécessité de mettre en œuvre, aux Antilles, un « vrai plan agricole ». Évoquant les orientations gouvernementales, le leader gaulliste avait dénoncé « le laisser-aller économique et politique de la droite laxiste ».

An sein de l'opposition, on relève certains signes de rapprochement entre les autonomistes et les indépendantistes.

(Lire page 5 l'article de Firmin Remouille et page 4 la suite du reportage de Jean-Pierre Clère, « En égrenant les Petites Antilles ».)

## LES « MÉMOIRES » DE CHOSTAKOVITCH

### Le masque arriaché

« La mémoire en Union soviétique est la dernière et la plus précieuse qui soit. Pendant des décennies, on a tout fait pour l'enlever aux gens, en leur apprenant à ne pas tenir de journal intime et à détruire leurs lettres. Combien on se le vu passer de ces morts-vivants qui ne gardaient en mémoire que la

version des événements officiellement autorisée ! », écrit Solomon Volkov dans sa préface aux Mémoires de Chostakovitch (1). Le compositeur soviétique, qui s'était tu toute sa vie, n'a plus pu supporter cette situation à l'approche de la mort. Il lui fallait arracher « le masque officiel qui ne laissait plus qu'un avec son visage ».

Cette réaction bien tardive a permis à la Littérature Gazette de traiter ces mémoires posthumes de vulgarité fautive cherchant à « démentir notre pays, notre culture et l'un de ses meilleurs représentants » (le Monde du 17 novembre 1979). Il est certes difficile, sans disposer d'aucun autre document que la traduction française, d'affirmer l'entière véracité de cet ouvrage, rédigé à partir de « des notes » prises hâtivement au cours d'entretiens à bâtons rompus. Rien ne dit que Volkov n'y a pas ajouté quelques idées ou rancœurs personnelles.

Pourtant, la critique interne fournie de bonnes raisons de croire à l'authenticité de ces Mémoires (dont Chostakovitch a contraindre les dactylographes réalisés à Moscou avant sa mort).

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 12.)

(1) Témoignage. Les Mémoires de Dimitri Chostakovitch, propos recueillis par Solomon Volkov, publiés à New-York, en anglais, en 1979. Traduction du russe par André Lianowski. Librairie Albin-Michel, 1980, 288 pages. (Cf. l'accrochage littéraire de Volkov dans le Monde de la musique de mars.)

Un livre clair  
qui ne manquera pas de surprendre

**Pour vaincre le chômage**

MUSTAPHA DRISS

Le commerce international recule à la fois l'explication et le remède du chômage des uns et du sous-développement des autres.

Ce livre en apporte la preuve.

éditions entente

12, rue Honoré-Chevalier - 75006 Paris











# AMÉRIQUES

## Etats-Unis

### MM. Carter et Reagan ont très largement remporté les primaires de Louisiane

Le président Jimmy Carter, et l'ancien gouverneur de Californie, M. Ronald Reagan, ont encore accru leurs chances d'être les candidats respectifs des partis démocrate et républicain à l'élection présidentielle. Ils ont remporté très largement, samedi 5 avril, les primaires de Louisiane, organisées pour la première fois dans cet Etat.

Après ses victoires dans le Kansas et le Wisconsin, le président Carter a une nouvelle fois battu son principal adversaire pour l'investiture démocrate : le sénateur de Californie, M. George Brown, qui a obtenu 55 % des suffrages démocrates contre 23 % au sénateur Kennedy. Le gouverneur de Californie, M. Jerry Brown, qui s'était retiré de la course à l'investiture après son échec dans le Wisconsin, a cependant obtenu 5 % des voix.

Du côté républicain, la victoire de M. Ronald Reagan est encore plus éclatante : il recueille près des trois quarts des suffrages (74 %), contre 19 % à l'ancien directeur de la CIA, M. George Bush. M. John Anderson, qui participait pas à cette primaire.

Après les primaires de Louisiane, M. Carter dispose des voix de 281 délégués à la convention démocrate, et M. Reagan de 272 délégués. M. Bush en a 72 et M. Anderson 57. Les voix de 998 délégués sont nécessaires pour remporter la nomination du Grand Old Party.

La campagne a été peu animée en Louisiane. Seuls M. Reagan et Bush se sont rendus sur place, les autres candidats se contentant d'envoyer des membres de leur équipe ou de leur famille. La participation a été faible, atteignant seulement environ 20 % des électeurs enregistrés dans l'un et l'autre parti.

L'ancien président Gerald Ford a déclaré, samedi, que M. Ronald Reagan était manifestement assuré d'être le candidat du GOP pour novembre et s'est proposé de le

rencontrer. Lorsqu'il avait envisagé un moment de se présenter lui-même, au début du mois de mars, M. Ford avait au contraire contesté la capacité de l'ancien gouverneur de Californie à faire l'unanimité du parti républicain autour de lui.

De son côté, M. Kennedy, qui s'était peu préoccupé de la Louisiane, concentrant ses efforts sur la Pennsylvanie, dont la primaire a lieu le 22 avril, a reçu dimanche le soutien du Syndicat des ouvriers agricoles (United Farm Workers), qui jusqu'ici soutenait M. Jerry Brown.

Selon un sondage publié dimanche par l'hebdomadaire américain Time, M. Reagan devancerait nettement le président Carter dans la course à la Maison Blanche. M. Reagan arriverait en tête avec 44 % des voix, contre 43 % à son rival, tandis que le président Carter gagnerait avec une marge de deux contre un.

Pour Time, environ 60 % de l'électorat estime maintenant que le président Carter a été trop dur envers l'Iran et l'Union soviétique. La confiance du public dans sa manière de conduire l'économie a aussi diminué, et peu d'électeurs pensent que son nouveau programme économique pourra réduire l'inflation.

Le sondage révèle également que les Américains sont très inquiets pour leur avenir. Quarante-vingt pour cent d'entre eux croient que les Etats-Unis traversent une crise grave (contre 74 % en janvier dernier). L'image d'un président Carter fort dans la crise a diminué, et 70 % des personnes interrogées estiment qu'il faut un changement à la Maison Blanche. — (A.F.P., A.P.)

### La police arrête onze indépendantistes portoricains soupçonnés d'avoir commis des attentats

De notre correspondant

New-York. — C'est un peu par hasard que la police de Chicago a réussi samedi 5 avril un important coup de filet dans les milieux activistes portoricains qui militent pour l'indépendance de l'île. En retournant sur le campus de l'université Northwestern, un couple armé qui venait de voler une camionnette, les policiers ont mis la main sur un petit arsenal, plusieurs postes, des revolvers, un assortiment de perruques, fausses barbes et moustaches et des documents qui ont amené l'arrestation de neuf autres personnes. Parmi elles, M. Carlos Torres et son épouse, recherchés par la police de New-York pour plus d'une centaine d'attentats.

M. Carlos Torres, qui faisait partie de la commission de l'Eglise épiscopale hispanique et est connu comme traducteur de lettres religieuses, avait échappé de peu en 1976 à la police de Chicago. Il est soupçonné d'être l'un des dirigeants des forces armées de libération nationale (FALN) qui seraient responsables de plus d'une centaine d'attentats qui ont fait cinq morts et quatre-vingt blessés depuis 1972. New-York, Chicago, Washington, et Philadelphie. Le plus meurtrier a eu lieu en janvier 1975, à l'heure du déjeuner, à la Frances Tavern, un restaurant de bas de Manhattan où quatre personnes

ont été tuées et cinquante-trois blessées. En 1977, les FALN avaient fait exploser des engins dans les immeubles qui abritent Alir Iran et la compagnie pétrolière Mobil Oil à New-York, tuant une personne. Depuis 1978, l'organisation avait peu fait parler d'elle, après que M. George Morales eût été condamné à vingt-neuf ans de prison pour avoir transformé son appartement en quartier général de Queens en fabrique d'explosifs. M. Morales avait perdu les deux mains dans une explosion prématurée. En mai 1979, il s'était réfugié à l'hôpital Bellevue où il était en traitement, et n'a pas été retrouvé.

En mars dernier, les FALN avaient forcé l'entrée du quartier général de la campagne pour la réélection de M. Carter, à Chicago, écrit sur les murs : « L'intégration aux Etats-Unis, c'est la mort ». Les locaux de M. Bush, qui venait de faire campagne pour les élections primaires de Porto-Rico, sur le thème de l'entrée de l'île dans l'Union, avaient subi le même sort.

Après l'arrestation des onze suspects, samedi, une cinquantaine de manifestants se sont rassemblés devant le commissariat où ils étaient détenus, en scandant : « Libérez Porto-Rico ! »

NICOLE BERNHEIM.

## En égrenant les Petites Antilles

### IV. — Sainte-Lucie : la « nouvelle gauche » dans l'antichambre

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE CLERC

Après Anguilla, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, la Martinique et la Guadeloupe que Jean-Pierre Clerc a observées à la longue, nous voici à Sainte-Lucie avant de sauter à pieds joints sur Saint-Vincent et les Grenadines (voir nos articles précédents dans « Le Monde » des 4, 5 et 6-7 avril).

Castries. — M. le vice-premier ministre chargé des affaires étrangères, du commerce, de l'industrie et du tourisme n'est pas homme facile à rencontrer. Non qu'il se protège : George Odum est réputé direct, sans manières, chaleureux. Mais il passe moins de temps dans son bureau, malgré ses importantes fonctions, qu'à des meetings aux quatre coins de Sainte-Lucie.

« C'est un sacré costaud », dit de lui, admiratif, le chauffeur du mini-bus qui nous conduit au petit village de pêcheurs d'Anse Laraye. Nul doute : George Odum est populaire. En peu de temps, il est devenu la coqueluche des jeunes Saint-Luciens. De taille moyenne, trapu, les traits lourds, mais mobiles, de teint plutôt clair pour les petites Antilles, toujours habillé d'un blue-jean ou d'un t-shirt, d'un tee-shirt jaune à l'effigie du chanteur jamaïcain Bob Marley, en pantalon de survêtement

émigrés en Grande-Bretagne, laisse planer tous les doutes. Aussi le ministre des affaires étrangères, après la victoire du 2 juillet dernier, du parti travailliste saint-lucien sur le conservateur M. John Compton, un des premiers acolytes de M. Odum, a été de favoriser la tenue d'un « mini-sommet » des Etats « radicaux » des Petites Antilles : entre Sainte-Lucie, Grenade et la Dominique — cette dernière revenue à des sentiments plus modérés après le cyclone David.

Mais en quoi consiste ce « radicalisme » qui répand aujourd'hui la terreur à Washington ? Nous rencontrons au siège du journal travailliste Crusader (« le Croisé »), à St-Louis Street, Castries, un jeune compagnon de lutte de George Odum. Un épais bonnet de laine multicolore planté sur la tête, une courte barbe devant un visage fin et très noir, un tee-shirt jaune à l'effigie du chanteur jamaïcain Bob Marley, en pantalon de survêtement



rouge et chaussures de jogging blanches : M. Bouquet ne craint qu'un excès chromatique ! Ce dédai pour les modes occidentales est l'une des manières qu'a la « nouvelle gauche » de se poser en s'opposant à ceux-là même qui, à l'instar du Grenadine, Maurice Bishop, ne cultivent pas le genre « incoachable » ou adopté la veste-chemise en réaction contre le costume trois pièces, très bon « chic anglais » de la génération politique précédente.

Le discours de M. Bouquet est difficile à suivre : toutes les deux minutes, des jeunes gens font irruption dans la pièce où nous nous tenons, assis sur des tas de journaux. Ils parlent en « patois » : un cri plus aisé à suivre que celui de la Martinique ou de la Guadeloupe — discret rappel de l'insistance française, durant près de deux cents ans (1644-1814), à contester la possession de Sainte-Lucie à la couronne britannique.

« Nous sommes la deuxième génération politique des îles, explique, en substance, M. Bouquet. Les îles ont été prises par les leaders de l'indépendance. Leur modèle économique de « laisser-faire » a été un échec complet. Les îles, à présent, veulent d'autres options : une démocratie réelle, où le petit soit au cœur des décisions. Plus instruits que leurs parents, les jeunes sont très sensibles à l'indépendance culturelle, à la dépendance économique. Ils sont les du chômage qui frappe la moitié de la main-d'œuvre potentiellement active. L'alternance que nous offrons les séduits. »

Comment définir cette alternance ? Le socialisme scientifique pour l'analyse de notre réalité nationale : quelques prin-

cipes : la liberté pour tous, la reconnaissance des droits fondamentaux de la personne, la volonté de faire participer tous les citoyens, jusqu'au plus modeste paysan, à la construction de l'avenir ; et, dans la pratique, beaucoup de souplesse et de pragmatisme. »

Ce discours, on l'entend aujourd'hui du nord au sud de la Caraïbe dans la bouche de qui-conque a fait quelques études ou un peu de syndicalisme et a moins de quarante-cinq ans. Le « modèle capitaliste » légué par l'ancienne puissance coloniale britannique et repris par les leaders qui avaient, auparavant, épuisé toutes leurs imaginations dans la lutte pour l'indépendance politique, ce modèle-là a fait faillite. Chômage énorme, stagnation, voire régression économique, inégalités sociales croissantes entre la masse des petits producteurs de bananes et des ouvriers de la canne à sucre, et la classe bourgeoise urbaine, alléation culturelle symbolisée par l'invasion des modes musicaux et autres venues d'Amérique et d'Europe : les îles sont devenues « Babylon », pour reprendre une expression à la mode chez les jeunes contestataires.

Face à cette situation, la génération montante, prométhéenne comme le sont tous les nouveaux

### Un enthousiasme d'avant les déceptions

« Matérialisme historique ; socialisme ; anti-imperialisme ; analyse scientifique de la réalité ; planification » : voilà, certes, un langage connu. Cuba ? « C'est un pays corrompu, et, à ce titre, nous ne pouvons pas le suivre », nous avons beaucoup à y apprendre. La révolution cubaïste a fait beaucoup de bonnes choses, dit M. Bouquet, dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la limitation de la délinquance, de la redistribution des terres, de la discipline sociale. Les divisions artificielles y ont disparu, et le peuple y est mobilisé. Mais, ajoute-t-il, notre situation est distincte. Par exemple, nous n'avons pas, comme eux, un ennemi unique et évident : les Etats-Unis. Nous, chaque société est différente. »

Ce qui frappe, c'est le ton : une jeunesse de premier matin du monde, un enthousiasme d'avant les déceptions. « Nous sommes une jeunesse qui a grandi dans la révolution cubaïste, nous sommes très sensibles à l'indépendance culturelle, à la dépendance économique. Ils sont les du chômage qui frappe la moitié de la main-d'œuvre potentiellement active. L'alternance que nous offrons les séduits. »

Comment définir cette alternance ? Le socialisme scientifique pour l'analyse de notre réalité nationale : quelques prin-

venus, entend relever tous les défis : résorber le chômage en relançant l'agriculture par une amélioration de la vie dans les villages et une augmentation dans l'infime budget national de la part destinée aux paysans ; redistribuer les terres ; créer des coopératives ; accorder beaucoup à la santé, l'éducation, le logement des plus démunis, c'est-à-dire de presque tous ; donner à tous les citoyens la fierté d'être ce qu'ils sont : habitants d'un pays minuscule, certes, mais aussi respectables, imaginatifs, créatifs que les hommes de partout ailleurs. En politique internationale, parvenir, par la diversification des alliances et le non-alignement, à imposer « le droit de chaque peuple à choisir son système sans considération des blocs ».

« Ces jeunes gens sont des idéalistes », affirme un diplomate occidental en poste dans les Caraïbes. « Cette nouvelle gauche tient un bien vieux discours », raille l'honorable John Mitchell, ancien jeune-premier-ministre de Saint-Vincent, qui « croit davantage à une bonne gestion qu'à l'idéologie ». Comment se retrouver dans le discours, et la pratique, de ces jeunes leaders dont le marxisme, souvent appris à l'université des Indes occidentales (à la Jamaïque, la Barbade ou la Trinidad) est lesté de réalisme anglosaxon, à Londres ou aux Etats-Unis ?

On murmure, à Castries, que le ministre des affaires étrangères ne renoncera jamais à « être le premier dans sa petite île ». Il ne reculera dit-on, devant aucun moyen, même pas à lancer sa jeune garde à l'assaut du pouvoir, pour parvenir à ses fins. Affaire à suivre.

### Prochain article :

**SAINT-VINCENT ET LES GRENADINES : « LA PLUS BELLE ÎLE DU MONDE... »**

### Cuba

### Les réfugiés affluent à l'ambassade du Pérou

(Suite de la première page.)

Malgré les conditions sanitaires de plus en plus critiques, le gouvernement de Lima n'a pas encore fait connaître sa décision. Il a officiellement sollicité une aide internationale pour faire face à cet afflux de réfugiés cubains dans son ambassade. Des démarches seraient entreprises auprès de la Croix-Rouge internationale, mais le gouvernement de la Havane a fait savoir dimanche, de son côté, qu'une telle assistance n'était pas nécessaire et qu'il s'engageait à fournir toutes les « facilités sanitaires » aux réfugiés. Il semble qu'un petit nombre de Cubains candidats au voyage aient pu effectivement sortir des locaux de l'ambassade du Pérou et obtenir un visa de sortie. En revanche, les vivres et l'eau apportés par des fonctionnaires cubains ont été souvent refusés par des réfugiés qui incitent leurs compagnons à faire de même.

De strictes limitations étaient jusqu'ici imposées aux candidats au départ de Cuba, qui étaient filtrés au compte-gouttes par les autorités. Les visas de sortie pour voyager ou émigrer à l'étranger étaient, en majeure partie, réservés aux hauts fonctionnaires de l'Etat, aux diplomates, aux prisonniers, politiques amnésiés — trois mille six cent pour la seule année 1979 — ainsi qu'aux ascendants ou descendants directs des Cubains déjà installés dans d'autres pays, dans le cadre de la « réunion des familles ».

L'avenir, « tout Cubain peut voyager vers n'importe quel pays dont le gouvernement lui délivre un visa ». Certains pays, comme la France, depuis la convention bilatérale de 1947, n'exigent pas de visas des ressortissants cubains.

Depuis le début de 1980, plus de cent dix Cubains ont réussi à se réfugier aux Etats-Unis après avoir détourné des bateaux en prenant en otage leurs équipages sous la menace d'armes à feu. En outre, dix gribes de Cubains ont pu pénétrer à l'intérieur des ambassades du Pérou et du Venezuela à la Havane depuis mai 1979 après avoir forcé les portes à bord d'autobus et de camions blindés. Mais la quarantaine de Cubains présents depuis trois mois dans ces deux ambassades seront les seuls à qui sera refusé un éventuel sauf-conduit par les autorités car ils ont, selon le communiqué de vendredi, utilisé la « force » avant de demander asile.

## A TRAVERS LE MONDE

### Brésil

● SIX PERSONNES ONT ETE TUÉES samedi 6 avril au cours d'affrontements entre policiers et ouvriers travaillant à la construction d'une usine hydroélectrique à Tucuri, dans la forêt amazonienne. Selon une chaîne de télévision de Rio, les incidents se sont produits quand la police est intervenue pour disperser une manifestation d'ouvriers qui protestaient contre la mauvaise qualité de la nourriture. — (A.F.P.)

### Chine

● « LA TRIBUNE DU 5 AVRIL », dernière revue contestataire paraissant à Pékin, vient d'annoncer qu'elle cessait ses activités. Dans un numéro d'adieu, les responsables de cette publication, fondée en novembre 1978, ont rendu le « bureau » responsable de l'échec de leur entreprise. — (A.F.P.)

### Colombie

● TROIS OTAGES ONT ETE LIBÉRÉS dimanche 6 avril, par les militants du M-19 qui occupent l'ambassade domin-

### Corée du Nord

● LE PRINCE SIHANOUK est arrivé dimanche 6 avril à Pyongyang en provenance de Pékin. Au cours de son séjour d'une semaine dans la capitale il a eu des entretiens avec le premier ministre, et M. Han Nianlong, vice-ministre des affaires étrangères. — (A.F.P.)

### Espagne

● INTERDICTION DE L'ABERRI EGUNA A PAMPLONE. — Un déploiement policier sans précédent a empêché

dimanche 6 avril la tenue à Pamplone de l'Aberrri Eguna (Journée de la patrie basque). D'autre part, un attentat a été perpétré dans la province de Guipuzcoa, causant la mort d'un garde civil et d'un pêcheur. — (A.F.P.)

### Irlande du Nord

● UN BOMBE a explosé le dimanche 6 avril dans le cimetière de Milltown, à Belfast, où des membres de l'IRA s'opposent à plusieurs milliers de leurs sympathisants étaient réunis pour commémorer l'insurrection des Pâques 1916 à Dublin. L'attentat n'a pas fait de victime. — (A.F.P.)

### Namibie

● LES MAQUISARDS NATIONAUX ont saboté une ligne à haute tension entre Windhoek, capitale du territoire, et la centrale hydroélectrique de Ruakwana, dans le nord. Les pylônes s'étaient effondrés, les réparations pourraient prendre deux semaines. La centrale de Ru-

akwana fournit 90 % de l'électricité utilisée en Namibie. — (Reuters.)

### Portugal

● LE PARTI COMMUNISTE PORTUGAIS (P.C.P.) participera à la conférence des partis communistes d'Europe sur le thème de la détente et du désarmement, qui aura lieu fin avril à Paris à l'initiative des partis français et polonais, samedi 5 avril à Lisbonne, au siège du P.C.P. — (A.F.P.)

### Yougoslavie

● LE BULLETIN DE SANTE DU PRESIDENT TITO publié le dimanche de Pâques, trois mois après son hospitalisation, déclare que l'état du patient, qui aura quatre-vingt-huit ans le 7 mai prochain, « ne présente pas de changement significatif par rapport au jour précédent. La pneumonie est pratiquement apaisée. L'hémoglobine est pratiquement quotidiennement. La forte température persiste. Les soins intensifs se poursuivent. » (A.F.P.)

سكزامن الاصل







### Prohibition dans l'Hérault

Face aux rixes qui se multiplient dans l'Hérault à la sortie des bals et qui ont provoqué, le 25 août dernier, la mort d'un mineur à Saint-Georges-d'Orques (« le Monde » du 28 août), le préfet a décidé, le 29 janvier, d'interdire par arrêté la vente lors de ces fêtes des boissons de catégorie II, c'est-à-dire des bières et des vins doux. Cette mesure suscite dans le département de vives protestations, notamment celles des quatre parlementaires MM. René Bailly (P.S.) et Gilbert Sène (P.S.), Mme Myriam Barbère (P.C.) et M. Paul Balmigère (P.C.).

### Petits bals sans alcool

De notre envoyé spécial

Montpellier. — M. Léon Barral, qui dirige à Lodève les établissements Barral et préside entre autres le comité contre le cancer, la commission pour le ravitaillement et celle pour les secours à la préfecture ainsi que l'association départementale des déportés du travail, n'est pas homme à s'opposer systématiquement à l'autorité. Ce conseiller municipal « apolitique », qui a travaillé six ans pour les Renseignements généraux et qui a été collaborateur d'un parlementaire et ministre radical, ne veut pas, et on le croit, « mettre l'affaire sur le plan politique ». M. le préfet est d'ailleurs son ami. M. le sous-préfet également, et le jeune et nouveau directeur de cabinet lui est très sympathique.

Malgré le président des comités des fêtes de l'Hérault qu'il est aussi, n'a pas compris. L'arrêté préfectoral interdisant la bière et les vins doux, qui ne sont pas selon lui des alcools, n'est pas efficace pour éviter la violence dans les bals. « Il en faut des canettes, dit-il, pour se noircir et ceux qui se battent vont boire dans les cafés ». La mesure lui apparaît, en outre, dangereuse : « Il y va, estime-t-il, de la vie de nos bals et de l'avenir du tourisme puleux la buvette permet de couvrir les frais et de faire des bénéfices ». La compatibilité est imprécise, mais la conviction est totale : « Certains, dit-il, ont influencé le préfet : quelques notables qui font l'amour avec le bréviaire. Mais le préfet, lui, ne veut pas, je pense, se mettre tous les maîtres à dos ».

Le 29 mars, près de cent vingt maires réunis, notamment à son initiative, ont adopté une motion de protestation. Certains d'entre eux ont décidé alors de passer outre à la mesure.

Ainsi, le maire (P.C.) d'Aniane (milieu huit cents habitants), à 30 kilomètres au nord de Montpellier, autorisait, le samedi 5 avril, le foyer rural à vendre pour son bal populaire bières et mousses. Quelques deux cents personnes étaient venues danser la valse et le pas-double sur la musique de l'orchestre de Gérard Roland — « celui de la douzième boîte de nuit de Montpellier ». Ni leur âge moyen proche de la cinquantaine ni les enfants accouchés à leurs basques, ne faisaient de ces danseurs d'un soir des bagarreurs potentiels.

### UN NOUVEAU P.-D.G. AU CASINO RUHL DE NICE

M. François Scarbonchi, ancien directeur général du casino Ruhl jusqu'en 7 février 1977, a été nommé, lors d'une récente assemblée générale, P.-D.G. du casino Ruhl, en remplacement de M. Jean-Dominique Fratoni, actuellement en fuite. M. Scarbonchi, cinquante-sept ans, originaire du même village que son ancien patron, Cutillo Corticchiolo (Corse du Sud), avait occupé différents postes de responsabilité dans les établissements de jeux de M. Fratoni.

M. Scarbonchi, officier en retraite, a démissionné de M. César Valentin, contre lequel un mandat d'arrêt a été lancé, afin de financer du Ruhl II, s'inscrit en faux contre les accusations portées contre M. Valentin, qui, dit-il, portait atteinte à la réputation du casino (« le Monde » du 5 avril). Une nouvelle société, la Société niçoise d'exploitation des casinos, dirigée par M. Michel Gonzalez, ancien policier des jeux, liée à la SOCIÉTÉ (la société qui exploitait jusqu'à présent le casino) par un accord de gérance, a déposé, à la fin du mois de janvier une demande de réouverture des jeux fermés depuis le 9 novembre 1976.

● La cour d'appel de Nancy a examiné, vendredi 4 avril, l'affaire de la Pomme d'été. Ce remède à base de minium de plomb avait provoqué, en octobre 1976, la mort d'un enfant de six semaines, Christophe Bonnet (le Monde du 10 octobre 1976). Le 6 décembre 1976, le tribunal de grande instance d'Epinal avait condamné Mme Marie Demay et son frère M. Jean Rison, fabricants de la pomme, à trois mois d'emprisonnement avec sursis et 4 000 F d'amende pour homicide involontaire et mise en circulation de produits toxiques. Ils devaient, en outre, payer 40 000 F de dommages et intérêts aux parents du bébé décédé et 2 000 F à l'ordre des pharmaciens (le Monde du 9 décembre 1976). Ils avaient fait appel de ce jugement. Devant la cour d'appel, le ministère public a demandé l'aggravation des amendes et une peine de treize mois d'emprisonnement avec sursis. Até le 16 mai. — (Corresp.)

### A Epinal

#### DANGER : ROCK'N'ROLL

(De notre correspondant.) Epinal. — Le rock n'est pas à l'index à Epinal ? La question se pose après la décision du maire socialiste, M. Pierre Blanchet, d'interdire tout concert de rock la nuit dans la cité des images, décision qui fut prise au lendemain d'un concert donné par le groupe Shaking Street et qui donna assez mal se terminer à la cité des images, dégâts évalués à 800 000 F. voitures défoncées sur la parking, quatre personnes en état d'ébriété arrêtées par la police.

L'association Culture et art qui organise des concerts écrit dans une lettre ouverte au maire : « Nous ne pouvons pas ne pas la comprendre. Nous déplorons qu'un ait dû en arriver là et nous espérons que de là à la suppression de tout concert le pas ne sera pas franchi ».

Le maire d'Epinal rejette la responsabilité des divers incidents sur les éléments pour la plupart extérieurs à la ville. Quant à sa décision d'interdire tout concert de rock, il laisse entendre qu'elle n'est sans doute que provisoire. « Le temps explique-t-il, que se calment les plus excités. » Il ajoute : « A Epinal, toute création musicale est la bienvenue. Mais je ne saurais admettre certains débordements. » Et de citer le cas d'un chanteur de rock qui insulta et insulta dernièrement le maire, ajoutant : « Je ne puis que le secrétaire général de la mairie. — Y. C. »

### ANNULATION DU COLLOQUE « POLICE ET SOCIÉTÉ »

Le colloque « Police et société » qui devait avoir lieu le vendredi 19 avril, au Sénat, sur l'initiative de l'Association des libertés de M. Henri Caillavet, sénateur du Lot-et-Garonne, (Gauche dém.), a été annulé. Le ministre de l'Intérieur, n'ayant pas donné son autorisation de tutelle

### LA COMMISSION JURIDICTIONNELLE MAINTIEN SON REFUS D'ACCORDER LE STATUT A UN OBJECTEUR DE CONSCIENCE

La commission juridique, qui a seule autorité pour attribuer la qualité d'objecteur de conscience, a refusé, le 11 mars, pour la seconde fois, d'accorder ce statut à M. Jean-Marie Dollet, vingt-sept ans, médecin, vient d'annoncer l'abandon de son service militaire. Le Conseil d'Etat avait, en juillet 1979, cassé la première décision de la C.J. le caractère collectif de la demande n'étant pas, aux yeux de la haute juridiction administrative, une raison suffisante pour justifier un refus (le Monde du 2 août 1979).

M. Dollet, dans une nouvelle lettre collective, avait écrit à la C.J. : « Le principe fondamental (de la conviction philosophique) est l'opposition systématique à l'usage personnel des armes. » La seule preuve que je puisse apporter, écrit-il encore, est la détermination à vouloir assumer ma conviction personnelle, non seulement dans mon comportement quotidien mais encore vis-à-vis des pressions et des poursuites que j'ai subies ou que j'aurais encore subies, comme le font actuellement mes camarades emprisonnés ».

Le mouvement O.P. 30 rappelle qu'après les décisions prises le vendredi 28 mars, en faveur de quarante-huit demandeurs du statut d'objecteur, le Conseil d'Etat s'est prononcé pour le renvoi de la C.J. de plus de cent dix dossiers.

### à MM. Ducret, Bouvier, Leclerc et Badin

Ces fonctionnaires sont respectivement directeur de la police judiciaire de la région parisienne, directeur central de la police judiciaire, chef de la brigade criminelle, directeur de l'inspection générale de la police nationale.

### FAITS DIVERS

#### Dix-sept morts en montagne durant le dernier week-end

### Le ski hors pistes est à l'origine des avalanches meurtrières

Le ski hors pistes, que certaines personnes s'entêtent à pratiquer en dépit de sévères mises en garde — voire, dans certains cas, d'interdictions formelles, — est à l'origine des nombreux accidents qui se sont produits durant le week-end pascal dans les Alpes italiennes, suisses et françaises et dans les Pyrénées, et dont le bilan s'élevait, lundi matin 7 avril, à dix-sept morts et une dizaine de blessés (« le Monde » daté 6-7 avril).

Dans le Torrenthorn, près de Loèche-le-Palais (Valais suisse), un jeune Allemand de quinze ans a péri, samedi 6 avril, sous l'avalanche déclenchée par le passage hors pistes de trois skieurs, alors qu'il skiait lui-même sur une piste balisée en compagnie d'un moniteur.

Le même jour, à Egghorn, toujours dans le Valais, une course de neige a entraîné six skieurs, dont l'un a été tué, tandis qu'à Grenschelcher, autre station du Valais, un homme succombait après une chute dans une crevasse. Enfin, à Lathuile (Haute-Savoie), M. Clément Martin, qui skiait sur les pentes du mont Terrenoire, s'est fracturé le crâne après une chute sur une barrière rocheuse et a été transporté dans un état grave à l'hôpital d'Aoste.

En Italie, entre Valcourmayeur et Cervinia, une nouvelle avalanche — la troisième en deux jours — a provoqué, le 6 avril, la mort d'un skieur italien. La veille, onze personnes avaient péri lors de deux accidents survenus, l'un sur le versant italien du Mont-Blanc, l'autre dans la province piémontaise de Novare. Enfin, deux skieurs espagnols se sont tués, dans l'après-midi du 6 avril, au cours d'une randonnée hors pistes, non loin de la station espagnole de Baqueira, dans le val d'Aran, à 2 600 mètres d'altitude. Les deux jeunes femmes se sont écrasées contre des rochers.

### AFAISSSEMENT DE LA PLATE-FORME JUELLE DE L'ALEXANDER-KIELAND

La plate-forme pétrolière Heurik-Iben, qui sert d'hôtel flottant aux spécialistes employés aux forages en mer du Nord, a été l'objet, dimanche 6 avril, d'un important incident. Alors qu'elle était à l'ancre non loin du port de Stavanger (Norvège), l'Heurik-Iben, qui est la plate-forme jumelle de l'Alexander-Kieland, dont le naufrage, le 27 mars dernier, a fait cent vingt-trois victimes, a pris brutalement 30 degrés de dérive. Une cinquantaine de personnes travaillant à bord. Toutes ont pu être évacuées sans dommages. Selon les premiers éléments de l'enquête, il semble que le naufrage fonctionnait d'une vaine charge de contrôler l'entrée de l'eau qui sert de ballast

dans l'un des pieds de la plate-forme soit à l'origine de l'incident.

La plate-forme devait normalement remplacer la plate-forme Alexander-Kieland sur le gisement offshore d'Ekofisk. Cette opération sera retardée. Elle comme le remorqueur vers le Nord de Boko, tout près de Stavanger, de la plate-forme Alexander-Kieland. Le remorqueur, aux fins d'inspection, de la plate-forme naufragée doit passer cinq jours en raison d'un débour par les eaux britanniques plus profondes, car il ne faut pas que le derrick, qui pointe maintenant vers le bas, endommage le réseau des pipelines sous-marins de la mer du Nord.

## INFORMATIONS « SERVICES »

### TROISIÈME AGE

### La retraite payée à domicile

L'augmentation des pensions et des ressources des personnes âgées produit parfois des effets qui leur sont peu favorables. Il en est ainsi du refus des services des postes d'acheminement les mandats d'un montant supérieur à 3 000 F (1).

Le régime général d'assurance-vieillesse règle presque 4 500 000 retraites, 55 % d'entre elles sont versées à des comptes, les autres sont versées par mandat. Il s'agit, entre autres, des pensions de réversion et des droits « dérivés ». Obligation est faite aux pensionnés d'ouvrir un compte postal ou bancaire et de se rendre aux guichets de ces établissements pour se procurer les liquidités nécessaires à la vie quotidienne.

Certains réclament donc la mensualisation des pensions. Mais, en attendant que les pouvoirs publics accèdent à ce désir — ils ont d'ailleurs promis sa prochaine mise en place — les retraités qui ne veulent ou ne peuvent se déplacer à loisir ont la faculté de se faire payer à domicile par un chèque postal libellé à leur nom et adresse. Avantage non-négligeable : on ne garde pas chez soi des sommes importantes ; avantage subsidiaire : on a la « visite du facteur ».

A Paris, par exemple, c'est le choix qu'a fait Mme B., biquette dans son septième étage, sans ascenseur. Elle souffre de rhumatismes douloureux et répugne à donner une procuration à des

« étrangers », puisqu'elle n'a plus ni famille ni ami sûr. Elle a donc ouvert un compte chèque postal et envoie régulièrement à son centre un chèque ordinaire, c'est-à-dire prépayé, mentionnant la somme qu'elle désire recevoir. Quelques jours plus tard, le préposé lui apporte son argent.

Comme pour les mandats, cette somme ne peut dépasser 3 000 F, mais la pensionnée est libre si elle le souhaite, de faire en même temps plusieurs chèques de 2 500 F. Il n'y a pas de chiffre plancher. L'opération n'est pas très onéreuse : il en coûte 30 centimes pour les sommes ne dépassant pas 1 000 F, et, ensuite, 20 centimes par tranche de 1 000 F supplémentaire. La prélevement de ces frais est effectué directement par le centre postal. L'utilisation des formules prépayées revient moins cher que celle des formules non prépayées, l'usage est obligatoire pour faire payer un chèque au domicile d'un tiers (coût : 1 F par chèque). Inutile donc d'avoir à la fois des chèques au bar et non barrés avec le risque de perte ou de vol que cela comporte.

CHRISTIANE GROJER.

(1) Sauf envoi, au bureau de poste, d'un certificat médical justifiant l'impossibilité de se déplacer. Pour Paris, tous les renseignements sont fournis par le centre de chèques postaux, 16, rue des FAVORITES, 75015 Paris. T. 332-74-00.

### RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

L'ARCCO (Association des régimes de retraites complémentaires), qui regroupe les institutions de régimes complémentaires des non-cadres, incite ses futurs allocataires à présenter leur demande de retraite dans le semestre précédant la date de cessation d'activité. Elle rappelle que les CICAS (Centres d'information et de coordination de l'action sociale) présents dans tous les départements et arrondissements de Paris sont à la disposition des futurs retraités pour les aider dans la constitution de leur dossier.

### TRANSPORTS

PARIS-ÉPINAL : DOUZE HEURES SANS ESCALE. — L'administration générale de l'aviation civile de la République populaire de Chine (C.A.A.C.) vient de mettre en service son premier avion gros porteur Boeing-747 SP sur la ligne Paris-Épinal. Ce vol hebdomadaire sans escale durera douze heures. — (A.F.P.)

### MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 7 avril à 6 heures et le mardi 8 avril à 6 heures :

L'air maritime frais et instable, qui avait des averses localisées en Bretagne, se déplace vers le sud ; il traversera toute la France dans la journée de samedi et il atteindra, dès l'après-midi, la Méditerranée.

Mardi 7 avril, il fera assez froid le matin sur la moitié sud du pays, et il y aura encore quelques gels dans l'intérieur. Le ciel sera nuageux, mais d'insolentes éclaircies au Massif Central et à l'Aquitaine. Sur la moitié nord de la France, le temps sera moins froid. Le ciel sera variable, et les nuages donneront des averses près des côtes. Au cours de la journée, le temps restera ensoleillé de la Bretagne aux Pyrénées, ainsi que sur l'Aquitaine et la Provence. Partout ailleurs, les éclaircies alterneront avec des averses, de pluie, de neige, de pluie et neige, de 600 mètres. Les vents viendront du nord ; ils seront assez forts près des côtes, et plus faibles ailleurs. Les températures maximales seront de 12 à 14 degrés, les minimales de 4 à 6 degrés.

Le lundi 7 avril, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 028,5 millibars, soit 772,5 millibars au niveau de la mer. Les températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 5 degrés ; Amsterdam, 11 et 5 ; Athènes, 13 et 10 ; Berlin, 10 et 1 ; Bonn, 14 et 1 ; Bruxelles, 11 et 1 ; Le Caire, 33 et 14 ; Casablanca, 20 et 1 ; Genève, 7 et 2 ; Lisbonne, 20 et 10 ; Londres, 13 et 2 ; Madrid, 17 et 10 ; Moscou, 15 et 1 ; New-York, 15 et 3 ; Rome, 14 et 4 ; Stockholm, 14 et 3 ; Téhéran, 23 et 14.

### P.T.T.

REPUBLIQUE DU LAO : RÉTABLISSEMENT DU SERVICE DES MANDATS. — L'émission en France des mandats-cartes et des mandats télégraphiques à destination du Laos (ex-Laos), suspendue le 31 janvier dernier après la création dans ce pays d'une nouvelle unité monétaire, est rétablie depuis le mercredi 2 avril. Le montant maximum de ces mandats libellés en nouveaux kips a été fixé à 1 200 nouveaux kips.

### MOTS CROISÉS

#### PROBLÈME N° 2645

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

#### HORIZONTALEMENT

I. Peut être considérée comme un peu malade quand elle a le nez qui coule. — II. Qui en ont trop entendu. — III. Petite chose ; s'oppose à la crème. — IV. Se jette dans la mer du Nord ; station sur l'Avon. — V. Four être prêts doit avoir un bon stylo ; Prononce : VII. Ville du Nigeria ; ancienne capitale des rois. — VIII. Les adjectifs, par exemple. — IX. Pas épaule ; s'élève oblique. — X. Peut se mettre à rouler sous l'effet des injections. — XI. Ne peut pas être assimilé à un continent. Nom donné à un genre. — XII. D'un auxiliaire ; qui sont donc en train de circuler.

#### VERTICALEMENT

I. Endroit où l'on peut mettre tout ce qui est coupé ; peut donner beaucoup de mousses quand

il est gras. — 2. Signe les articles de Smalcalde ; pris sur un canard, par exemple. — 3. Qui devrait être remplacé ; peut abîmer un tissu. — 4. Cassant quand il est sec ; ne bruit pas par plaisir. — 5. Qui n'a donc pas couru ; se portait au bout d'une chaîne. — 6. Fut converti par saint Patrick ; est difficile à plaquer. — 7. Peut remplacer l'ordonnance ; forment un quartier. — 8. Ville de Suisse ; se laisse aller. — 9. Préposition ; invoquée par celui qui n'oublie pas.

#### Solution du problème n° 2644

##### Horizontalement

I. Huméros ; Custode. — II. Numéro ; Larmes. — III. Rite ; Est ; lode. — IV. Noir ; Euclide. — V. Antienne ; Mo ; Ici. — VI. El ; Cil ; Achman. — VII. IX ; Loe ; Este ; Ior. — VIII. Loe ; Tutu ; Sté. — IX. Gain ; Période ; Ara. — X. Ue ; Nut ; Diti. — XI. Asses ; Aurélien. — XII. Néce ; Dala ; Solo. — XIII. Gland ; Net. — XIV. Conditionné ; V6. — XV. Orgelet ; Terrier.

##### Verticalement

1. Hérault ; Guano. — 2. Union ; Classe ; Or. — 3. Mutité ; Ai ; Seing. — 4. Embarquées ; D6. — 5. Ré ; Is ; On ; Fil. — 6. Urgence ; Pied ; Te. — 7. SE ; Uni ; T6 ; Agit. — 8. Recréer ; Allé. — 9. St ; Stimulant. — 10. Ullmann ; Rénée. — 11. SA ; Dole ; Edie ; Der. — 12. Tris ; Is ; SM. — 13. Omo ; imitation. — 14. Dédicace ; Réve. — 15. Esé ; rine ; Amotter.

GUY BROUTY.

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 8 avril 1980 :

#### DES DECRETS

● Relatif aux activités d'études et de recherches dans le domaine de la fusion thermonucléaire par confinement inertiel ;

● Modifiant le taux de la taxe sur les passagers des navires de commerce perçue au titre du droit de port dans les ports maritimes de la France continentale et de la Corse.

#### UN ARRETE

● Portant nomination aux commissions de l'indemnisation des Français déposés de biens dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France.

### PARIS EN VISITES

#### MARDI 8 AVRIL

● Hôtel Laurin et l'île Saint-Louis, 15 h, 17, quai d'Anjou, Mme Allas.

● De Saint-Sulpice au Luxembourg, 15 h, Fontaine Saint-Sulpice, Mme Garnier-Ahlberg.

● Ateliers et frappe de médailles racontés aux jeunes, 15 h, 11, quai Saint-Germain-des-Près, 15 h, devant l'église, Mme Maynard.

● La chapelle Notre-Dame-de-la-Compassion, 15 h, palais de Congrès, Mme Fennec (casse nationale de monuments historiques).

● Montagne Sainte-Genève, 15 h, métro Cardinal - Lemoine (Casse nationale de monuments historiques).

● La construction du Louvre et des Tuileries, 15 h, angle rue de Rivoli, rue de l'Oratoire (Mme Rouch-Gail).

● La Cité, 15 h, métro Cité (M. de La Roche).

● La Mairie, 14 h, 45, place du Futa-de-l'Église (tourisme culturel).

### RELIGION

De Jean-Paul II

à Rome

71 DE RELIGION

101 av. M. Gérard d'André

### CARNET

50:10 من الأمل



## SPORTS

AU BOIS DE BOULOGNE A PARIS

### Les sportifs du jour de Pâques

Les championnats nationaux ou régionaux faisaient relâche dans la plupart des disciplines sportives pour le week-end pascal. Paris, plus encore que les autres grandes villes, s'était, il est vrai, vidé d'une grande partie de ses habitants. Les installations sportives étaient-elles pour autant désertes ou le dimanche de Pâques marquait-il une date privilégiée pour les adeptes du sport-loisir ?

A 9 heures du matin, Boulogne dort encore. Il faut attendre les abords de l'hippodrome de Longchamp pour apercevoir les premiers signes de vie. Quelques rares cyclistes tournent déjà à une bonne cadence. Le circuit n'est pas encore encombré par les flâneurs, redoutés comme la peste pour les chutes qu'ils peuvent provoquer par leurs maladresses.

Quelques centaines de mètres plus loin, au parc des sports de Bagatelle, seuls les pompiers des casernes de Boulogne et de Grenelle occupent un terrain. Comme tous les dimanches, dans le cadre de leurs dix-sept heures de sport obligatoire par semaine, cet après-midi ils seront tous de permanence.

Tout autour, sur les autres terrains, de petits groupes commencent à se former devant les buts.

« J'ai posé la question rituelle, à laquelle personne n'a d'ailleurs vraiment répondu. Qui pourrait résister et pourquoi ? L'air est vite en train. Il avait seulement enfilé une veste par dessus son maillot et son pantalon. Le temps de la piler et de la poser soigneusement près d'un poteau et il peut toucher son premier but. Pas besoin d'écouter, il travaille sur les chantiers voisins de La Défense et est venue à pied de Puteaux, où il loge avec trois compatriotes marocains.

D'habitude, il joue en championnat, avec d'autres Maghrébins. « Aujourd'hui, explique-t-il, il faut venir de bonne heure. Il faut être là quand les équipes se forment. Après, ça sera trop tard pour avoir un terrain. »

En face, devant les autres buts,

une majorité de Portugais se sont retrouvés. Dès qu'ils sont assez pour former une équipe, ils proposent un « petit match ». A côté, deux groupes d'Antillais ont commencé leur jeu.

Si Bagatelle est un lieu de rendez-vous cosmopolite pour les sportifs, à quelques centaines de mètres de là, c'est entre « élites » que l'on pratique le sport à la Croix-Catalan. Aux abords du club, les tenues bleues et blanches, aux couleurs du Racing-Club de France, sont arborées avec fierté. Ici, tout est harmonie, ordre et bienséance. On se salue en se croisant, sans s'arrêter de courir. Forme oblige. Pour franchir le seuil, on ne manque jamais de présenter au vigile sa carte de plasticien, payée au prix de l'or.

Le comité directeur du club n'ayant pas été prévenu, il est bien difficile de recevoir un journaliste. Toutefois, après avoir soigneusement vérifié la validité de la carte de presse, présentée par deux fois, on lui répond : « mais de façon anonyme », que « la fréquentation de la Croix-Catalan un dimanche de Pâques est moins nombreuse que celle d'un autre dimanche ». D'ailleurs, il n'y a pas de file d'attente pour la réservation des courts de tennis, alors que les vingt-cinq en terre battue — sur quarante-neuf — ne sont pas encore utilisés.

#### Softball

Dans le bois aussi, les adeptes du « jogging » sont moins nombreux que d'habitude, malgré de nouvelles recrues. Ainsi cette famille au grand complet, jambes flageolantes et mollets flagellés, qui semble souffrir le martyre. C'est le journal télévisé de la veille, consacré à la « ramis », en forme, qui leur a donné l'idée de venir courir. Suivront-ils aussi les conseils de diététiste ? Pas aujourd'hui, c'est Pâques.

Vers midi, le repas familial vide peu à peu le bois. Les premiers à occuper Bagatelle l'après-midi sont, cette fois, des Américains et des Japonais de Paris. Tous préparent activement la saison de softball, un cousin du baseball, dont le championnat, doté d'un trophée offert par l'ambassade du Japon, regroupera vingt-sept équipes, dont celle des marines de l'ambassade américaine ou celles de plusieurs restaurants japonais de la capitale. Cet après-midi, seuls quelques Maghrébins occupent les terrains de football, suivis cette fois, au bord des lignes de touche, par leurs compatriotes plus âgés, pour qui ces matches constituent le traditionnel spectacle dominical.

Plus au nord, l'hippodrome d'Auteuil draine la grande foule pour le dernier meeting de la saison. Il est difficile de trouver une place pour garer sa voiture. Les premiers sont, en effet, nombreux à profiter des premiers rayons du soleil de printemps pour parcourir le bois.

Surprise, en passant à proximité des tennis de Longchamp. Les seize courts sont loin d'être tous occupés. « Les amateurs de tennis n'ont pas voulu manquer le final Borg-Villas à la télévision », explique M. Guy Cohen, le directeur sportif du club. Ils vont revenir aussitôt après le match. Nous constatons le même phénomène pendant le quinze de Roland-Garros.

« Mais de tous façons, la plupart de nos membres ont profité du long week-end pour quitter Paris. Nous n'avons eu que deux cotisations à la journée (70 F). Pourtant, ceux qui voulaient jouer pouvaient le faire, aujourd'hui, sans limite de temps. C'était un peu comme au mois d'août. »

GERARD ALBOUY.

## TENNIS

AU TOURNOI DE MONTE-CARLO

### Même le bras de fer de Vilas n'a pu résister à la pression de Borg

De notre envoyé spécial

Monte-Carlo. — Une semaine après sa victoire à Nice (sur Oranjestad par 6-2, 6-0, 6-1), Björn Borg a remporté, dimanche 6 avril, le finale du tournoi de Monte-Carlo Country Club, cette fois aux dépens de Guillermo Vilas et avec une supériorité aussi écrasante (6-1, 6-0, 6-2) qui ne peut que susciter l'émerveillement.

Le ciel de la Côte d'Azur était couvert et la température fraîche quand les deux finalistes pénétrèrent sur le central devant une foule record dépassant les quatre mille spectateurs. Le match commença à 14 h. 10. Une heure et demie plus tard, c'était fini ! Pour autant, qui avait, au cours du tournoi, éliminé Panatta, Scamuzzi, McEnroe et Smid, était dans une forme optimale. Il démonta même tout au long de cette brève finale d'une opiniâtreté exceptionnelle dans ses efforts d'offensives à la volée, en frappant comme un sourd sur toutes les balles qui franchissaient le filet. Au décompte des points, la marque alla rarement à l'égalité, mais les échanges franchissaient jusqu'à trente et quarante fois le filet. En fait, nous n'avions jamais vu l'Argentin donner une réplique pareille ni aussi bien jouer contre Borg. Infiniment mieux que dans la finale des Internationaux 1978 à Roland-Garros, où le Suédois lui avait infligé une défaite saignante (6-1, 6-2).

Que dire alors de Borg, champion du monde en titre, de qui nous gardions une vision éblouie de ses triomphes du Masters de New-York ? On ne sait plus trop quel sillon qu'il a encore fait des progrès. Il est plus fort, il attaque davantage la balle, plus frappée que liftée, et sa pression maintenant devient insoutenable, même à un bras de fer comme Vilas. Comme son coup d'œil est toujours infatigable, comme son passing shot fait mouche à tous les coups, comme il se remplace où il veut, comme son jeu de jambes ne souffre aucune comparaison, comme il a renforcé son jeu technique sur terre battue, comme il a gagné en puissance à terminer les points à la volée, comme enfin son attitude barracade sur le terrain ne néglige

Jamais le fair-play, force nous est bien de constater que Borg incarne aujourd'hui et sans contestation possible le plus grand phénomène de son temps.

Le sport est « la chose accessoire la plus importante du monde », écrit l'essayiste allemand Walter Düringer. Quand il atteint le degré de perfection où Borg l'a porté, on éprouve la certitude que toute la race humaine en bénéficie et que la foule la plus étrangère au sport, en s'inspirant à la chanson de geste du champion, y trouve une euphorie, un bonheur de vivre sans mélange.

En fait, de bonheur de vivre, quel autre cadre que Monte-Carlo est capable de le dispenser ? C'est ici, sous le ciel méditerranéen et face à la mer de saphir, que les travailleurs du court prennent un visage tout nouveau. Ils acceptent les contacts sans façons, partagent leurs repas ou leurs soirées mêlés les uns aux autres. Ils plaisantent et échangent des bourrades dans la bonne camaraderie comme nous l'avons vu si souvent faire aux joueurs de la Coupe de France.

Le lendemain, Vilas Gerulaitis, noctambule invétéré, Guillermo Vilas, danseur infatigable, enfin Björn Borg, ce super adulte de vingt-trois ans, qui, ayant retiré son bandeau d'archer du Moyen Age, présente à tous, aux côtés de sa fiancée roumaine, un front auréolé de gloire.

Il reste à former le vœu que Borg garde une fois de plus son titre de champion du monde d'Internationaux de Roland-Garros 1980 et, pour la cinquième fois consécutive, le tournoi de Wimbledon, ce qui serait une performance unique dans les annales du tennis.

OLIVIER MERLIN.

## CYCLISME

### Hinault dans le sillage de Raas

Jan Raas a remporté, samedi 5 avril, à Meerssen (Pays-Bas), sa quatrième victoire consécutive dans l'Amstel Gold Race. Une victoire dont plusieurs coureurs ont contesté la régularité, le champion du monde s'étant accroché momentanément à une moto au moment où la course se jouait. Raas était sans doute l'un des plus forts et assurément le plus rapide du peloton de tête. Il est dommage que son succès ait été terni, une fois de plus, par une attitude contraire à l'esprit sportif et indigne d'un détenteur du maillot arc-en-ciel.

Seule classique néerlandaise, organisée sur un parcours difficile comparable à celui du récent championnat du monde, l'Amstel Gold Race a été marquée par le retour au premier plan de Bernard Hinault qui a payé de sa personne avant de prendre la cinquième place et par le bon comportement d'ensemble des Français : Chassang, Bossis, Bertin, Duclos-Lassalle, toujours présent depuis Paris-Nice. Ce résultat collectif est encourageant à une semaine du Paris-Roubaix. — J.A.

## ESCRIME

### Isabelle Bégard, championne du monde des moins de vingt ans

Les championnats du monde des moins de vingt ans réunissent bien aux escrimeurs français. Après Véronique Trinquet en 1975, Christine Fékété en 1977 et Brigitte Latrille en 1979, Isabelle Bégard a obtenu le titre mondial, dimanche 6 avril, à Vienne. Victorieuse de toutes les épreuves, Isabelle Bégard n'a toutefois été qualifiée au troisième tour qu'après avoir subi trois défaites pour deux victoires. Elle avait ensuite été menacée six touches à quatre quand son adversaire, l'italienne Croia Cicconetti, fut contrainte à l'abandon par une entorse.

Née le 7 juillet à Paris, Isabelle Boeri s'est mariée l'an dernier avec Robert Bégard qui entraîne désormais à Hyères. Deux fois championne de France junior, elle a été l'an dernier vice-championne de France derrière Pascale Trinquet.

## MOTOCYCLISME

### La mort d'Olivier Chevallier

C'est dans une course de 100 kilomètres, disputée en lever de rideau du Moto Journal 200, que le pilote français Olivier Chevallier s'est tué, dimanche 6 avril, sur le circuit Paul-Ricard, dans le Var. Olivier Chevallier, qui comptait parmi les pilotes nationaux les plus connus, est tombé à la sortie d'un virage. Relevé inanimé, la cage thoracique enfoncée, il a été transporté à l'hôpital de la Timone, à Marseille, où il est décédé dans l'après-midi. Il était âgé de trente et un ans. Les constatations de motocyclistes amateurs sur les routes menant au circuit ont, comme d'habitude, provoqué de nombreux accidents. L'un d'eux a entraîné la mort, sur l'autoroute Marseille-Toulon, de Sauveur Riera, âgé de trente ans.

## VOILE

### Riguidel, Gahinet et Duchemin ont regagné la terre ferme

Recueillis par le cargo japonais Torai-Maru, les trois navigateurs français Eugène Riguidel, Gilles Gahinet et Eric Duchemin ont l'intention de récupérer l'épave de leur trimaran Kawasaki, de la remettre en état et de regagner l'Europe à son bord. Arrivés à Hampton (Virginie), dimanche 6 avril, les trois navigateurs sont aussitôt partis pour New-York. Selon leurs témoignages, le trimaran aurait basculé à la suite d'un incident survenu à l'un des hydrofoils. Le Kawasaki naviguait à ce moment-là dans le sud de Nantucket (Massachusetts). Ils sont restés plusieurs heures accrochés à l'épave du trimaran avant d'être secourus par le Torai-Maru. Les trois navigateurs s'attendaient au record de la traversée de l'Atlantique à la voile, détienu depuis 1905 par l'Atlantique en douze jours quatre heures et une minute. Un autre bateau, Cardio France, est actuellement en course et Fernandez doit appareiller, mardi 8 avril, dans le but de battre aussi le record d'Atlantique.

## SCIENCES

### Certaines recherches sur la fusion nucléaire seront placées sous le contrôle de la défense nationale

Les études et recherches sur la fusion thermonucléaire par confinement inertiel feront désormais l'objet d'un contrôle de la part de la Défense nationale. Aux termes d'un décret du premier ministre, publié au Journal officiel du dimanche 6 avril, tous les travaux visant à reproduire, soit par des lasers, soit par des faisceaux de particules, les réactions nucléaires de fusion qui, non contrôlées, donnent lieu à la mise au point de bombes H ou, contrôlées, donneront lieu dans quelques années peut-être à des centrales

nucléaires civiles, ne peuvent être engagées sans autorisation. Le décret précise que cette mesure est destinée à éviter que les recherches menées dans ce domaine « ne conduisent à rassembler des renseignements, objets, documents ou procédés dont l'exploitation serait de nature à nuire à la Défense nationale ». Aussi « toute personne physique ou morale se disposant à entreprendre ou à faire entreprendre de tels travaux devra-t-elle en faire la déclaration à la Défense nationale. A cet effet, est institué un comité de contrôle des activités et recherches dans ce domaine », qui sera placé sous la présidence du secrétaire général de la Défense nationale. Il comprendra l'inspecteur des armements nucléaires et quatre membres nommés par le premier ministre représentant sur proposition du ministre de la Défense, du ministre des universités, du ministre de l'Industrie et du secrétariat d'Etat à la recherche.

## EDUCATION

### LES PRINCIPAUX SYNDICATS DU SECOND DEGRÉ APPELLENT A LA GREVE LES 24 ET 25 AVRIL

Les cinq syndicats d'enseignants du second degré (I) qui ont déjà été à l'origine de plusieurs actions au cours de cette année scolaire, viennent de lancer un appel à tous les personnels des lycées et collèges pour qu'ils arrêtent le travail vendredi 24 et vendredi 25 avril. Ce mot d'ordre de grève fait suite à celui décidé par la FEN vendredi 4 avril à l'issue de la réunion de responsables nationaux (Le Monde daté 6-7 avril).

Ces syndicats appellent toutefois les personnels à poursuivre l'action au mois de mai. Ils préconisent ainsi des « défaites symboliques » notamment à propos du problème de l'affectation, de la réforme du statut des personnels de surveillance et des conditions de travail. Le principe d'une journée nationale de l'affectation et d'une autre axée sur le problème des enseignants « en exil » — obligés d'exercer en dehors de leur région d'origine — a été retenu par les cinq partenaires.

1) Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.P.T.), Syndicat national des enseignants du second degré (S.N.E.S.-F.E.N.), Syndicat national des collèges (S.N.C.), Syndicat national des enseignants techniques et professionnels (S.N.E.T.P.), Syndicat national des professeurs d'éducation physique (S.N.E.P.-F.E.N.).

## CORRESPONDANCE

### A propos du licenciement d'un professeur de l'université de Louvain

Mgr Edouard Massaux, recteur de l'université catholique de Louvain, nous écrit :

Votre journal a publié en page 26 de son édition du 1<sup>er</sup> mars 1980, sous le titre « Pétition en faveur d'un professeur licencié par l'université catholique de Louvain », un article qui donne une assez large publicité à une pétition en faveur d'un professeur de l'université dont je suis le recteur et qui, à cet effet, été licencié. Il est vrai que le licenciement dudit professeur a été décidé ; mais, contrairement à ce que pensent les auteurs de la pétition, ce licenciement ne viole pas les droits élémentaires garantis par la loi et la Convention européenne des droits de l'homme. Ce licenciement n'est pas non plus « contraire à tous les usages en vigueur dans les universités du monde libre ».

Je tiens à ce que vos lecteurs sachent que l'université dont je suis le recteur n'est constituée ni par la loi belge du 27 juillet 1971 qui prescrit aux universités subventionnées, comme l'est l'université catholique de Louvain, d'établir et qui est d'ailleurs équivalente au statut des lois et des règlements ont doté les universités de l'Etat.

## RELIGION

### La visite de Jean-Paul II en France

#### « JE ME RÉJOUIS »

déclare M. Giscard d'Estaing

M. Valéry Giscard d'Estaing, qui séjourne depuis le 4 avril à Courchevel (Savoie), a déclaré, en guise de son épouse et de leurs quatre enfants, à assisté à la messe pascalle célébrée en plein air, dimanche 6 avril, à la paroisse de la station où un autel avait été dressé pour la circonstance. M. Giscard d'Estaing, président de la République a communiqué et échangé quelques poignées de main au moment du « baiser de paix ».

Evoquant, à la fin de l'office, la prochaine visite du pape en France, le chef de l'Etat a notamment déclaré, avant de signer les plates de ski : « Je me réjouis que la France accueille prochainement Jean-Paul II. Je serai naturellement très heureux d'accueillir le pape au cours de sa visite et de voir ainsi que le peuple français tout entier lui réservera un chaleureux accueil. »

Comme on lui demandait si le souverain pontife serait son invité, M. Giscard d'Estaing a répondu : « La règle, en ce qui concerne les visites pontificales, est que le pape décide lui-même de ses voyages. J'étais au courant mais il s'agit d'un voyage pastoral, c'est-à-dire d'un voyage au cours duquel le pape rend visite à l'Eglise. Il visitera plusieurs lieux en France, et il passera sans doute deux jours à Paris où, un certain nombre de manifestations seront organisées. Je suis sûr que la population s'y associera de la façon la plus large. »

## CARNET

### Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de :

Mme Jacques BERTHOUD, née Denise BERTHOUD, survenue à Paris le 4 avril 1980. La cérémonie religieuse aura lieu à l'Eglise réformée de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, Paris-15<sup>e</sup>, le mardi 8 avril, à 14 heures.

De la part de :

M. et Mme Alain Champetier de Ribes ;  
M. et Mme Didier Berthoud ;  
M. et Mme Arnaud Berthoud ;  
M. et Mme Bruno Verlet ;  
M. et Mme François Berthoud, et leurs enfants ;  
Et de :

M. et Mme Etienne Bogner ;  
M. et Mme Philippe Bogner ;  
M. et Mme Jean-Marie Bogner et leurs enfants ;  
Mme Jean Berthoud et ses enfants.

— Mme Françoise GAY, née Blanche Fromillon, est entrée dans la plénitude de la vie, le Samedi-Saint, 5 avril 1980, dans sa quatre-vingt-dixième année. Elle laisse :  
Elisabeth et Louis Terrenoire, leur mère ;  
Geneviève et Henry Moany ;

(Voir Le Monde daté 6-7 avril 1980).

Les deux SCHWEPPEES, l'un se retourne, l'autre pas.







# Le Monde ECONOMIE

## L'encadrement renforcé du crédit UN COUP POUR RIEN ?

Le crédit, qui est déjà cher, va, dit-on, devenir plus rare, notamment pour le logement, à cause d'un encadrement renforcé. Quel est le sens de cette rareté en période d'inflation, c'est-à-dire d'expansion débridée, du crédit ?

Ainsi la cause paraît-elle entendue : avec la nouvelle instruction de la Banque de France, publiée sous forme d'un avis au *Journal officiel* du 30 mars, le crédit bancaire, déjà assorti de taux qu'en d'autres temps on aurait qualifiés d'usuraires, va « se raréfier ». Ce sera en particulier le cas pour le crédit à l'achat de logements anciens, qui a fait l'objet d'une attention spéciale de la part des autorités monétaires, alarmées par la très forte progression — 26 % à 27 % — en 1979, puis encore au premier trimestre de 1980, des

de l'endettement ? Les nouvelles mesures « restrictives » sont-elles de nature à réduire effectivement les pressions inflationnistes ? Une autre méthode, celle qui est utilisée aux Etats-Unis et qui inspire la nouvelle réforme, présentée comme

« très importante », de la réglementation bancaire américaine, aurait-elle des résultats plus heureux ? Ou bien l'opposition entre les systèmes français et américains de « contrôle » de la masse monétaire serait-elle plus apparente que réelle ?

« prêts complémentaires des prêts principaux d'épargne-logement » (ceux qui servent précisément, ont récemment découvert les statisticiens, à financer les achats de l'ancien). En conséquence de quoi, les prêts en question, qui étaient jusqu'alors « désencadrés », — ce qui, en première approximation, signifie que les banques n'avaient pas à en tenir compte pour le calcul de l'encours soumis aux normes d'encadrement, — vont perdre ce privilège. Ne rentreront-ils dans le droit commun.

« C'est ainsi qu'on parle communément de « pressions inflationnistes » qui s'exercent sur le marché décrit comme un lieu où « trop » d'argent se porte sur une quantité insuffisante de biens et de services. Cette façon de l'exprimer est la traduction de l'adage anglo-saxon qui a tant fait pour empêcher une réflexion sérieuse sur le phénomène de l'inflation : « Too much money chasing too few goods » (trop d'argent chassant pas assez de marchandises). Qui, en l'occurrence, a « trop » d'argent ? Les candidats à la propriété de leurs logements ? Le banquier qui leur consent une avance remboursable ? Ces questions ne peuvent pas recevoir de réponses claires, parce qu'elles procèdent d'une métaphore inconsistante. Pas plus qu'on ne peut préciser à quel niveau il conviendrait de porter l'offre pour qu'elle devienne « suffisante » alors qu'il est avéré que sur la plupart des marchés — mais le celui du logement n'est pas un très bon exemple, parce qu'intervient la rente de situation — il n'existe, au sens économique, aucune pénurie puisque la demande solvable peut être satisfaite pratiquement sans limite à un prix normal (c'est-à-dire n'impliquant aucun profit exorbitant).

De cette représentation du phénomène de l'inflation on tire la conclusion que, pour le combattre, il faut et il suffit, faite de pouvoir augmenter l'offre de

### Les métaphores de l'inflation

Il est impossible de savoir a priori dans quelle mesure cette disposition aura par elle-même pour effet de ralentir l'octroi des crédits pour le logement. Les normes destinées à contenir dans une limite déterminée la progression de l'encours s'appliquent à une masse indifférenciée de crédits. Il est donc toujours possible que telle ou telle catégorie d'emprunt s'accroisse plus vite que les autres. Cela dépend à la fois de la demande de la clientèle et de la politique commerciale du banquier. Ajoutons que les prêts conventionnés (surtout, pense-t-on, destinés au « neuf ») restent désencadrés, on pourra aussi assister en cours d'année à une répartition différente des prêts au logement (1), moyen

parmi d'autres de tourner ou d'atténuer la réglementation contre nature qui consiste à contingentiser le crédit. En tout cas, rien ne justifie, sinon l'inflation — et les réflexes de spéculation qu'elle suscite, — un accroissement en douze mois de plus du quart des crédits au logement octroyés à la clientèle solvable ou supposée telle, le sens du mot « rarefaction », quand il s'agit, avec les moyens du bord, de colmater une voie d'eau, est tout relatif.

S'il ne s'agissait que d'une question de vocabulaire, l'impropriété du terme mériterait à peine d'être relevée. En réalité, le mal va beaucoup plus loin. Comme les idées en cours sur l'inflation découlent directement (même quand elles se présentent sous la forme d'analyses « monétaristes » sophistiquées) de métaphores approximatives ou franchement inadéquates, il ne faut pas s'étonner que les raisonnements sur lesquels l'opinion publique, dans tous les pays d'Occi-

dent, les politiques dites anti-inflationnistes valent ce que valent les images et les comparaisons dont elles sont la projection. En résumé, ils présentent tous les défauts et les chances de ceux de services. Cette façon de l'exprimer est la traduction de l'adage anglo-saxon qui a tant fait pour empêcher une réflexion sérieuse sur le phénomène de l'inflation : « Too much money chasing too few goods » (trop d'argent chassant pas assez de marchandises). Qui, en l'occurrence, a « trop » d'argent ? Les candidats à la propriété de leurs logements ? Le banquier qui leur consent une avance remboursable ? Ces questions ne peuvent pas recevoir de réponses claires, parce qu'elles procèdent d'une métaphore inconsistante. Pas plus qu'on ne peut préciser à quel niveau il conviendrait de porter l'offre pour qu'elle devienne « suffisante » alors qu'il est avéré que sur la plupart des marchés — mais le celui du logement n'est pas un très bon exemple, parce qu'intervient la rente de situation — il n'existe, au sens économique, aucune pénurie puisque la demande solvable peut être satisfaite pratiquement sans limite à un prix normal (c'est-à-dire n'impliquant aucun profit exorbitant).

De cette représentation du phénomène de l'inflation on tire la conclusion que, pour le combattre, il faut et il suffit, faite de pouvoir augmenter l'offre de

## La R.F.A. s'installe dans le déficit

SANS doute n'a-t-on pas encore, notamment en France, pris l'exacte mesure du retournement de situation qui s'est depuis quelques mois opéré dans les affaires monétaires et financières de la République fédérale d'Allemagne. La réputation du deutschemark comme « monnaie forte » et de la R.F.A. comme pays excédentaire a été établie pendant si longtemps qu'aux yeux de beaucoup elle paraissait correspondre à un phénomène « structurel » (bien que la notion d'un surplus, ou d'un déficit, « structurel » n'ait rigoureusement aucun sens, elle a, comme le rois de l'héritage intellectuel keynésien, la vie étonnante d'une réalité au dément des faits).

Soit avec admiration, soit avec irritation, soit encore avec un mélange de ces deux sentiments, les partenaires de l'Allemagne de l'Ouest s'étaient habitués à une représentation du monde dans laquelle celle-ci occupait la place enviable d'un pays sans problème de balance des paiements ; et dont la monnaie était vouée à une revalorisation continue. Telle était encore une des principales préoccupations exprimées en France pendant les mois qui précédèrent la mise en route du S.M.E. (Système monétaire européen). Le deutschemark n'aurait-il pas constamment tiré vers le haut le nouveau bloc monétaire européen ?

Le S.M.E. est entré en vigueur en mars 1979. Le mois suivant la balance des paiements courants de la R.F.A. commençait à enregistrer un déficit. Depuis, elle n'a presque jamais cessé d'être au rouge. La suite des événements pourrait bien avoir confirmé l'hypothèse (voir « Le Monde de l'économie » du 17 octobre 1979) selon laquelle, dans l'esprit du chancelier Schmidt, la participation de la R.F.A. au S.M.E. était (aussi) un moyen de faire passer sous un habitillage européen un changement de cap de la politique allemande, désormais moins soucieuse de stabilité que désireuse de préserver la compétitivité de l'industrie allemande menacée par une hausse indéfinie du deutschemark. La Bundesbank, gardienne du pouvoir d'achat de la monnaie, ne s'y était pas trompée. Son président de l'époque, le Dr. Otmar Emminger, dénonçait le danger de voir se constituer en Europe une « communauté d'inflation ».

Ce qui frappe aujourd'hui, c'est le changement complet qui est intervenu dans l'attitude des autorités monétaires de la R.F.A. (gouvernement et Institut d'émission). Les dirigeants allemands se sont psychologiquement installés dans le déficit. Leur préoccupation n'est pas de le supprimer, mais de trouver les moyens de le financer durablement. Le ministre des finances est allé solliciter les Suédois, leur demandant de souscrire — ce qu'ils ont fait (mais on ne connaît pas les détails de l'opération) — des bons émis par l'Etat fédéral allemand. Il est ouvertement question d'emprunter sur le marché de l'eurodollar. Des capitaux extérieurs, on attend à la fois qu'ils financent une partie du considérable déficit budgétaire et qu'ils combinent le solde négatif de la balance des paiements courants, comme aux Etats-Unis. Des mesures ont été prises pour encourager les pays étrangers à se constituer ainsi des avoirs (réservés) en deutschemarks, alors que jusqu'à une époque récente on essayait de s'opposer à l'extension de son rôle international.

La manque de rigueur dans la gestion des finances publiques a fini par produire ses effets. Le deutschemark est dans le peloton de queue du S.M.E. ; l'inflation relève dangereusement la tête, ce qui inquiète une opinion publique désorientée. Il en résultera peut-être des conséquences électorales inattendues.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 12.)

P. F.

## Pourquoi Nissan et Toyota refusent de s'implanter aux Etats-Unis

FAUT-IL investir aux Etats-Unis ? Et si oui, maintenant ou plus tard ? Tel est le problème que se posent les deux grandes de l'industrie automobile japonaise, Toyota et Nissan (1). Un dilemme qui est devenu ces dernières semaines une affaire politique entre Tokyo et Washington.

Alors que depuis plusieurs mois les ventes de voitures japonaises aux Etats-Unis sont reparties en flèche en raison de la baisse du yen, l'industrie automobile américaine, avec ses deux cent mille chômeurs, a lancé une campagne vigoureuse pour convaincre les sociétés nippones de s'installer

aux Etats-Unis. Campagne appuyée par les membres du Congrès, qui espèrent ainsi se concilier l'échéance électorale de novembre prochain, le million et demi d'ouvriers de l'industrie automobile. Loin de calmer les esprits, la récente décision prise par Honda — cinquième constructeur japonais — d'investir dans l'Ohio (le Monde daté 13-14 janvier) a fait monter les enchères : « Pourquoi les autres constructeurs japonais ne viennent-ils pas ? », disent les Américains. Toyota et Nissan sont donc soumis à des pressions sérieuses et ouvertes du ministère du commerce et de l'industrie (MITI) pour répondre aux demandes américaines.

Malgré ces succès, les Japonais abordent la nouvelle décennie avec quelques réserves préoccupantes. Les experts s'interrogent sur le marché intérieur qui fut l'élément moteur de la demande de 1965 à 1970. Celui-ci a connu à nouveau, ces deux dernières années, une demande soutenue, résultat d'une politique très active de constructeurs, largement fondée sur un intense démarchage à domicile. Mais ce marché, après « maturité », ne permet plus de prévoir des taux de croissance importants. Seulement un Japonais sur cinq (contre un Américain sur deux) possède une voiture, ce qui laisse encore une demande à satisfaire. Mais les constructeurs estiment que la tendance du marché japonais est davantage à l'achat de remplacement qu'à la première acquisition. La demande serait donc tributaire pour une bonne part de la conjoncture économique. Aussi la croissance du marché intérieur risque-t-elle d'être faible entre 1980 et 1985.

Cette situation conduit les constructeurs japonais, dont en gros la moitié de la production est destinée à l'exportation — proportion dépassée par Honda (65 %) et Mazda (58 %) — à accentuer leurs efforts sur les marchés extérieurs. Toyota, qui détient 37,5 % du marché intérieur et 4,5 % de celui des Etats-Unis, prévoit une augmentation de ses exportations de 9,8 % au cours de cette année, tandis que Nissan (28 % du marché intérieur) compte accroître celles-ci de 8,8 %.

La nouvelle stratégie des Japonais est fondée sur deux considérations : les tendances protectionnistes qui se manifestent aux Etats-Unis et en Europe et une concurrence accrue au cours des prochaines années de la part des Américains.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 11.)

## Sécurité sociale : une conférence internationale pour surmonter une crise générale

par  
FRANCIS BLANCHARD (\*)

Les plus brillants aujourd'hui, les problèmes financiers, ne sont pas nouveaux assurément : on penserait plutôt à un mal chronique, — mais ils ont pris une acuité extrême. Dans la plupart des pays de la C.E.E., par exemple, les dépenses sociales, à prix constants, se sont accrues de moitié ou plus dans la période 1970-1976. Et le volume des transferts sociaux atteint dorénavant des niveaux où la capacité de la société à toujours assurer le coût de sa protection sociale commence à être fortement mise en doute. L'ascension vertigineuse des budgets des prestations sociales, que de multiples facteurs semblent rendre inéluctable, suscite en particulier des préoccupations très sérieuses.

### Une indispensable réforme des systèmes de santé

Cette situation difficile, qui résulte en définitive du niveau élevé atteint par nos institutions de protection sociale, a été singulièrement aggravée par la crise économique, qui a ajouté de nouvelles tensions : d'une part, il devient beaucoup moins aisé de dégager les ressources nécessaires dans une conjoncture caractérisée par la stagnation du produit intérieur, et, par voie de conséquence, de l'assiette des prélèvements en faveur de la sécurité sociale, tandis que, d'autre part, l'indemnisation d'un chômage en expansion alourdit sensiblement la progression des charges.

La préoccupation dominante dans l'immédiat est donc le rétablissement de l'équilibre financier. Mais la recherche des solutions s'inscrit dans un contexte difficile et incertain où chacun

de santé n'exige pas seulement des efforts pour maîtriser les coûts mais impose une réforme profonde des systèmes de santé. Plus généralement, la réforme du financement de la sécurité sociale passe-t-elle par de simples retouches apportées au taux ou à l'assiette des cotisations, ou s'appelle-t-elle pas plutôt une révision plus ambitieuse des modes de financement en vue de les rendre mieux appropriés à la logique de l'institution et aux objectifs qu'elle poursuit ainsi qu'aux exigences économiques et sociales ?

La recherche de solutions d'ensemble se recommande surtout du fait qu'à la crise financière actuelle s'ajoutent des problèmes qui pour être moins immédiats n'en sont pas moins redoutables : par leurs conséquences et leur portée, ils méritent de attirer toute notre attention : il s'agit des problèmes d'adaptation de l'institution aux transformations profondes, multiples et, semble-t-il, durables, auxquelles nous assistons aujourd'hui.

Changement des données économiques d'abord. Le temps semble bien passé où des taux de croissance très élevés de l'économie, comme ceux qui ont été enregistrés jusqu'en 1973, facilitaient le développement des législations sociales. Les différents scénarios du futur élaborés ici et là nous font pressentir une croissance ralentie, et peut-être, un autre type de croissance, ce qui introduit des distorsions dans le couple classique expansion économique/progression sociale et conduit peut-être à une redéfinition même de ces concepts. La sécurité sociale devra s'adapter à ces perspectives nouvelles. Le déclin démographique, qui atteint à présent la plupart des pays industrialisés, représente à coup sûr l'un des problèmes les plus préoccupants pour l'avenir de la sécurité sociale.

(Lire la suite page 10.)

### Essoufflement du marché intérieur

Jusqu'à présent, les deux « géants » japonais ont « résisté » à tous les assauts en invoquant la faible rentabilité de telles opérations. Les constructeurs nippons sont assurément conscients de la nécessité d'internationaliser leur production tant pour faire face au protectionnisme montant que pour résister à la concurrence de leurs homologues américains qui sont en train de mettre au point ce que l'on nomme déjà la « voiture mondiale » (*world car*). Mais Toyota et Nissan paraissent, pour l'instant, plus enclins à affirmer leur position en Europe par des accords de coopération et à consolider leur implantation dans les pays en voie de développement, comme tendent à le prouver l'accord que Nissan est sur le point de conclure avec Alfa Romeo et le projet d'investissement de Toyota à Taiwan.

L'internationalisation de la production automobile japonaise doit être replacée dans le contexte global de la stratégie

des constructeurs. Avec un chiffre d'affaires de 40 milliards de dollars par an, l'industrie automobile japonaise est en passe de supplanter celle des Etats-Unis. A la fin de cette année, le Japon pourrait devenir le premier producteur mondial avec 10,8 millions de véhicules (+ 1 % par rapport à 1979) contre 10,4 millions pour les Américains. Qualité, prix compétitifs, marketing agressif ont été les clés de cette progression qui ont permis au Japon de devenir le premier exportateur mondial, à première vue caractéristique — la qualité — jouant un rôle décisif, comme on l'a vu lorsque, en 1978, les voitures japonaises continuèrent à « se vendre » malgré une hausse des prix due au renchérissement du yen, compensée par... ven, seulement par les prodiges des constructeurs pour réduire les coûts. La baisse actuelle du yen a donné un coup de fouet aux exportations, notamment sur le marché américain dont 22 % revient aux Japonais. Toyota est en passe de prendre la place de Chrysler après General Motors et Ford.

(1) Nissan vend des véhicules à l'étranger sous la marque Datsun.



## LE COUT DES SOINS ET LA RÉFORME DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

## Pour une convention unique

par le docteur ALBERT GABRIELEFF (\*)

MEDICINE à deux vitesses, médecins à trois étages, malades fichés et soupçonnés, comme des profiteurs, praticiens « profités » et surveillés comme des malfaiteurs, tracasseries, contrôles incessants, bureaucratie tatillonne, technocratie absurde et coupée du réel, étiolement des honoraires... Messieurs du gouvernement, du patronat et des caisses, méfiez-vous !

Dans une relative indifférence générale — alors que ce débat est plus important que bien des élections passées et à venir, — vous voulez saboter une des bases de notre système social, c'est-à-dire la médecine libérale conventionnée française — citée pourtant en exemple à l'étranger et au monde par Mme Vell, — vous voulez instituer en fait une médecine de qualité pour les riches et une médecine au rabais pour les pauvres, vous voulez instaurer dans notre pays un système à l'allemande ou, pire, à l'anglaise, qui, tout en coûtant plus cher, soigne plus mal.

Vous ne voulez pas faire les réformes de structure indispensables à une bonne gestion des caisses ni mettre fin à de nombreuses gabegies : on dépense parfois en honoraires, en personnel, en secrétariat, 10 000 francs et plus pour contrôler... 1 000 francs de prestations ou moins. Vous ne voulez pas dire adieu aux Français : les honoraires médicaux représentent moins de 4 % du budget de l'assurance-maladie — et ce sont pourtant les médecins libéraux conventionnés français, généralistes et spécialistes de ville, de quartier, de campagne, de montagne, soit 97 % du corps médical, qui réussissent chaque jour le tour de force de répondre à la souffrance, à la détresse, à l'inqui-

tude et à l'angoisse de 90 % des malades et de les soigner dans le cadre irremplaçable du colloque singulier — contact humain direct — entre le consultant et le praticien qu'il s'est librement choisi.

Le prétendu déficit de la Sécurité sociale est devenu un vrai monstre du loch Ness qui apparaît et disparaît soudainement au gré des tests, des sondages... et des saisons. Soyons sérieux : le corps médical français, dans son immense majorité, reconnaît les difficultés actuelles et est tout à fait d'accord pour participer à une maîtrise concertée — ce qui veut dire dialogue véritable et non dictats et ordres des caisses et du gouvernement — des dépenses de santé. Mais pas au prix de choisir entre qui sera soigné et qui ne le sera pas, entre qui aura droit aux meilleures techniques et qui n'y aura pas droit. Et pas avant que les grandes entreprises, et l'État-patron le tout premier, ne paient les milliards de cotisations à la Sécurité sociale non encore versés, pas avant que l'on dise clairement aux Français que le chômage de plus de 1,5 million d'entre eux coûte très cher, y compris à la Sécurité sociale, pas avant que l'on sache que, si les progrès de la technique auxquels a droit la population française dans son ensemble, coûtent cher (scanner, rein artificiel, unités de réanimation de haute surveillance...), cela est peu de chose comparé au coût d'un missile Crotale, d'une fusée Pion ou d'un sous-marin atomique ! Il ne s'agit pas là d'une prise de position : les deux peuvent se justifier ; mais qu'on le dise clairement et que l'on ne fasse pas « porter le chapeau » à quelques-uns en l'occurrence les médecins libéraux conventionnés.

## Un mauvais coup

Sait-on que les technocrates qui nous gouvernent, que les faiseurs d'opinion qui se répandent sur les ondes et dans la presse, se font soigner, eux, par un tout petit nombre de médecins de certains quartiers de Paris et de grandes villes pratiquant des tarifs qui n'ont rien à voir avec ceux de la Convention. Certes, c'est leur droit, aux uns et aux autres... mais pas au point de faire croire que 97 % du corps médical français fonctionne dans ces conditions, pas au point de nous proposer des réformes et des bouleversements comme si c'était le cas ! Sait-on qu'au 1<sup>er</sup> mars 1980 la coupe de cheveux chez un simple coiffeur de quartier coûte plus cher que la consultation du généraliste, qui est à l'heure actuelle de 40 francs ? Sait-on que ce même généraliste ne peut travailler et soigner correctement — c'est-à-dire humainement, sans hospitalisation abusive ou clairement inutile — qu'avec le concours accessible de spécialistes de ville dont la consultation, à ce jour, n'est que de 60 francs ? Sait-on qu'une appendicite ou un accouchement coûte cinq fois moins cher en clinique conventionnée (la majorité) qu'en hôpital public ? Le médecin conventionné français n'est plus aujourd'hui ce riche, ce notable même, qu'il a pu être dans le passé. Contrairement à ce que vient de déclarer F.O. il ne s'agit pas de faire de la Convention « un instrument protectionniste de la médecine libérale contre toute autre forme de distribution de soins ». Les médecins libéraux conventionnés français ne sont pas contre d'autres formes de distribution de soins. Ils déclarent simplement et dignement — si on veut bien leur donner la parole — que la médecine de ville soigne le plus grand nombre à la meilleure qualité et au moindre coût.

Il faut dire aux Français que l'on est en train de leur préparer, en douce, un mauvais coup : pour ne pas les indisposer avant les élections présidentielles de 1981, on veut leur cacher les réalités (« La santé n'a pas de prix : elle a un coût », a dit Mme Vell).

NOTRE  
**Télex**

POUR VOS COMMUNICATIONS  
Vos télégrammes, vos messages, vos lettres, vos correspondances sont relayés par

**STRATE**  
SERVICE TÉLÉ  
345.21.82 + 345.01.28  
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

## La dynamique hospitalière menacée

par MICHEL FONTAINE (\*)

LA politique sanitaire mise en place depuis près d'un an répond à un double souci : amortir le déficit de la Sécurité sociale ; maintenir le taux d'évolution des dépenses de santé à un niveau sensiblement égal à celui de la P.I.B. de manière à aligner l'évolution des dépenses sur la croissance des ressources.

En fait, le problème à résoudre est celui du divorce entre, d'une part, les dépenses du système « Sécurité sociale » accrues par l'inflation et, d'autre part, les ressources, déterminées à la fois par le vieillissement de la population et le niveau de chômage.

Constatant a priori qu'aucune action n'est possible sur les ressources, ce qui reste encore à démontrer, nos édiles s'attachent à comprimer les dépenses, et principalement les dépenses hospitalières.

Il est exact que celles-ci ont connu, au cours des dix dernières années, des taux d'augmentation importants, mais il convient d'être précis. Si la Sécurité sociale enregistre une hausse des dépenses hospitalières de l'ordre de 30 %, ce n'est pas le fait de l'hôpital qui pratiquerait une politique inflationniste.

Depuis plusieurs années, les prix de journée (c'est-à-dire le coût unitaire de production) évoluent aux alentours de 13 %. La dépense finale que constate l'organisme payeur résulte essentiellement d'une augmentation de la consommation des soins hospitaliers.

Pourquoi cette augmentation de l'attraction hospitalière ? En premier lieu pour des raisons structurelles. Depuis dix

ans, l'hôpital s'est considérablement développé, grâce à un certain nombre de mesures dont la principale est, sans nul doute, la réforme Dabry de 1968, qui a attiré dans les hôpitaux l'élite du corps médical français.

Les autres mesures en sont la conséquence : recrutement de gestionnaires de haut niveau ; déblocage des procédures administratives et financières (loi Boulin de 1970) ; grands travaux d'humanisation ; amélioration qualitative et quantitative du niveau des personnels paramédicaux ; création des SAMU, etc.

Ces dispositions ont fait de l'hôpital un moteur de développement économique dans des secteurs de haute technologie, et, grâce à lui, l'industrie française pouvait s'approprier à l'attaque les marchés internationaux, tenus essentiellement par les Américains, les Anglais et les Allemands.

Néanmoins, comme toute législation, celle-ci contenait intrinsèquement ses propres déviations.

La création du plein temps hospitalo-universitaire a entraîné une osmose, certes bénéfique au point de vue scientifique, entre l'hôpital, la faculté et la recherche. Mais, du strict point de vue financier, il faut bien admettre que le prix de journée payé par la Sécurité sociale sert à financer des missions qui relèvent soit de l'Éducation nationale, soit de l'INSERM (1), soit même d'entreprises privées qui expérimentent leurs produits à l'hôpital.

Il en est de même de la formation des personnels paramédicaux.

## Une profonde mutation

Dans un tout autre domaine, il faut également reconnaître que l'autonomie administrative et financière résultant de la réforme hospitalière de 1970 a été utilisée parfois pour réaliser certaines opérations de prestige dont la finalité politique n'échappe à personne.

Toutefois, globalement, la réforme avait réalisé une des plus profondes mutations sociales et économiques de ces dernières années.

En mordant de plus en plus sur le secteur privé lucratif des cliniques, et en attirant à lui une partie de la clientèle de ville, l'hôpital venait de démontrer sa capacité à la lutte concurrentielle et mettait en péril la médecine libérale et lucrative.

Le choix a donc été fait. Il faut casser la dynamique hospitalière.

tailleur et contenir le secteur public dans une notion restrictive de la mission de service public en ne lui confiant que les activités non rentables que sont les urgences et les traitements lourds, sans oublier la prise en charge sanitaire du troisième âge.

Cette politique risque, à terme, d'entraîner des conséquences désastreuses pour celle-là même que l'on prétend sauver, la Sécurité sociale.

En bloquant les investissements, en réduisant considérablement la demande de fournitures des hôpitaux, ne risque-t-on pas de mettre en difficulté tout un secteur industriel en plein développement et, ainsi, d'accroître le chômage et, ce faisant, le déficit de la Sécurité sociale ?

(1) Institut national de la santé et de la recherche médicale.

## Non à l'hospitalo-centrisme

par le docteur CHARLES PROUX (\*)

Il est de toute évidence que le niveau de vie des médecins français a diminué dans des proportions importantes depuis plusieurs années et pour de multiples raisons :

— Augmentation considérable du nombre des praticiens, conséquence de la stupide réforme engendrée par la révolution verbale de 1968 ;

— Développement de l'hospitalo-centrisme avec la division du corps médical en deux fractions hostiles, l'une au moins défiante, ce qui n'améliore pas leurs rapports, avec leurs conséquences en matière de soins et d'examen ;

— Hyperconsommation médicale due aux avantages d'une convention qui favorise plus le nombre des actes que leur qualité.

Une des solutions envisagées — non sans bon sens — pour réformer la Sécurité sociale est de diminuer les dépenses médicales par la création d'un double secteur. À côté d'un corps de médecins conventionnés ayant accepté les contraintes et les avantages d'un contrat négocié, leur apportant, avec la garantie de l'emploi, des avantages fiscaux et sociaux décentes, existerait un corps de médecins entièrement libéraux, libres de fixer le montant de leurs honoraires.

La seule contrainte imposée serait d'indiquer ces honoraires de façon parfaitement transparente, moyennant quoi ils conserveraient la liberté de prescription et leurs actes seraient remboursés sur les mêmes bases que pour les conventionnés.

Il va sans dire que ce libéralisme ne les privera pas du contrôle médical des caisses et que, du point de vue social et fiscal, ils seront automatiquement placés dans le régime général des professions libérales.

Quel est l'avenir de ce système ?

Première hypothèse, le nombre de médecins optant pour le régime libéral est très faible, la situation actuelle se modifie peu, les négociations tarifaires persistent, les honoraires insuffisants provoquent la sousconsommation, le régime d'essortie de plus en plus, c'est la fiscalité.

(\*) Président d'honneur de la Fédération des radiologistes.

## Une crise générale

(Suite de la page 9.)

La baisse de la natalité provoque un vieillissement de la population et, par conséquent, une dégradation du rapport entre les actifs et les personnes âgées, qui menace durablement l'équilibre de l'institution. Au début du siècle prochain, la situation devrait devenir cruciale quasiment partout. Déjà fortement accusés dans des pays comme la France, le vieillissement de la population, en effet, se profile avec une acuité croissante à l'horizon de l'an 2000 dans ceux qui, comme le Japon, sont actuellement plus favorisés à cet égard. Alors même qu'il s'agit là d'un problème à long terme, la recherche de solutions pour tenter de sauvegarder l'équilibre s'impose sans tarder.

L'évolution de la société — mœurs, valeurs, comportement des individus et des groupes — exige également un effort d'adaptation de la sécurité sociale, le régime des assurances. Notre temps de grands changements et de ruptures entraîne des modifications importantes dans la hiérarchie des besoins sociaux. La sécurité sociale doit, par exemple, se soucier des conséquences néfastes d'une urbanisation toujours plus poussée sur la situation des personnes âgées et des handicapés. Elle devra prendre en compte des phénomènes comme l'aspiration massive des femmes à exercer une activité professionnelle, la revendication de l'égalité des sexes, l'évolution de la famille, et notamment la modification des comportements devant le mariage, ainsi que l'augmentation de la fréquence des divorces. La présence — qui devient structurelle — d'une masse de travailleurs sans emploi en raison du développement de la productivité, de l'automatisation, de la robotisation, de la déqualification, lui pose déjà des problèmes épineux. Cette situation appelle à terme, pour créer un équilibre plus satisfaisant que l'actuel, une révision en profondeur du travail salarié, et notamment un aménagement du temps de travail, avec lequel la sécurité sociale devra se mettre en harmonie. Plus généralement, elle ne devrait pas manquer de

sation, le salariat. Les doctrinaires avancés ont gagné.

Deuxième hypothèse, un nombre relativement important adoptent le régime libéral, mettons 30 % ; des honoraires à la mesure du service rempli leur permettent de réduire considérablement le remboursement des caisses et d'espacer les consultations, le patient lui-même ne recourant au médecin que si il a une confiance qu'en cas de besoin, étant donnée la charge financière que ce choix lui impose. Les dépenses des caisses diminuent, celles-ci pourront raisonnablement faire face aux échéances tarifaires et donner aux médecins conventionnés des honoraires décentes, permettant la survie d'un double système.

Plus de quarante années de médecine, tant hospitalière que privée, m'ont montré qu'il ne faudrait que quelques mois pour que le Français renonce aux facilités démagogiques du système conventionnel avec ses petites combinaisons, les ordonnances renouvelées sans examen, des honoraires inexactement marqués.

Mais l'avance des frais ? Problème important et facile à résoudre : le chèque personnel et validé par la carte plastifiée de l'assuré (eh oui ! le système de la carte de crédit), la machine comptable, en même temps, les trois talons portant l'indication du coefficient de l'acte, les honoraires versés, le montant de la participation du patient. Le médecin sera astreint à un petit effort comptable, mais il aura la satisfaction de ne plus être soupçonné.

Pourquoi ne pas essayer ? Plus de discussion sur les TSAP ou le D.P. plafonné (1).

Il ne sera pas difficile d'étendre ce système à toutes les prestations de santé et à tous les modes d'exercice, y compris l'hospitalier et le mutualiste, jusqu'ici tabous et à l'abri de tout soupçon, car prétendument « à but non lucratif ».

(1) Les TSAP sont les tableaux statistiques d'activités professionnelles permettant de dresser le profil du médecin au vu d'un exercice d'auto-discipline ; le D.P. est le « droit permanent à dépense » des honoraires conventionnés.

## le chèque-déjeuner vous parle politique sociale.

Le Chèque-Déjeuner contribue à la dette des salariés. Système avantageux, le Chèque-Déjeuner est une formule d'aide au déjeuner exonérée de charges sociales et fiscales. Grâce au Chèque-Déjeuner, plus de 11 000 entreprises (même de moins de 10 salariés) se sont déjà libérées des contraintes du repas dans l'entreprise. Chaque jour, leurs salariés s'évadent dans plus de 40 000 restaurants. Pourquoi pas vous ? Informez-vous en détail !

Seul la réglementation en vigueur.

**CHEQUE DEJEUNER**

un avantage social quotidien

Veillez m'envoyer gratuitement et sans engagement votre documentation sur le Chèque-Déjeuner.

Nom \_\_\_\_\_ Fonction \_\_\_\_\_ Raison sociale \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

A retourner au Chèque-Déjeuner CCR  
46, rue des Acacias, B.P. 555  
75831 Paris Cedex 17. Tél. 766.04.56

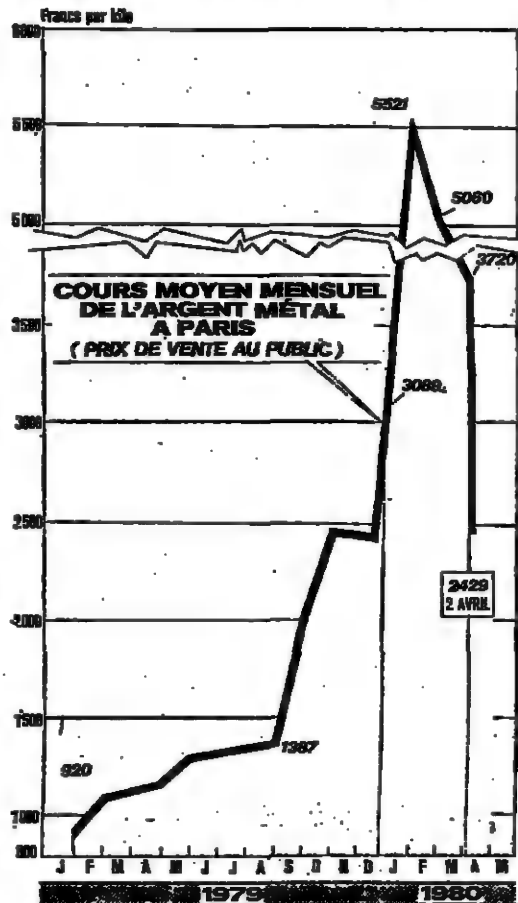


SECURITE SOCIALE  
Non à l'hospitalo-centrisme

## Le prix de l'argent-métal reste plus de deux fois et demi supérieur à celui de janvier 1979

Les marchés locaux européens de l'argent-métal et, notamment, celui de Paris, n'ont pas été à l'abri des extraordinaires fluctuations qui ont eu lieu sur le marché international dominé par la spéculation du magnat américain, M. Nelson Bunker Hunt, et le groupe qu'il dirige. Aux Etats-Unis, le prix est tombé de 60 dollars l'once la troisième semaine de janvier à 10 dollars au début d'avril (pour remonter ensuite aux environs de 14 dollars). Pour avoir été un peu moins forte à Paris, la chute, comme le montre notre graphique, y a tout de même été considérable. Encore la courbe en donne-t-elle une image atténuée puisqu'elle est établie à partir des moyennes mensuelles des cours journaliers relevés depuis le début de 1979 (sauf pour le mois d'avril pour lequel on a donné le cours du 2). Le prix le plus élevé a été coté le 18 janvier 1980 : 6 942 F, soit 654 % de hausse par rapport au début de l'année 1979 !

En France, l'argent-métal se vend sous forme de lingot, soit d'un kilo, passible de la T.V.A. au taux de 3,33 %, soit de 30 kilos, passible de la T.V.A. au taux de 17,50 % (parce qu'il est alors assimilé à un matériel industriel destiné à la fonderie). Aussi les particuliers préfèrent-ils, quand ils le peuvent (car les quantités disponibles sont limitées), acheter des pièces démonstrées qui sont vendues pour leur poids d'argent. Les pièces de 50 F, par exemple (30 grammes à 800‰ de fin), sont vendues pour le poids qu'elles contiennent, soit 27 grammes d'argent fin. Ces dernières pièces ont été récemment « démonstrées », ainsi que des pièces de 10 F à 900‰ et de 5 F à 935‰. On peut trouver aussi des pièces d'avant-guerre de 10 F à 800‰. Le commerce des pièces d'argent est assujéti (comme l'or en lingot et en pièces) à une taxe de 6 % acquittée par le possesseur quand il vend.



## Au Japon, l'entreprise est traitée comme un être vivant

par OCTAVE GELINIER (\*)

LES Japonais aiment à dire qu'ils représentent 0,3 % de la population et près de 10 % de la valeur ajoutée mondiale. Chacun connaît l'expansion fulgurante qui, en trente ans et sans matières premières, les a élevés au troisième rang des puissances économiques. On sait aussi que cette réussite doit beaucoup à cet art du consensus, qui fait de chaque entreprise une communauté, un tissu de relations personnalisées constructives.

Ce qu'on connaît moins, c'est le caractère communautaire de l'entreprise dans son milieu : le tissu serré de relations interentreprises, qui assure à la fois l'autonomie et le contrôle de chaque unité, quelle qu'en soit la taille. Résumons quelques traits caractéristiques, en commençant par la notion même d'entreprise. Parallèlement au respect de la nature et des personnes, il semble que le Japon pratique plus que nous le respect de ces communautés humaines que sont (après les familles) les entreprises : leur existence comme « être vivant » autonome est en quelque sorte sacrée, et comme telle protégée par des dispositions très concrètes :

• Les acquisitions d'entreprises sont impraticables. Les étrangers qui ont voulu s'implanter par O.P.A. ont été repoussés à un mur. Entre Japonais même, l'acquisition qui mutilerait l'identité de l'entreprise est impossible, sauf cas exceptionnel.

• Les actionnaires importants font partie du réseau, et se branchent souvent sur un réseau familial : qu'il s'agisse des familles actionnaires d'une moyenne entreprise (M.E.) ou de la grande famille d'entreprises qui constitue un groupe tel que Mitsubishi ou Sumitomo.

C'est par ces réseaux que l'entreprise est contrôlée tout en restant autonome.

Il est d'usage à Paris de dire qu'au Japon toutes les moyennes entreprises sont plus ou moins filiales de grands groupes qui, en fait, tirent toutes les ficelles.

On ne vend pas une « famille ».

• Les fusions entre entreprises japonaises sont, pour la même raison, très difficiles à réaliser. Outre l'accord juridique des actionnaires, il faut l'accord moral des syndicats, et les cas de réussite sont rares. Cela a freiné dans certains cas la rationalisation de secteurs tels que l'automobile et la chimie.

• Les faillites sont assez nombreuses. Mais, chaque faillite signifiant la mort d'une communauté humaine, on cherche à éviter par entente de tous les proches de cette communauté, l'entreprise n'est pas isolée. La trame du réseau des relations interentreprises est faite des relations client-fournisseur qui dépassent le plan juridique et comportent un lien moral. Cela explique, du moins pour une part, qu'un accord sérieux avec une firme japonaise exige généralement des échanges de vues très larges et répétés, où les rapports personnels jouent un rôle important : c'est qu'il s'agit d'explorer les bases d'une liaison profonde et durable, comme pour un mariage. Et le rôle extrême apporté à la qualité et au service découle du sentiment qu'un manquement sur ces plans est une déloyauté, cause de honte.

Les banquiers jouent évidemment un rôle actif dans le réseau de relations qui entourent l'entreprise. Le syndicat a une influence décisive en cas de difficulté.

### Un réseau familial

Sur le terrain, nous avons constaté exactement l'inverse : des dispositions méthodiques pour préserver l'autonomie des M.E. à capital ouvert (pas d'O.P.A., pas de fusions, participation bancaire limitée à 10 %), et des pratiques qui renforcent cette tendance.

L'enjeu est la transmission des M.E. à croissance rapide. L'auto-financement est trop faible au Japon pour que le capital reste fermé. L'autre solution française, c'est-à-dire l'absorption pure et simple par un grand groupe, n'existe guère au Japon sous cette forme brutale, à cause

du respect de l'autonomie des entreprises existantes. La solution japonaise est l'ouverture du capital à des actionnaires minoritaires qui se concertent, car ils font partie du « réseau » cité plus haut.

Dans différents cas nous avons constaté le dispositif suivant :

- la famille n'a pas vendu ses actions (ce serait une honte), mais a ouvert le capital pour financer l'expansion ou la reconversion ;
- les nouveaux actionnaires sont tous minoritaires : banque, compagnie d'assurances, groupe industriel client ou fournisseur, etc., qui, avec 5 % à 20 % du capital, ne se sentent pas « épiés », car ils ont une influence par le « réseau ». Utilement peut venir l'introduction en Bourse ;
- même avec 5 % ou 10 % du capital, la famille conserve la présidence et la direction si elle a un homme valable ;
- le conseil d'administration, qui se réunit chaque mois, comprend peu ou pas d'actionnaires extérieurs : seulement des membres de la technocratie interne, qui représentent le pouvoir autonome de l'entreprise.

Que son capital soit ouvert ou fermé, la M.E. en difficulté pose un problème à son entourage financier, commercial et humain : car la mort d'une communauté est un malheur à éviter.

C'est pourquoi, lorsqu'une entreprise japonaise paraît en difficulté, c'est-à-dire hors d'état de redresser elle-même sa situation, il paraît normal que, sur l'initiative d'un banquier ou d'un fournisseur, les différents intéressés (actionnaires, clients, fournisseurs, banquiers) se concertent discrètement autour de flots de saké. Ils évaluent leurs informations, prennent des contacts informels avec la direction, les cadres, le syndicat, ce qui fait surgir finalement un diagnostic et un plan d'action.

La réalité n'est pas toujours conforme à ce schéma idéal, mais il semble qu'elle s'en rapproche dans d'assez nombreux cas. Le

(\*) Délégué général de la OEGOS.

réseau de relations interentreprises semble assez dense pour traiter avec finesse des problèmes de survie, qui sont pris en charge chez nous par de brutales institutions juridiques. La preuve que « ça marche » : le haut niveau d'endettement que peuvent assumer les entreprises japonaises sans exposer leurs créanciers à des risques excessifs (mais les banques appartiennent souvent aux grands groupes).

Nous imaginons les grands groupes japonais centralisés comme les nôtres : rien n'est plus contraire à la réalité.

Le groupe Sumitomo, par exemple, est constitué par vingt et une sociétés très indépendantes, qui n'ont en commun que le nom, l'esprit de « famille » et une répartition concertée des domaines, face aux groupes concurrents.

Pas de holding, pas de services fonctionnels communs, pas de consolidation financière : quelques participations croisées et, pour la haute coordination, le déjeuner mensuel des vingt et un présidents.

Les grands groupes cultivent si activement l'autonomie qu'ils suscitent fréquemment la création d'entreprises indépendantes (non filiales) en accordant l'autonomie à des ateliers ou services internes, qui deviennent des fournisseurs. Par ce « bourgeoinement », les grandes entreprises « élargissent » leurs structures sans diminuer l'emploi.

**SAM 80**  
4<sup>e</sup> salon international de l'aménagement en montagne

23/27 AVRIL 80  
GRENOBLE ALPEXPO  
ouvert à tous

- salon des équipements hivernaux et généraux de la montagne
- salon de la machine agricole et des productions de montagne
- salon de l'environnement en montagne
- salon de la vie et de l'économie en montagne
- salon INOVA montagne
- colloques techniques et spécialisés

ALPEXPO  
38029 GRENOBLE CEDEX  
Tél. (76) 09.30.26

**PAROLE FACILE**  
Méthode d'Expression et de Communication Le Féal.

Sans engagement, prenez rendez-vous avec Hubert Le Féal pour assister à une séance de travail.

770 58 03  
Institut d'expression orale  
20, cité trévise 75 008 Paris

## Pourquoi Nissan et Toyota refusent de s'installer aux États-Unis

(Suite de la page 9.)

Ceux-ci, en se lançant dans la fabrication de petites cylindriques, cherchent à remettre en question la suprématie nipponne en ce domaine tout en répondant aux nouvelles normes d'économie d'énergie.

Les Japonais affectent d'être très préoccupés par les efforts considérables accomplis par les Américains dans le domaine de la recherche (75 milliards de dollars, soit le double du programme Apollo). Ces efforts visent à mettre au point, d'ici à 1985, de nouveaux modèles « économiques » pour être fabriqués dans des pays aux réglementations différentes (d'où le nom de « voiture mondiale »).

### La « voiture qui parle »

L'électronique est un élément important de la voiture de demain, estiment-ils. Déjà en vogue au Japon pour les modèles de « haut de gamme », les équipements électroniques tendent à être communs aux modèles standards. Par exemple, les modèles Cedric-Gloria de Nissan possèdent désormais un petit ordinateur qui régit une vingtaine de fonctions, dont la consommation d'essence et le conditionnement d'air. Dans le domaine du gadget, Nissan vient, en outre, d'introduire la « voiture qui parle » : le modèle Bluebird est équipé de semi-conducteurs qui reproduisent une voix féminine avertissant le conducteur qu'il a oublié d'éteindre ses phares... Ces « perfectionnements » technologiques, liés à l'avance qu'ils ont acquise dans le domaine de la fabrication elle-même, donnent aux Japonais l'assurance de conserver une position mondiale.

L'usine Nissan, à Zama, près de Tokyo, apparaît à la pointe de la bataille des années 80. C'est la plus automatisée du monde : 97 % de la chaîne de montage, celles de montage des roues et des portes sont automatisées et, désormais, des robots remplacent les réservoirs d'eau et d'essence à la sortie du véhicule.

En fait, les constructeurs nippons sont relativement confiants. Deux ans s'écouleront avant la sortie de ces nouveaux modèles, ce qui leur laisse une sérieuse avance. Le gouvernement américain a fixé à onze litres aux 100 kilomètres la consommation en 1985. Les deux « grands » japonais ont pratiquement déjà atteint cet objectif. Ne s'attendant pas à être dépassés en ce domaine, ils concentrent leurs efforts dans d'autres secteurs : dessin de la carrosserie, allègement de la voiture grâce à l'utilisation de matériaux comme le plastique et l'aluminium. En 1979, la part des nouveaux investissements consacrés à la recherche par les Japonais est passée de 17 à 20,5 %.

En fait, Nissan a atteint le stade de l'automatisation simple : ses robots peuvent être programmés par un ordinateur et effectuer des tâches différentes. Éventuellement, donc, monter plusieurs modèles. Autant d'atouts qui ne laissent pas les Japonais démunis pour affronter la concurrence américaine.

L'implantation d'usines aux États-Unis semble a priori le bon moyen d'éviter que la compétitivité nipponne ne provoque une levée de bouilliers sur un marché qui absorbe la moitié des exportations de l'archipel. Pourtant, ni Toyota ni Nissan ne semblent décidés à franchir le Pacifique.

Des entretiens avec des responsables des deux « grands » de l'automobile nipponne, il ressort qu'un certain nombre de considérations sont communes aux deux constructeurs. Tant Nissan que Toyota paraissent convaincus que l'internationalisation de leur production est à terme inévitable.

Mais, en ce qui concerne leur éventuelle implantation aux États-Unis, les deux constructeurs estiment que le moment n'est pas opportun. Leur justification ? Attendre de voir les modèles que sortiront les Américains. Les Japonais font valoir, d'une part, qu'ils ne savent pas

ce que sera dans trois ans la demande automobile — peut-être y aura-t-il surproduction ? — et, d'autre part, qu'ils ne sont pas sûrs de pouvoir concurrencer les Américains en fabriquant sur place. Même si le cours du yen leur devient plus favorable qu'actuellement, un investissement aux États-Unis pour qu'il soit rentable exige une production d'au moins vingt mille unités par mois : or, actuellement, seul le modèle Corolla de Toyota se vend à ce rythme. Se posent aussi des questions de gestion et d'approvisionnement en pièces détachées. On répète volontiers que la productivité de l'ouvrier nippon est quatre fois supérieure à celle de son homologue chez British Leyland par exemple. On oublie qu'une bonne partie du travail est effectué chez des sous-traitants. De ce point de vue il n'y a pas quarante-deux mille cinq cents ouvriers chez Nissan, mais bien deux cent mille, dont quatre fois plus de pièces détachées nécessaires pour faire une voiture. C'est exactement la proportion inverse aux États-Unis, où General Motors, par exemple, ne commande à l'extérieur que 30 % de ses pièces détachées.

Les Japonais font valoir qu'une production marginale par rapport à celle des trois « grands » américains leur position serait trop faible vis-à-vis des sous-traitants pour obtenir, en temps, en qualité, et en prix, les pièces nécessaires. La rapidité des livraisons est un facteur clé de l'organisation chez Toyota et Nissan, organisation fondée sur l'absence de stocks : le niveau de la production est fixé chaque mois en fonction des commandes. Autre inconvénient, et non pas des moindres : en travaillant avec des fournisseurs américains, les Japonais se priveraient d'une cascade de sous-traitants, système qui permet de comprimer au maximum les coûts en fonction des exigences de la maison mère. C'est en partie ce système qui a permis aux constructeurs japonais de conserver leur compétitivité malgré la hausse des matières premières, les autres raisons étant l'innovation et l'automatisme. En travaillant aux

États-Unis, les Japonais perdraient une grande partie de ces avantages. A cela s'ajoutent des problèmes de gestion : l'heure de travail revient au Japon à 8 ou 9 dollars contre 14 dollars aux États-Unis, estime-t-on chez Toyota : autre facteur essentiel, si la qualification de la main-d'œuvre est plus ou moins comparable, son état d'esprit est tout différent au Japon, beaucoup plus favorable à l'entreprise.

Dans ces conditions, pourquoi a-t-on décidé, chez Honda, de faire un investissement de 200 millions de dollars aux États-Unis pour produire dix mille voitures par mois à partir de 1982 ?

Honda est un cas différent du nôtre, dit-on chez Toyota et Nissan : c'est un nouveau venu sur le marché américain, qui de toute façon devrait faire des investissements pour augmenter sa production et, en outre, est dépendant à 65 % de ses exportations, dont 60 % sont destinées aux États-Unis. Honda bénéficie, enfin, d'une expérience de production aux États-Unis puisqu'il y fabrique des motos. « Si nous n'avions pas déjà notre usine dans l'Ohio, nous n'aurions sans doute pas été si vite pour les voitures », dit-on chez le cinquième constructeur japonais.

Les réticences des deux « grands » de l'automobile nipponne à investir aux États-Unis signifient-elles qu'ils refusent l'internationalisation ? Sans doute pas. Ils sont conscients qu'ils ne peuvent plus se contenter de vendre des produits faits sur les marchés extérieurs, mais ils préfèrent, dans un premier temps, s'orienter ailleurs qu'aux États-Unis : d'une part en poursuivant les créations d'usines de montage dans le tiers-monde et, d'autre part, en développant la pratique des accords de coopération avec des constructeurs étrangers. C'est déjà ce que font les « petits » japonais (Toyota, Isuzu et Mitsubishi) liés aux trois « grands » américains.

Nissan (Datsun), pour sa part, concentre ses efforts sur le marché européen, suivant en cela

Honda, qui s'est associé avec British Leyland, en janvier dernier. Le même Nissan négocie avec Alfa Romeo pour produire, dans le sud de la péninsule italienne, une voiture japonaise dont le moteur serait italien. Un accord de licence d'autre part négocié avec Peugeot-Citroën. Nissan, enfin, a pris une participation de 35 % dans Iberica Motors (40 millions de dollars) pour produire et vendre un véhicule sous sa marque en Europe. Toyota paraît plus hésitant à s'engager sur la même voie.

Prêts à investir en Espagne, mais non aux États-Unis, les Japonais attendent-ils, pour voir plus clair, que la période des élections soit terminée ? Il est vraisemblable que Toyota et Nissan vont faire un geste en direction des États-Unis : Nissan, en décidant sous peu de construire une usine de camionnettes (coût : 10 millions de dollars ; production : dix mille unités par mois). Quant à Toyota, qui fabrique déjà à Long-Beach, des bennes pour ses camionnettes, il pourrait prochainement augmenter la capacité de son usine. On prête, d'autre part, au premier constructeur japonais l'intention de construire aux États-Unis une usine de pièces détachées.

PHILIPPE PONS.

Dans le cadre de sa collection

**« ANALYSE DE GROUPE »**  
(Exercice 1978)  
DAFSA publie

Les études monographiques — mises à jour annuellement — de plus de 70 firmes européennes. Chacune concerne un grand groupe industriel ou commercial d'origine européenne, analysé au double plan économique et financier.

Chaque étude concerne un grand groupe industriel ou commercial d'origine européenne, analysé au double plan économique et financier.

Dans le secteur de la distribution par exemple, 6 groupes sont étudiés dont Carrefour, Darty, Euromarché et Kasadi.

Dans le secteur de l'alimentation, 6 études sont publiées : BSN Gervais — Danone, Mott Macneary, Ferrer et Pernod Ricard.

Dans le secteur de la chimie, pharmacie et parfumerie, 20 groupes sont analysés, dont : Rhône-Poulenc, ICI, Ciba Geigy.

Ces études sont disponibles auprès du directeur de vente de DAFSA, 7, rue Bergère, PARIS (9<sup>e</sup>), au prix de 1.200 F H.T. (soit 1.384 F T.T.C.) à 2.100 F H.T. (soit 2.362 F T.T.C.) selon l'édition.



## LES NOTES DE LECTURE d'Alfred Sauvy

## ● L'AVENTURE AGRICOLE DE LA FRANCE DE 1945 A NOS JOURS.

Jean CHOMBART DE LAUWE.

La France d'après guerre a vu monter une pléiade d'agronomes de haute valeur, parmi lesquels l'auteur de cette « aventure », déjà remarqué, notamment pour son histoire de la Bretagne et des pays de la Garonne, aux résultats si contrastés à la théorie des rendements décroissants.

Nous revivons d'abord la grande poussée technique de ces dernières années et la diminution concomitante de l'importance relative de l'agriculture. Le progrès est, dans cette activité, redoubleur de main-d'œuvre, en raison de la faible élasticité de la consommation. La mécanisation n'est, du reste, pas indolore, car le paysan doit entrer dans le monde redoutable du crédit et de la fiscalité. Quant à la hausse considérable des terres, elle joue en faveur des vieux contre les jeunes, tout cela avec de fortes inégalités selon les régions et les exploitations. Fournissant au reste du pays nourriture, bêtes, soie, l'agriculture a été loin d'être honorée en proportion.

Après ces données, classiques mais rarement aussi bien présentées, nous voyons, en deuxième partie, la structure professionnelle, ses redoutables sigles et son combat politique et, en troisième partie, la défense de l'exploitation familiale.

Le plus vif nous est donné en dernière partie conclusive : « Vers l'agriculture commerciale ». Celui qui produit au-delà de ses besoins, qu'il soit homme ou pays, doit savoir écouler. Et ici, nouvelle infériorité française par rapport aux pays du Nord. C'est dans l'exportation qu'est l'avenir, souligne l'auteur, sans avoir le mauvais goût de parler de « pétrole vert ».

Cette infériorité en commerce, en enseignement (86 % des cultivateurs français n'avaient, en 1978, bénéficié d'aucune formation), en exploitation et en transformation des produits trouve son origine profonde dans la

faible densité de population. C'est la pression démographique, est-il précisé, qui a poussé les Pays-Bas à l'intensivité, au point que la quantité de viande obtenue, par hectare utilisé à cette fin, s'élève à 182 kilogrammes en France et à 899 kilogrammes aux Pays-Bas. Formulées au début de l'ouvrage, ces observations, qui rejoignent les conclusions de l'ouvrage sur la Bretagne et la Gironde, auraient mérité d'être reprises à la fin, car nous retrouvons les leçons de tant de recherches sur l'agriculture (Mme E. Boserup, en particulier) : contrairement à la théorie, au « bon sens » et à la logique, l'abondance de l'espace et les choix qu'elle permet sont contrebalancés, et au-delà, par l'alignement de la difficulté créatrice ; argument qu'il serait imprudent d'insérer dans les discours politiques.

★ Presses Universitaires de France, Paris 1979, 21,5 cm, 576 pages, environ 62 francs.

## ● L'ÉCONOMIE FRANÇAISE FACE AU NOUVEL ORDRE MONDIAL. ANNUAIRE 1978-1979.

Avant-propos de Michel LUTFALLA.

Ce numéro spécial de la *Revue d'économie politique*, qui fait suite à une longue et précieuse série, est édité et vendu séparément. Instrument de grande utilité à tous ceux qui, à un titre quelconque, s'intéressent à l'évolution économique du pays. Quinze articles, dix-sept auteurs en traitent les divers aspects. Chronologie internationale. Livres reprints.

★ Recueil Sirey, Paris 1980, 23,5 cm, 289 pages, environ 30 francs.

## ● STRATÉGIE DE L'ÉCOCÉVELOPPEMENT.

Ignacy SACHS.

Lancé lors de la grande conférence rétrospective de Stockholm, en 1972 (« Une seule terre »), le terme éco-

développement annonce clairement le souci de concilier deux objectifs, sinon opposés, du moins franchement divergents jusqu'ici : ni croissance zéro, ni croissance actuelle.

A l'inverse de tant d'autres qui cheminent de réalité bien observée vers le rêve, cet ouvrage s'inscrit au déroulement des idées, la partie conclusive étant largement supérieure, dans son ensemble, à la présentation, si bien appuyée que soit celle-ci sur trois penseurs échelonnés, Franklin, Gandhi et René Dubos. Si accablé est le souci, certes bien légitime, de ne pas déplaire, de ne pas perdre en route les lecteurs que nous sommes, par exemple, imparfaitement renseignés sur le coût, présent et escomptable, de l'énergie solaire et d'autres énergies populaires. Selon une pieuse coutume, les gaspillages ne sont dénoncés que globalement, sans mention de la voiture et des carburants. En outre, la menace écologique la plus grave, à savoir l'accumulation de CO<sub>2</sub> (gaz carbonique) dans l'atmosphère ne sera dénoncée qu'en fin de volume. Par contre, le mérite n'est pas mince d'avoir évité les simplifications complaisantes de Schumacher et bien mis en évidence les jugements, si autorisés, de Pierre Gourou.

Il est enfin étrange que, dans cette présentation sur le développement et la nature, aucune allusion ne soit faite à la population, ni même à la santé.

C'est donc une heureuse surprise de voir la suite prendre un ton réaliste, en particulier « les deux réflexions en guise de conclusion ». Déjà des idées apparentées à celle de l'architecte « anarchiste » Turner nous mettent en appétit, et, plus généralement, le mal développement actuel doit céder la place au plein développement, non par la vertu de quelque baguette, mais par une transition adroite. A côté d'idées positives, nous trouvons des vues aussi primaires sur cette éternelle victime qu'est l'emploi. Si bien lancée que soit l'exclamation optimiste « Crises, enfin ! », la discrétion l'emporte sur les aspirations qui résulteraient des transferts proposés vers une vie plus culturelle. Admettre Diogene n'implique pas le renoncement à l'école.

Ce livre ne surmonte pas l'obstacle auquel se heurtent tous les ouvrages d'économie écologique. Lecture facile et prenante, due à un esprit jamais découragé.

★ Éditions Economie et Humanisme, Les Éditions ouvrières, Paris 1980, 21 cm, 140 pages, environ 38 francs.

## ● ANALYSE ÉCONOMIQUE DE L'ENTREPRISE.

Dominique ROUX.

Préface de A. Cotta.

L'imposante bibliothèque des vingt dernières années sur l'entreprise se divise en vases économiques des chefs d'entreprise et vases d'économistes sur la gestion. Dualité heureuse, encore que la pleine jonction reste à réaliser. Il s'agit ici du fruit d'un enseignement de dix ans à Paris-Dauphine, constamment enrichi par l'expérience.

Dans les multiples définitions citées de la fascinante entreprise, l'accent n'est guère mis sur le caractère d'organisme vivant, cherchant tantôt à ne pas mourir, tantôt à s'épanouir. C'est surtout le changement, incessant aujourd'hui, du milieu environnant qui justifie le concept de J. Schumpeter, selon lequel l'entrepreneur est, avant tout, un innovateur.

D'emblée, nous plongeons dans la vie multiforme : flux d'entrée et de sortie, capital, etc., selon la terminologie courante ; des exemples sont donnés de grandes sociétés. Vient ensuite une classification, vue de l'extérieur, par le statisticien, accompagnée de quelques tableaux macro-économiques.

Après ces amuse-gueules, nous abordons la fonction de production ; cette expression peu satisfaisante, mais consacrée, précise une notion que possède tout chef d'entreprise, même s'il travaille avec une brochette : substitution de facteurs de production, phénomènes d'échelle, rendements croissants ou décroissants (une pénétration plus poussée eût été ici la bienvenue), fonction Cobb-Douglas (quelque peu dépassée, semble-t-il), tableaux à double entrée de W. Leontief, programmation linéaire (avec un exemple très

clair), etc., sont remarquablement présentés. Par contre, l'effet du progrès technique semble quelque peu arrêté à Blois, dans le simple domaine de la micro-économie. Il y reviendra, il est vrai, à propos des investissements.

Si nous ne parvenons qu'en fin d'ouvrage aux coûts de ou dans l'entreprise, il ne s'agit pas d'un oubli, car ils ont été déjà souvent pris en compte, explicitement ou non : coût marginal moyen à court ou long terme, coûts pour la firme pluriproduite, etc., toutes ces notions classiques nous conduisent aux subtilités des tarifications des services publics, E.D.F. au premier plan.

Ne nous étonnons pas davantage de l'absence des questions de personnel, ni du fait que le terme concurrence n'est à peu près pas prononcé. Un second volume, social et financier, entrera plus avant dans le jeu des difficultés de ce morceau assec d'économie qu'est l'entreprise.

★ Dunod, Paris 1980, 23,5 cm, XVIII et 246 pages, environ 46 francs.

## ● CROISSANCE D'UNE ÉCONOMIE SOCIALISTE : LA ROUMANIE.

Léon LAVALLÉE.

Préface de Jacques Duclos.

Écrit en 1974, le préface à l'ouvrage précède la rédaction de cet ouvrage consensuel : l'auteur avait déjà écrit, avec le même soin, l'économie de la Chine, de la Mongolie et du Vietnam du Nord.

Dans cette présentation, réalisée sous les auspices du CERM (Centre d'études et de recherches marxistes), les yeux sont évidemment ceux de Rodrigue pour Chmène, mais le tableau est bien dessiné d'une économie en progrès importante, encore qu'attachée aux autres économies socialistes d'Europe, à l'exception de l'Albanie. L'étude par secteurs a été préférée à la vue géographique, si bien que les difficultés du bassin de Muresch ne sont pas mentionnées.

Bibliographie utile, où manque cependant l'ouvrage maître de M. Trebici sur la population.

★ Éditions Horvath, Paris 1980, 23 cm, 128 pages, environ 39 francs.

## L'encadrement du crédit

(Suite de la page 9.)

La première est revêtue à leurs yeux du mérite de s'appuyer sur les mécanismes de marché (pour diminuer la demande, on relève le coût du cré-

dit), tandis que la seconde aurait tous les inconvénients d'un rationnement quantitatif. La réalité ne correspond malheureusement pas à ce schéma. En dépit des apparences, les deux méthodes ont plus d'un point commun et elles sont proches parentes l'une de l'autre. Dans les deux cas, le marché est ou bien ouvertement ignoré ou bien détourné de ses fins.

Le lendemain du jour où paraissait à Paris l'avis sur le renforcement de l'appareil d'encadrement, le président Carter apposait sa signature sur une loi que le *Fed* (Système de réserve fédérale) n'a pas hésité à qualifier de « plus importante réforme depuis un demi-siècle » du système bancaire américain. Ce texte stipule notamment que, au bout d'une période transitoire de huit ans, toutes les banques commerciales, et pas seulement comme aujourd'hui celles qui sont affiliées (par libre choix) au Système de réserve fédérale, devront constituer auprès de celui-ci des réserves obligatoires. Ainsi, espère-t-on pouvoir progressivement contrôler l'ensemble de la création monétaire par les banques. Aux États-Unis, les banques affiliées sont tenues de détenir auprès de la Banque fédérale de leur ressort des réserves obligatoires d'un montant important puisque, dans certains cas, celles-ci représentent 16 % du volume de leurs dépôts (le pourcentage varie dans le temps et selon le terme des dépôts).

Techniquement, l'encadrement du crédit à la française s'apparente au système des réserves. L'instruction de la Banque de France publiée dans le *Journal officiel* du 30 mars est, précise son titre officiel, « prise en vertu de décret... portant institution d'un système de réserves obligatoires ». En France, les réserves obligatoires auxquelles sont assujetties les banques sont calculées non seulement par rapport à leurs dépôts (4 %), mais aussi par rapport aux crédits qu'elles allouent (dans la proportion de 0,50 % de ceux-ci). Les crédits « encadrés » sont ceux qui donnent lieu à constitution de réserves obligatoires auprès de la Banque de France ; les crédits « décastrés » sont ceux qui en sont exemptés. En cas de dépassement de la norme d'encadrement, la sanction qui punit la banque fautive consiste précisément à lui infliger des réserves supplémentaires dont le montant est si important qu'il en résulte pour elle un surcoût considérable pro-

pre à absorber la totalité du profit qu'elle attend de l'opération.

En dépit de ces divers mécanismes destinés à « maîtriser » la croissance de la masse monétaire, et qui viennent, tant aux États-Unis qu'en France, de recevoir de nouveaux perfectionnements, dont leurs auteurs respectifs ne sont pas peu fiers, le dérapage des prix continue de plus belle des deux côtés de l'Atlantique. Jusqu'à quand l'inflation se montrera-t-elle rebelle aux remèdes conçus pour la réduire ? Cela durera tant que les autorités monétaires redonnent (et au-delà) d'une main ce qu'elles essaient de reprendre d'une autre.

Dans un monde idéal, sans inflation, le marché monétaire s'équilibrerait de lui-même, c'est-à-dire sans intervention de l'Institut d'émission, sauf pendant des périodes exceptionnelles de tension. Il n'en est pas de même aujourd'hui où la Banque centrale en est venue (sans en Suisse, jusqu'à une période récente) à jouer habituellement et de façon quasi continue le rôle de prêteur de dernier ressort par ses opérations dites d'open market, c'est-à-dire d'achat ou de ventes de titres (créances). Le rôle de prêteur se traduit par le fait que le volume des achats dépasse régulièrement chaque année, et même chaque mois, le volume des ventes. Cela signifie que le nous des créances — et par conséquent le taux de l'intérêt — est déterminé en dernière analyse, même sur le marché américain (beaucoup plus vaste et plus authentique que le marché parisien), par les interventions discrétionnaires de l'Institut d'émission (de même que le prix du blé est déterminé par les interventions de l'organisme public stockeur). Le prix du crédit est un prix en permanence manipulé. Acheteur net de créances sur le marché, l'Institut d'émission pourvoit constamment en nouvelles ressources (réserves) les banques commerciales et nourrit par là-même l'inflation qu'il s'efforce ensuite de juguler en empêchant les banques d'utiliser à plein les facilités qu'on a mises entre leurs mains. Le jeu devient très dangereux quand, comme c'est le cas aujourd'hui, le taux d'intérêt à court terme dépasse celui du moyen terme, bloquant progressivement tout le système de consolidation d'une dette flottante de plus en plus gigantesque.

PAUL FABRA.

## Les Europartenaires peuvent vous aider partout dans le monde.



La mise en commun de leurs services et de leurs moyens d'action vous permet de résoudre, avec rapidité et efficacité, l'ensemble de vos problèmes bancaires et financiers.

**Europartenaires**

CREDIT LYONNAIS BANCO DI ROMA BANCO HISPANO AMERICANO COMMERZBANK

مركز الاموال



MUSIQUE

# Les Mémoires de Chostakovitch

(Suite de la première page.)

Le style de la longue et intéressante introduction de Volkov ne ressemble en rien à sa transcription des propos du musicien : ténacité, explicite, voire moralisatrice. Il s'oppose au côté vil, abrupt, cocasse, tragique, syncope, plein de courbes imprévues et de coq-à-l'âne des paroles de Chostakovitch, où l'on reconnaît au contraire la manière trépidante, les caricatures acérées, les schémas débordés, le sens de la formule brève et assassine du Nez ou de Lady Macbeth de Mzensk, mais aussi les cadences lancinantes, les progressions dramatiques de plus en plus enveloppées de ténacité, les paysages sinistres au sein de pessimisme et de peur de ses symphonies. Il paraîtrait impossible que Volkov ne se soit si bien identifié à Chostakovitch que pour lui faire dire le contraire de sa pensée sur Staline ou ridiculiser l'illustre Tikhon Khrennikov, président de l'Union des compositeurs.

Tels quels, ces Mémoires se présentent sous une forme brute, qui renforce l'impression de vérité, pas de plan d'ensemble, un trait déconcertant, des propos décousus, avec de nombreuses digressions d'intérêt inégal, rattachées à l'appartenance de tel ou tel personnage ; et la musique elle-même n'y tient qu'une place comme toute réduite. D'où peut-être le dédain de certains grands amis de Chostakovitch, acides récemment en Occident, qui ont qualifié ce livre de « ramassage d'anecdotes sans grand intérêt ». Mais peut-être aussi ont-ils craint d'authentifier les propos du compositeur, en pensant à la famille de celui-ci restée en U.R.S.S., et refusant de l'accepter les attaques contre Prokofiev, Scriabine ou Soljenitsyne, que le musicien n'aurait sans doute pas écrites avec une telle virulence ; sans doute, enfin, le livre leur apprend-il rien sur la vie dans les milieux artistiques soviétiques depuis cinquante ans.

## « La politique du miroir »

Or, c'est précisément ce qui intéresse le lecteur occidental, de découvrir de l'intérieur, dans la vie quotidienne, ce monde quasi inconnu sans aucune réfraction dans les biographies officielles, et de vérifier, de la bouche même de Chostakovitch, tout ce que nous savons déjà par sa musique sur sa personnalité attachante et tragique.

Pourtant, il affirme d'emblée qu'il « ne parlera pas de lui-même » et qu'il se contentera de « parler des autres, sans rien enjoliver » ; mais c'est un moyen détourné de vaincre la timidité, l'habitude de se taire et l'angoisse qui le paralysent ; ce que Volkov nomme « la politique du miroir », typique de Saint-Petersbourg, ville construite sur l'eau : il parvenait jusqu'à lui-même à travers ses souvenirs sur les autres, comme s'il se reflétait en eux.

Il tient parole, et les portraits se succèdent, savoureux, vigoureux, croqués souvent en quelques lignes définitives ou bien repris plusieurs fois, toujours dans des événements concrets, tels ceux de Meyerhold, Zochitchenko, Malakofski (pour qui il est très dur), Anna Akhmatova, son grand ami le maréchal Toukha-

chevsky... Les musiciens ont droit à des notations, en général dénuées d'animé (Prokofiev, Scriabine, Tchaïkovski, Khatchatourian et bien d'autres), à l'exception de son maître, Glazounov, qu'il ressente en maintes pages pleines de tendresse et d'humour, et de la grande pianiste Maria Yudina, inconnue en Occident, dont le mysticisme et l'excentricité l'exaspèrent, mais à qui il voue une admiration sans borne et dont il peint une ravissante image.

Il réserve bien sûr une place de choix à Khrennikov, sa bête noire, épingle pas mal de figures officielles et raconte au passage des histoires tragiques (le massacre des bandoulières aveugles) ou ubuesques de la vie culturelle soviétique, telles les aventures de Djamboul Djabiev, le grand poète kazakh qui n'existait pas, ou la création collective du nouvel hymne national, qui s'achève par une leçon magistrale d'orchestration donnée par Staline ; il met souvent en scène ce dernier avec une verve cinglante qui n'est pas sans évoquer le Soljenitsyne du Premier Cercle.

## Un « youroudy »

Mais, à travers tout cela, c'est bien surtout la pensée, la vie et l'œuvre de Chostakovitch qui s'éclairent. On comprend mieux comment cet homme qui a « horreur qu'on soit grossier avec lui » et qu'on lui « manque de respect » a pu subir et accepter tant d'années, écrire tant d'œuvres « officielles » et survivre à deux campagnes aussi graves que celles de Lady Macbeth en 1936 et du formalisme en 1948.

On discerne surtout en quoi les hommes de sa génération — celle qui avait connu l'espoir et le bouillonnement culturel de la révolution dans sa prime jeunesse — diffèrent des dissidents d'aujourd'hui, dont il parle avec beaucoup d'agacement. Chostakovitch est mort « en résistant un homme du sous-sol », dit Volkov. Mais il aura été presque toute sa vie (encore qu'il se défendit de l'être) un « youroudy », comme son ami Zochitchenko, c'est-à-dire un artiste dont les œuvres ont un sens second, « paradoxal », « codé » sous l'apparence première ou les justifications officielles. Réflexe de rétractation dans une société qu'il redoutait et rejetait, mais ne veut ni peut combattre (ce dont il ne se montre pas particulièrement fier).

Cela apparaît souvent dans les commentaires brefs qu'il donne de ses œuvres : la Septième Symphonie de Leningrad, typique même de la « musique patriotique », qui est en réalité un requiem à la manière d'Akhmatova et des Psalmes ; la Onzième, écrite en 1957, inspirée sans doute autant par la révolte de Boudapest l'année précédente que par les massacres de Leningrad en 1905 (dont les récits atroces avaient marqué son enfance) ; la Huitième Quatuor, tenu pour une « dénonciation du fascisme », alors qu'il s'agit à l'évidence d'une méditation sur sa propre vie, appuyée sur des thèmes de Lady Macbeth, de la Première et de la Cinquième Symphonie. Mais, comme il le dit sarcastiquement, il suffisait de « déclarer aux autorités qu'on composait un opéra intitulé Karl Marx ou la Jeune Garde » pour pouvoir écrire tranquillement un quatuor sans se faire lapider.

Justifications trop faciles a posteriori ? Ce serait vrai si Chostakovitch n'était sorti parfois de son prudent incognito, en particulier dans la Neuvième Symphonie, commandée pour célébrer la gloire de Staline après la victoire sur les Allemands, et qui n'est qu'une musique de fête, brève, pimpante, familière, tandis que le Petit Père des peuples réclamait une Neuvième à la manière de Beethoven ! Ou plus tard, sous Khrouchtchev, cette Treizième Symphonie, qui prenait position sans ambiguïté contre l'antisémitisme alors violent et qui fut promptement interdite.

La musique de Chostakovitch est incontestablement pessimiste, comme le disent ce visage fermé, ces yeux vitrés à l'intérieur, comme gelés, qui ne rient jamais. Paradoxe dans un pays où l'art officiel devait célébrer « le clair rubis » des kolchozes, « le chant des forêts » et des pionniers, « les vendanges qui chantent ». Il fallait que le génie du musicien fût bien puissant pour que, de longues années, entre les crises, on lui ait permis de jouer si longtemps sa « comédie ».

Paradoxalement, c'est l'invasion allemande qui allait libérer sa musique, et peut-être le sauver. « Avant la guerre, dit-il, il n'y avait sans doute pas une famille de Leningrad, qui n'ait perdu quelqu'un [du fait des grandes purges stalinienne]. Mais il fallait pleurer silencieusement, sous la couverture, pour n'être vu de personne. Et ce deuil était oppressant, étouffant. Je sentais que c'était mon devoir d'écrire un requiem consacré à tous ceux qui avaient été suppliciés. Mais comment faire ? J'étais toujours suspect, et les critiques comparant le parti du malin et du mineur dans mes œuvres... La guerre a été la guerre à été un soulagement. Le malheur devenait commun. On pouvait en parler. On pouvait pleurer ouvertement les morts et les suppliciés (...).

« La plupart de mes symphonies

sont des monuments funéraires, dit-il ailleurs. Trop de gens chez nous ont péri on ne sait où. Où peut-on ériger un monument à Meyerhold ou à Tchekhovsky ? Seule la musique peut le faire ».

Cette hantise de la mort est vraiment une constante dans l'œuvre (2) de Chostakovitch ; on la découvre très tôt, dès Lady Macbeth et la Cinquième Symphonie. Ici même, il parle « des ruines et des monceaux de cadavres » qu'il voit derrière lui, « oui, des montagnes de cadavres, la ruine du pays ». Et la Quatorzième Symphonie sur des poèmes de Rilke, d'Apollinaire et de Lorca, qui restera peut-être son plus grand chef-d'œuvre, est une sorte de « triomphe de la mort » (ce qui scandalisa Soljenitsyne).

Cette obsession doit-elle être mise au compte d'un homme souvent malade (déjà, il avait été tuberculeux pendant dix ans dans sa jeunesse), qui se sent devenir une « momie vivante », marche difficilement, s'exerce à écrire de la main gauche parce que l'autre se paralysait ? Oui, sans doute. Mais surtout à celui d'un homme qui avoue, ce que presque toute sa musique et même certains de ses textes confirment : « Je crois que plus personne ne peut nier que ma vie ait été réellement triste. Elle n'a connu aucun moment particulièrement heureux. Elle a été grise et terne. Il m'est désagréable de l'avouer, mais c'est pourtant la vérité ». Et ailleurs on note ce cri poignant : « L'attente de l'exécution est un des thèmes qui m'ont torturé toute ma vie ». Qui après cela aurait encore le courage de demander des comptes à Dimitri Chostakovitch, dont la musique parle si puissamment du fond de l'âme ? Le masque armé révèle un visage mué, et son œuvre témoigne pour tout un peuple souffrant.

JACQUES LONCHAMPT.

(2) Il est regrettable que, pour parler un peu de désordre, les éditeurs français n'aient pas pensé à un index des noms et des œuvres.

## « Monsieur Beaucaire » à Nancy

Les charmes d'un réveil

Ouvre qu'elle se prête mal, dans sa fugacité même, à la description esthétique, il y a plusieurs raisons qui rendent particulièrement ingrate la tâche d'écrire sur la musique d'André Messager. La première, c'est qu'il faut en dire peu, car il n'y a rien de neuf à dire sur ce compositeur, qui est en réalité un requiem à la manière d'Akhmatova et des Psalmes ; la Onzième, écrite en 1957, inspirée sans doute autant par la révolte de Boudapest l'année précédente que par les massacres de Leningrad en 1905 (dont les récits atroces avaient marqué son enfance) ; la Huitième Quatuor, tenu pour une « dénonciation du fascisme », alors qu'il s'agit à l'évidence d'une méditation sur sa propre vie, appuyée sur des thèmes de Lady Macbeth, de la Première et de la Cinquième Symphonie. Mais, comme il le dit sarcastiquement, il suffisait de « déclarer aux autorités qu'on composait un opéra intitulé Karl Marx ou la Jeune Garde » pour pouvoir écrire tranquillement un quatuor sans se faire lapider.

Mais, à travers tout cela, c'est bien surtout la pensée, la vie et l'œuvre de Chostakovitch qui s'éclairent. On comprend mieux comment cet homme qui a « horreur qu'on soit grossier avec lui » et qu'on lui « manque de respect » a pu subir et accepter tant d'années, écrire tant d'œuvres « officielles » et survivre à deux campagnes aussi graves que celles de Lady Macbeth en 1936 et du formalisme en 1948.

On discerne surtout en quoi les hommes de sa génération — celle qui avait connu l'espoir et le bouillonnement culturel de la révolution dans sa prime jeunesse — diffèrent des dissidents d'aujourd'hui, dont il parle avec beaucoup d'agacement. Chostakovitch est mort « en résistant un homme du sous-sol », dit Volkov. Mais il aura été presque toute sa vie (encore qu'il se défendit de l'être) un « youroudy », comme son ami Zochitchenko, c'est-à-dire un artiste dont les œuvres ont un sens second, « paradoxal », « codé » sous l'apparence première ou les justifications officielles. Réflexe de rétractation dans une société qu'il redoutait et rejetait, mais ne veut ni peut combattre (ce dont il ne se montre pas particulièrement fier).

Cela apparaît souvent dans les commentaires brefs qu'il donne de ses œuvres : la Septième Symphonie de Leningrad, typique même de la « musique patriotique », qui est en réalité un requiem à la manière d'Akhmatova et des Psalmes ; la Onzième, écrite en 1957, inspirée sans doute autant par la révolte de Boudapest l'année précédente que par les massacres de Leningrad en 1905 (dont les récits atroces avaient marqué son enfance) ; la Huitième Quatuor, tenu pour une « dénonciation du fascisme », alors qu'il s'agit à l'évidence d'une méditation sur sa propre vie, appuyée sur des thèmes de Lady Macbeth, de la Première et de la Cinquième Symphonie. Mais, comme il le dit sarcastiquement, il suffisait de « déclarer aux autorités qu'on composait un opéra intitulé Karl Marx ou la Jeune Garde » pour pouvoir écrire tranquillement un quatuor sans se faire lapider.

sicle), comme s'il s'agissait du Choc de la Bombe, des éclairages soignés et une mise en scène confiée à Caroline Suppent, qui, si elle ne témoigne pas d'une originalité bien remarquable, évite, dans l'adresse, les clichés de l'opéra, et n'en faudrait pas plus pour indiquer qu'il s'agit là d'une véritable prise de position.

Pour diriger l'orchestre, on a choisi Jésus Echeverry (et Jean-Pierre Bittner pour certaines représentations), c'est la sagesse même, puisqu'il a déjà eu l'occasion de le faire ailleurs ; mais il y a loin de la sagesse à la fantaisie, au piquant, au mordant — n'en demandons pas plus, cela semblerait exagéré pour une opérette — et, comme on ne peut pas dire que l'orchestre ait fait preuve d'une précision triéphonique, il a bien fallu consentir qu'il y fleurisse. Mais cela veut dire aussi qu'aucun n'a encore le « métier » qu'exige un genre où l'on ne peut pas se permettre d'écarter les subtilités ou de se reposer dans le dialogue. Il faut une présence scénique, une personnalité d'acteur qui donnent sa véritable portée à la musique, la partition étant plus qu'un point de départ.

On citera donc les principaux rôles : François Leroy (M. Beaucaire), Véronique Dietschy (Lady Mary), Jean-Pierre Chevalier (Molnau), Béatrice Cramont (Lady Lucy), Lutz Masson (Winchester), sans chercher à établir de distinctions subtiles, en soulignant qu'ils ont du style et que, s'il faut beaucoup d'initiation pour saisir le sens de ce qu'ils chantent, c'est là un défaut qui se corrige. Les voix sont agréables et l'œuvre supporterait qu'elles soient plus puissantes ; mais comme ce sont presque tous de jeunes chanteurs, ils ont l'avantage de leur jeunesse.

GÉRARD CONDÉ.

Prochaines représentations les 11 et 12 avril, à 20 h. 30 et le 12 avril à 14 h. 30.

## MERCREDI

KITT COITRE ESTATIONS

## DANSE

### Rina Schenfeld au Théâtre de la Ville

#### Domptense du mouvement

Tout comme Moshe Effrat, Rina Schenfeld a appartenu à la BatSheva Dance Company. Elle en était l'étoile lorsqu'elle obtint en 1971 la Palme d'or au Festival international de Paris. Depuis ce temps, elle a quitté la BatSheva et elle a su se détacher de la technique Graham, qui lui servait de formation de base, pour trouver son propre langage.

Son solo « Threads », est une investigation de l'espace, un véritable numéro de domptage du mouvement. L'utilisation de perches de bois, de cubes, d'élastiques, des tissus fluides, qui lui servent à prolonger ses gestes, moduler des volumes, relancer son énergie, rappellerait assez les expériences d'un Nikolaïev ; mais la danseuse y apporte une intensité d'expression, un frémissement de vie qui refuse la dépersonnalisation et l'abstraction du corps.

Qu'elle sonde l'espace, s'y laisse porter ou résiste à d'invisibles

courants, Rina Schenfeld dompte par sa mobilité extrême, sa légèreté et sa précision, et la diversité de ses métamorphoses. Ses mains frémissent comme des oiseaux, et il y a toujours en elle une sorte de jubilation intérieure très communicative.

Igor Wakhévitch a tissé autour d'elle des échos sonores qui prolongent les vibrations tactiles de ses mouvements ; John Davis l'a habillée de reflets et de couleurs. Cet environnement, qui rappelle Carolyn Carlson et ses « Fous d'or », ajoute une impression de dérive poétique à un grand moment de danse.

MARCELLE MICHEL.

\* Théâtre de la Ville, 18 h. 30, 9 et 11 avril.

ERRATUM. — A la suite d'une erreur de transmission, l'orthographe du nom de Moshe Effrat a été déformée dans le compte rendu publié dans notre numéro du vendredi 4 avril.

### Printemps 1980 au Centre Georges-Pompidou

Janine Charrat, responsable de la danse au Centre Georges-Pompidou, a invité du 24 avril au 4 mai la compagnie de danse de Joyce Trisler, très populaire en Amérique. Sa directrice, Joyce Trisler, prématématiquement disparue en 1979, avait été l'étoile, puis la disciple de Lester Horton... un des pères de la modern dance. On retrouvera l'influence de celui-ci dans des ballets comme « Dance pour dix », « Voyage » ou « Concerto en mi ».

« Le Petit Chaperon rouge », sur des musiques de Duke Ellington, rappelle les rapports étroits existant entre Joyce Trisler et la Compagnie

Alvin Ailey dont elle fut un temps la première danseuse. Mais Joyce Trisler avait également reconstruit des chorégraphies de Ruth-Saïd-Denis, Ted Shawn, Doris Humphrey. Elles font l'objet d'un programme spécial : « L'Esprit de Danse ».

Du 8 au 24 mai, le Centre Georges-Pompidou accueillera quelques jeunes compagnies françaises pour des démonstrations publiques et des ateliers chorégraphiques. Ce sont par ordre : Jean-Claude Ramseier, le Four solaire, Richard Barthemy, Fennel Lescart, le Cercle, Karmen Larmann, Jean Gardin, Jeannine Silva... M. M.

## THÉÂTRE

### « ARCHEOLOGIE » au Lucernaire

Un vieux professeur suit de près un message pour se dire de bien et va lui rendre visite dans sa loge après le spectacle. Sentie cette base semble être de Thomas Mann, ou s'enfuit d'une réminiscence de ses lectures. Ensuite, les acteurs se font des propositions de théâtre, se délectent de sonorités allemandes, régressent, démentent. Ils sont un peu comme ces enfants qui ont trouvé une souche d'arbre à fleur de terre, sur le chemin de la plage, qui ont vu dans les lianes enroulées du bois la forme d'une tête de géant. Et qui, depuis, chaque jour, saluent le crocodile avec beaucoup d'émotion.

Le jeune comédien s'appelle effectivement Kinderspiel, « jeu d'enfant » est la ville où il joue ce soir-là, Glückstadt, « la ville de la chance, ou du bonheur ». Le professeur lui dicte une lettre à un certain M. Chichil, globe-trotter porteur de valises qui ne s'arrête jamais, sauf quand on oublie de remonter la clef dans son dos de ferraille. Ils se ser-

vent de ce petit automate comme d'un message pour se dire de bien et qu'ils n'ont pas se dire de face.

Le vieux professeur est comme suppléant, il rampe, il aspire les paroles du jeune comédien, il assure ses yeux. Il dit : « Je n'ai pas entendu », quand quelque chose le bouleverse, il demande à l'auteur de le pardonner. Jamais il ne se touche, seulement ils croisent leurs souffles pour éteindre les bougies d'un gâteau d'anniversaire.

Ce moment infime se révèle d'une grande qualité grâce aux deux acteurs, Daniel Emilfork et Frédéric Leidgen, et à l'écoute invisible de Christiane Cohendy. On pense à la Confusion des Acteurs de Stefan Zweig, à ces passions pleines d'opacité, à des tensions qui s'enroulent sans trouver d'autres apaisements que les mots.

HERVÉ GUIBERT.

\* Lucernaire, 22 h. 15.

## PETITES

### NOUVELLES

Le samedi 12 et le dimanche 13 avril, au Cirque royal de Bruxelles, le Festival « Contr'Evolution ». Cette manifestation, qui a été créée l'an dernier pour lutter contre le « modèle de culture marchande » imposé par les télévisions commerciales et d'Etat, rassemble pendant deux jours une quinzaine de chanteurs, dont Luis Mach (Catalogne), Batterim Ram (Irlande), Goshel et Hart (Allemagne), Robert Stophes Band (Luxembourg), Parkering Forbndt (Danemark), Red and Black Power Blues Band (Wallonie), Zeri di Funglione Darco (Italie), Balba Jaroslav (Tchécoslovaquie), Marti (Océanie), De Volharding (Pays-Bas), la Vie en rose (Flandre), Aswad (Angleterre).

Un piano « Steinway grand » vient d'être vendu aux enchères chez Sotheby's Park Bonnet, à New-York, pour la somme de 170 000 \$ français : petit record pour cet instrument de musique qui fut créé par le peintre victorien Sir Lawrence Alma-Tadema sur une commande de Henry Gordon Wargand, le deuxième président du Metropolitan Museum de New-York, en 1884.

En hommage à Reine Glanoff, la pianiste Jean-Yves Thibaudet, qui fut un des disciples préférés de la grande pianiste disparue, jouera la « Troisième Sonate » de Brahms et les « Miroirs » de Ravel à « l'Ecluse musicale de Montmartre » (55, rue Casimir-Lafayette, 75018), le samedi 12 avril, à 19 h. 30.

## ROCK

### Cow-Boys International aux Bains-Douches

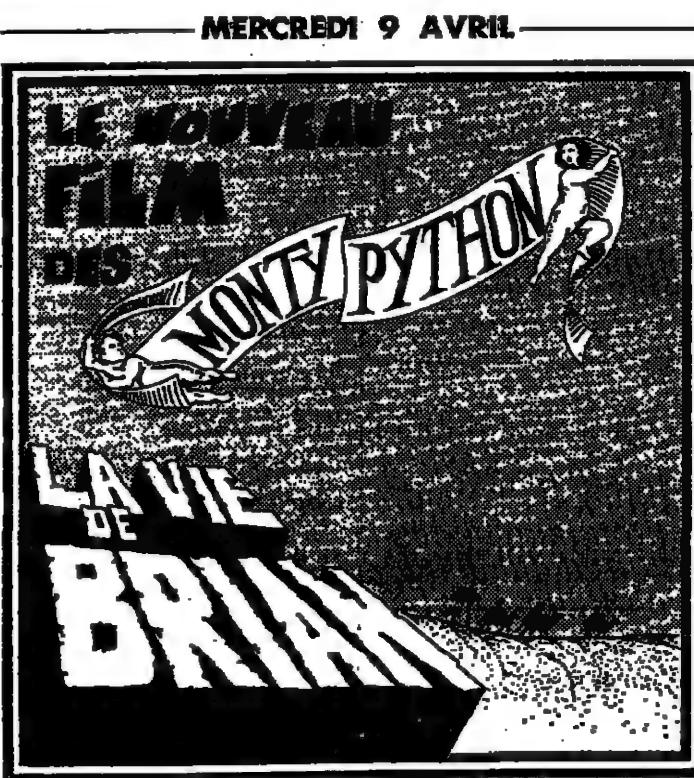
Un nom est porteur de sens, d'images. Cow-Boys International n'a pas choisi la sienne au hasard, c'est un nom terriblement évocateur qui contraste avec la musique : moderne, pop, anglaise. Mais c'est une musique qui, justement, aime les contrastes : l'aventure et la tradition se rencontrent sans heurt grâce à un dosage astucieux. Au sein de ce groupe, on retrouve l'ancien batteur du Clash, Terry Chimes, l'homme qui en est le moteur, celui qui compose et écrit la totalité du matériel, qui chante et joue des claviers, celui-là s'appelle Ken Lockie.

Ken Lockie est le fils de quinze ans de rock. Il manie une musique hybride, nourrie par les créations de Kraftwerk, de David Bowie, des Beatles.

Les synthétiseurs tourbillonnent, les sons échevaient l'invisible, le trouvent tout en ne dépassant jamais la cadence traditionnelle de la chanson. La voix, belle, trépidante, offre aux compositions un caractère attachant qui s'inscrit dans la mémoire pour ne plus la lâcher. Les Cow-Boys International sont les héros d'un nouveau western qui se joue sur des plaines d'aphasie.

ALAIN WAYS.

\* Bains-Douches, les 7 et 8 avril à 20 h. 30. Discographie chez Polydor.



« Comment résister à une vie du Christ racontée par des Marx Brothers qui seraient sés ? »

Michel MARDORE, (Le Nouvel Observateur).



## théâtres











Le Monde

# économie

## AGRICULTURE

## CONJONCTURE

## ÉNERGIE

### La découverte d'un important trafic met en émoi les producteurs de pouilly-fuissé

De notre correspondant

Lyon. — « Alfred de Montigny, négociant à Mâcon (France), a, jusqu'à présent, été considéré comme un simple négociant de vins blancs ordinaires. Pourtant, des centaines de milliers de bouteilles de vin blanc ordinaire se sont vendues, depuis deux ans, aux États-Unis et en Grande-Bretagne, après passage aux Pays-Bas, sous le nom et sous l'appellation pouilly-fuissé aux U.S.A. La perspicacité d'un agent de douanes anglais a permis de découvrir la fraude.

Cent mille bouteilles ont été saisies aux U.S.A. et cinq cent mille aux Pays-Bas. Les douanes ont saisi deux cent cinquante mille bouteilles environ ont pris le chemin de l'Angleterre. Aux États-Unis, on parle d'une fraude totale qui porterait sur quelque six millions de bouteilles.

A l'origine de ce gigantesque trafic, qui porte un préjudice considérable aux producteurs de pouilly-fuissé (550 hectares au sud de Mâcon et une production en 1979 de 30 000 hectolitres), plusieurs personnes, dont un homme d'affaires franco-anglais, M. Pierre Cottet, qui dirigeait la société d'import-export Etrax, laquelle disposait de deux sièges, l'un à Lugano, l'autre à Panama. M. Pierre Cottet, qui semble avoir inventé le nom d'Alfred de Montigny parce qu'il habitait rue Montigny à Dijon, était aussi propriétaire dans les environs de Nuits-Saint-Georges. On a perdu sa trace, selon les milieux viticoles de la région, depuis l'été 1978. Mais la société Petrasis a été dissoute il y a seulement quelques semaines.

La filière néerlandaise était animée par un certain Bernard Kahn, acheteur pour la société Omniwine, et comportait d'autres sociétés hollandaises comme Botel-Konings ou encore Concoct. Entrepreneurs néerlandais, ils ont aussi sa propre marque, inventée de toutes pièces, J. Montil et Fils, négociants à Beaune. Les acheteurs néerlandais se procuraient donc d'abord un vin blanc de table de 12 degrés chez trois exportateurs de la région de Pouilly : Alain Perraudin de La Chapelle-sous-Guyon (Saône-et-Loire), Jean-Louis Quinson, à Fleurbaey (Rhône), et Michel Vincent, à Crohery (Ain). Le vin était vendu entre 2 et 3,50 F le litre et certains n'ont jamais été payés. Botel-Konings demandait même à l'un de ses fournisseurs, Alain Perraudin, d'imprimer sur ses étiquettes une marque à l'effigie de Jean Lescour, négociant à Mâcon. Cette marque avait été déposée au tribunal de commerce de Mâcon.

Petrakis ou Omniwine, qui achetaient généralement le vin en vrac, le mettaient en bouteilles aux Pays-Bas et l'exportaient au cours de l'été suivant. L'été 1979, ils avaient même pris la peine de choisir les meilleurs millésimes et d'imprimer les étiquettes pour accroître le caractère d'authenticité. Entre-temps, on s'était procuré aux Pays-Bas, les documents verts « VA 2 » de vin d'appellation d'origine. Tout était donc en règle et il ne restait plus

qu'à distribuer, en Angleterre, ou à exporter aux U.S.A. au prix de 40 dollars la caisse de douze bouteilles, alors qu'elle vaut entre 70 et 100 dollars chez les producteurs français, à la grande satisfaction des négociants américains, qui, tout comme les britanniques, ont de toute évidence fermé les yeux.

Après producteurs de pouilly-fuissé sont inquiétés des répercussions de ce scandale : le 25 mars, l'Union des caves coopératives de Charnay avait reçu des États-Unis une commande de 7 000 bouteilles de pouilly-fuissé, puis deux réservations, respectivement de 24 000 et 28 000 bouteilles. Quelques jours plus tard, la commande était annulée. « L'impact du scandale », mais le client a fini par revenir sur sa décision.

Cette affaire, estime M. Didier Mommessin, président du syndicat des négociants de Bourgogne, va cette fois jeter un doute sur l'authenticité des vins français sur le marché américain. M. Jean Barbet, rapporteur de cette affaire devant la chambre de commerce de Mâcon et à l'origine de la fraude, estime, au contraire, que cette affaire de fraude « devait assainir le marché et inciter les Américains à acheter de vrai pouilly-fuissé dans des maisons françaises ».

M. André Forest, président de l'Union des producteurs de pouilly-fuissé, est prêt à se porter partie civile et l'Institut national des appellations d'origine (INAO) parvient à identifier un procès. Mais comment entamer une action en justice contre un homme d'affaires qui a disparu, contre une société néerlandaise qui se fait en faillite ou contre l'importateur américain Castleton de Jersey (État de New York) qui avait bien pour lui acheté ce pouilly-fuissé en Angleterre et non en France, et qui s'était, au reste, déjà illustré en avril 1979 dans l'affaire Griselet, en achetant 50 000 mille bouteilles de champagne-musigny ?

Le pire est que d'autres appellations pourraient être concernées par cette fraude, notamment des chablis, des châteauneuf du pape et des rosés d'Anjou.

YVES LEERS.

Depuis le début de l'année

### LES PRIX INDUSTRIELS A LA PRODUCTION ONT TRÈS FORTEMENT AUGMENTÉ

Les prix industriels à la production ont fortement augmenté depuis le début de l'année. Selon les réponses des chefs d'entreprise à l'enquête trimestrielle de l'INSEE, leur hausse a été en moyenne de 1,5 % par mois en janvier et février, soit le double de celle qui avait été enregistrée durant la même période de 1979, et le double aussi de celle observée durant le dernier trimestre de l'année dernière. L'augmentation a été la plus forte pour le secteur des biens d'équipement (2,5 %), suivi de celui des biens de consommation courante (1,8 %) et des biens d'équipement (1,5 %).

Ce résultat, qui correspond à un rythme annuel de hausse de plus de 20 %, a été, indique l'INSEE, la répétition rapide des hausses intervenues sur le pétrole et les matières premières. Mais, ajoute l'Institut de la statistique, il a confirmé aussi la tendance des chefs d'entreprise à relever leurs tarifs en début d'année, qui se traduit par l'apparition d'un mouvement saisonnier.

De fait, dans le climat inflationniste actuel, les industriels, suivis d'ailleurs par les commerçants, profitent de la forte demande des consommateurs et de la libération des prix pour majorer leurs marges. Ainsi les prix des produits manufacturés, tels qu'ils apparaissent dans l'indice du coût de la vie, ont augmenté de 2,5 % en janvier et de 1,5 % en février (le Monde du 27 mars). Ce phénomène devrait s'accentuer, selon l'INSEE, durant les prochains mois, quel que soit le rythme moyen de 1979, soit 1 %. Cependant, les salaires restent en arrière. D'après l'enquête de l'INSEE, la hausse moyenne du taux du salaire horaire dans l'industrie a été de 1,2 % par mois pour janvier et février (contre 0,7 % durant la même période de l'an dernier), alors que les prix à la consommation ont augmenté de 1,5 % par mois (1,9 % en janvier et 1,1 % en février). L'INSEE conclut, évoquant les perspectives formulées par les chefs d'entreprise, que les salaires industriels devraient connaître prochainement une « accélération sensible ».

Le taux de croissance des prix d'Europe occidentale ne devrait atteindre que 1,9 % en 1980, estime la commission des Nations unies pour l'Europe dans son étude annuelle. En France, le taux moyen de la hausse des prix à la consommation en 1980 ne sera guère inférieur à 10 %, alors qu'il a été de 7,1 % en 1979.

### L'U.R.S.S. négocie avec des firmes occidentales l'exploitation de gisements de gaz

De notre correspondant

Moscou. — Les Soviétiques sont actuellement engagés dans une double série de négociations avec les firmes occidentales, d'une part, pour la vente et l'achat de gaz naturel. Ces deux séries de négociations sont indépendantes mais ont tout de même quelques points communs. Avec l'Iran, les pourparlers ont été suspendus le 13 mars, les Soviétiques jugeant inacceptable le prix exigé par les Iraniens. Et le 6 avril, le ministre iranien du pétrole a ordonné l'arrêt total des exportations de gaz naturel vers l'U.R.S.S. en raison de l'attitude intransigeante des Soviétiques.

Après plusieurs autres responsables de sociétés occidentales, M. Delaport, directeur général de Gaz de France, a eu dans la seconde quinzaine de mars, à Moscou, une série d'entretiens avec les responsables soviétiques. Il a notamment rencontré MM. Balabakov, président du Gosplan ; Oroudjev, ministre du gaz ; Patolitchev, ministre du commerce extérieur ; et Gvichiani, vice-président du comité d'Etat pour la science et la technique et coprésident de la « petite commission de coopération » franco-soviétique.

L'industrie du gaz est un des rares secteurs qui, au cours du dixième plan quinquennal (1976-1980), aura rempli les objectifs fixés à l'origine. En 1979, l'Union soviétique a produit 400 milliards de mètres cubes ; elle devrait en produire 455 cette année. C'est assez pour ses besoins intérieurs. De plus, elle n'est pas confrontée pour le gaz, contrairement à ce qui se passe pour le pétrole, à des problèmes d'extinction des réserves. Les réserves ni actuelles ni à long terme.

L'U.R.S.S. n'en importait pas moins, depuis 1970, du gaz iranien en petites quantités (environ 10 milliards de mètres cubes par an, soit à peine 3 % de sa consommation). Ces achats lui permettaient d'un côté de décharger les volumes qu'elle destinait à l'exportation vers l'Europe occidentale, d'un autre côté d'alimenter à bon compte ses républiques de l'Asie centrale. A la suite de la révolution iranienne, les exportations vers l'U.R.S.S. ont été réduites puis totalement interrompues après des inondations qui ont emporté une partie du gazoduc Igat 2.

Au cours des récentes négociations, les responsables soviétiques, qui se font une réputation d'hon-

mes d'affaires pragmatiques, ont été étonnés de se retrouver en face d'interlocuteurs tenant des discours politiques, les accusant de chercher à les « exploiter » au même titre que les capitalistes et préférant brûler leur gaz plutôt que de le vendre au rabais. Les Soviétiques ont refusé de lier le prix du gaz à celui du pétrole, en indiquant que le gaz iranien était du gaz associé, c'est-à-dire lié à l'extraction du pétrole. Moscou aurait proposé un prix maximum de 2,81 dollars le million de B.T.U. (1) qui lui permettrait de vendre ce gaz à l'Europe occidentale à des prix concurrentiels, alors que les Iraniens exigeaient 3,63 dollars le million de B.T.U.

Un gisement au Turkménistan

Il semble que les Soviétiques aient décidé d'adopter une position très ferme. Ils sont en train de rechercher une solution de rechange par l'exploitation d'un gisement de gaz situé au Turkménistan, près de la frontière iranienne. Ce gisement serait transporté par tubes vers le Caucase à travers la mer Caspienne. L'U.R.S.S. souhaiterait associer à ce projet des sociétés françaises. Il semble d'autre part, que le projet Igat 2, projet triangulaire Iran, U.R.S.S., Europe occidentale — qui devait permettre à plusieurs sociétés européennes de recevoir, dès 1981, du gaz soviétique compensé par l'achat par l'U.R.S.S. de gaz iranien, ne verra pas le jour.

La France devrait recevoir l'année prochaine 3,8 milliards de mètres cubes supplémentaires au titre d'Igat 2. Il convient non seulement de trouver des solutions de remplacement mais d'assurer l'approvisionnement à long terme de l'Europe occidentale en gaz naturel. Tous les pays sont engagés dans une course aux contrats de longue durée pour s'assurer de nouvelles disponibilités avec le double problème de la quantité et du prix.

L'U.R.S.S. est prête à vendre du gaz mais à certaines conditions, autant économiques que politiques. La France a importé en 1979 2,5 milliards de mètres cubes de gaz naturel soviétique, soit environ 10 % de sa consommation. Dès cette année, les importations devraient atteindre 4 milliards de mètres cubes. Les États et les sociétés gazières d'Europe occidentale discutent actuellement avec l'U.R.S.S. d'un projet de nouveau gazoduc qui amènerait le gaz naturel depuis les gisements de Sibérie occidentale. C'est de cette région que va venir, dans les années 80, toute l'augmentation de la production sovi-

tique de gaz (et aussi de pétrole). Le gazoduc aurait une capacité de 40 à 45 milliards de mètres cubes par an. Le projet représente un investissement de 10 milliards de dollars. Les premières livraisons de gaz pourraient avoir lieu en 1984-1985.

Sur ce sujet aussi, les responsables soviétiques adoptent l'attitude ferme de négociateurs qui se sentent en position de force. Ils posent des conditions économiques ; le financement doit être assuré à 100 % par le consortium des sociétés occidentales ; le remboursement se ferait par compensation totale avec des livraisons de gaz ; l'industrie soviétique devrait être associée aux travaux. On prévoit notamment la construction d'une usine de tubes d'une capacité de 3 millions de tonnes par an, qui pourrait être construite en trois ans. Les Soviétiques voudraient l'autre part utiliser des tubes de très gros diamètre (jusqu'à 144 cm) travaillant sous de fortes pressions (jusqu'à 300 bars, alors que le maximum actuel est de 70-75 bars). Ils s'insistent à la disposition des Occidentaux une licence de l'Institut Paton de Kiev pour des tubes multicoques. Ils ne seraient pas mécontents de faire financer le développement industriel de leurs découvertes par leurs partenaires.

Les ministères soviétiques traditionnels vers la coopération avec l'Occident sont plus intéressés par ce projet que les ministères économiques qui estiment souvent que l'U.R.S.S. est capable de subvenir à ses propres besoins sans faire appel à la technologie et à l'aide étrangères. Pour les responsables soviétiques de l'économie, ce projet de nouveau gazoduc n'apparaît pas prioritaire dans leurs plans de développement. Sa réalisation dépend que de la volonté politique des Européens de l'Ouest de s'engager dans une coopération économique à long terme avec l'U.R.S.S. et de réaliser aussi sensible que celui de l'énergie, d'autant que les sociétés européennes pourraient être associées à d'autres projets. Les Soviétiques souhaitent reprendre les études sur le dossier North Star préparé au début des années 70. Il s'agit d'amener du gaz des régions du nord de l'Europe occidentale à Mourmansk, où il serait liquéfié pour être exporté par une flotte d'une vingtaine de méthaniers. Ce projet représente également plusieurs milliards de dollars.

Enfin, il est probable que les Soviétiques vont inscrire au onzième plan quinquennal (1981-1985) l'exploitation du gisement de gaz d'Astrakhan, sur la mer Caspienne. Ils pourraient faire appel à l'expérience de sociétés françaises pour le traitement de ce gaz salin.

D. V.

### Le conflit franco-britannique sur l'Europe verte

#### « LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS NE DIT PAS LA VÉRITÉ A SES AGRICULTEURS » déclare M. Walker

Le gouvernement et les médias ne disent pas la vérité aux paysans français dans le conflit qui oppose Paris et Londres sur la politique agricole commune, a déclaré M. Peter Walker, ministre de l'Agriculture britannique, dans une interview accordée au Sunday Times publiée le 5 avril. « Le président Giscard d'Estaing n'a jamais révélé que, lorsqu'il était ministre des finances et que j'étais au ministère du commerce et de l'industrie, nous avons tous les deux signé l'accord à long terme du GATT autorisant la Nouvelle-Zélande à fournir à la C.E.E. des quantités illimitées de mouton, à condition qu'il y ait une taxe de 20 % sur ces exportations », déclare M. Walker, qui, à propos du beurre, précise encore : « Le surplus européen s'élève à 180 000 tonnes. La Grande-Bretagne n'importe pas plus de 100 000 tonnes de beurre de Nouvelle-Zélande par an. Donc, que nous achetions ou non du beurre de Nouvelle-Zélande, il y aurait de toute façon un très important surplus. »

Pour M. Walker, deux raisons peuvent expliquer l'agressivité de Paris dans cette affaire. D'une part, le fait que « M. Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, comme les communistes, ont promis plus qu'ils ne pouvaient offrir pour assurer le vote des petits exploitants agricoles ». D'autre part, la volonté de la France de devenir dans les cinq prochaines années le « principal producteur européen ».

● Pêches maritimes. — Selon les statistiques du comité central des pêches maritimes citées par Ouest-France, le déficit du commerce extérieur des produits de la mer (poissons frais et congelés, conserves, crustacés), en 1979, a dépassé 3 milliards de francs, alors qu'en 1978 il était de 2,730 milliards.

### AFFAIRES

#### LA PRODUCTION MONDIALE D'ACIER A AUGMENTÉ DE 0,9 % EN UN AN

Bruxelles. — La production d'acier brut dans les quarante et un pays qui fournissent leurs chiffres à l'Institut international de l'acier (IISI), s'est élevée à 38 400 000 tonnes en février 1979, soit une hausse de 0,9 %, indique cet institut. Dans la Communauté européenne, la production a globalement régressé de 5,7 % en un an, en raison de la grève de la sidérurgie britannique (baisse de 25 % de la production d'acier par rapport à février 1978 au Royaume-Uni). En revanche, on note un léger progrès en Allemagne (+3,1 %) et une croissance plus nette en France et en Italie (+12 %).

Aux États-Unis, le recul a atteint 1,9 % en un an. Le Japon a, au contraire, enregistré une progression de 5,8 % au cours de la même période. — (A.F.P.)

#### YVES SAINT-LAURENT ET INDRÉCO PRENNENT LE CONTRÔLE DE MENDES

Yves Saint-Laurent s'est associé avec le groupe Indréco pour prendre le contrôle du groupe Mendes, qui fabrique et distribue les vêtements du prêt-à-porter Saint-Laurent rive gauche et Chantel Indréco est spécialisée dans la confection avec les marques Settimano et Newman (par sa filiale Jacques Jaumet). Le groupe est dirigé par M. Léon Cligman, gendre de M. Pierre Lévy. Indréco dirige également le groupe Devanley-Rocling et les Nouvelles Galeries. Il sera chargé des activités de fabrication de Mendes, qui emploie un millier de salariés, tandis que la société Yves Saint-Laurent assurera la distribution de ses produits.

### SOCIAL

#### Après un mois de jeûne LES DIX OUVRIERS TURCS « CLANDESTINS » DE CLERMONT-FERRAND CESSENT LEUR GRÈVE DE LA FAIM

Sur les conseils des médecins qui surveillaient leur état de santé, les dix travailleurs turcs « sans papiers » de Clermont-Ferrand ont cessé samedi 5 avril, la grève de la faim qu'ils avaient entreprise le 6 mars, pour tenter d'obtenir la régularisation de leur situation. Depuis dix jours, hospitalisés depuis plusieurs jours.

Ces ouvriers « clandestins », qui menaient leur action dans les locaux du centre diocésain de Pastoral, prêtés par Mgr Dardel, évêque de Clermont-Ferrand, ont remis à la préfecture du Puy-de-Dôme un dossier individuel comprenant notamment une attestation de logement et une promesse d'embauche. Ils désirent obtenir la carte de travail et la carte de séjour.

● Le patronat suédois a décidé de répondre par un lock-out total à partir du 10 avril, à la grève des heures supplémentaires organisée depuis le 26 mars par les syndicats, à l'issue du conflit salarial n'a pas été résolu. La Confédération Lo entendait obtenir une augmentation moyenne des salaires de 11,3 % alors que le patronat lui opposait un gel des rémunérations et que le gouvernement suédois a décidé, le 27 mars, un gel des prix jusqu'au 9 mai. — (A.F.P.)

● ERRATUM. — Le chômage en France a touché, en octobre dernier, 615 400 femmes et non pas 8 515 400, comme une erreur typographique nous l'a fait écrire dans la légende du graphique publié dans le Monde daté 6-7 avril, page 12.

### ÉTRANGER

#### A la suite des sanctions économiques LES EXPORTATIONS AMÉRICAINES VERS L'U.R.S.S. DIMINUERAIENT DE 69 % EN 1980

Washington (A.F.P.). — Les exportations américaines vers l'U.R.S.S. atteindraient seulement 1,5 milliard de dollars, en 1980, au lieu des 4,8 milliards prévus (- 69 %) avant les sanctions économiques imposées par le président Carter à la suite de l'intervention soviétique en Afghanistan, vient d'indiquer le département du Commerce des États-Unis. En revanche, les importations d'U.R.S.S. pourraient atteindre un milliard de dollars contre 678 millions en 1979.

La forte chute des exportations provient des céréales, des phosphates et des produits de technologie de pointe. Ainsi, les ventes de céréales, frappées par un embargo partiel, ne totaliseraient que 1,1 milliard de dollars, en 1980, contre 3,9 milliards de dollars prévus. Les exportations de produits de haute technologie ne représenteraient que 50 millions de dollars, alors qu'elles auraient dû atteindre 150 millions de dollars.

Par ailleurs, l'arrêt des exportations de tous les articles, biens d'équipement et produits technologiques ayant trait aux Jeux olympiques de Moscou réduisent encore les exportations américaines de 40 millions de dollars.

NORVÈGE

● Le déficit de la balance norvégienne des paiements a diminué de 45 % en 1979 pour s'établir à 5,9 milliards de couronnes contre 10,9 milliards en 1978. Les réserves en devises étrangères ont, elles, augmenté en un an de 4 milliards pour atteindre 17,8 milliards de couronnes. Les échanges de biens et services se sont soldés par un excédent de 5,4 milliards contre un déficit de 1,8 milliards en 1978. Cette évolution est essentiellement due au pétrole de la mer du Nord, à la construction de plates-formes de forage et à l'activité des chantiers navals. — (A.F.P.)

### ÉTRANGER

#### Relèvement probable des prix du gaz néerlandais. — Le gouvernement néerlandais envisage de porter prochainement le prix à l'exportation du gaz naturel néerlandais au niveau du prix du pétrole, vient de déclarer le vice-premier ministre néerlandais, M. Hans Wiegel.

M. Wiegel a indiqué que son gouvernement « ouvrirait très prochainement » les négociations avec la France, la Belgique, la R.F.A. et l'Italie, sur une « importante augmentation du prix du gaz ».

(Publicité)

### RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

#### MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

#### DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE L'ÉQUIPEMENT

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

#### PROJET : C.F.P. SKIKDA

Un avis d'appel d'offres national et international est lancé pour la construction d'un Centre de formation professionnelle à SKIKDA. La Commission des Offres : les documents peuvent être consultés et retirés à la Direction de l'Infrastructure et de l'Équipement, Ministère du Travail et de la Formation Professionnelle, 4, chemin EL-BABER EL-BAR, Alger, contre paiement des frais de reproduction. Les offres complètes accompagnées des pièces administratives requises devront parvenir sous double enveloppe scellée à l'adresse suscitée avec la mention : « à ne pas ouvrir ». Soumission projet de construction d'un C.F.P. à SKIKDA, au plus tard le 2 juin 1980. Ce projet entre dans le cadre d'un financement de la Communauté Economique Européenne. La participation à cet appel d'offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les personnes physiques et morales de la République Algérienne Démocratique et Populaire et des États membres de la Communauté Economique Européenne.

N.B. — Les intéressés peuvent soumissionner pour tout ou partie des solutions suivantes :  
A) Solution architecturale, à savoir conforme au projet architectural disponible ;  
B) Solution respectant le plan de masse et les gabarits surélevés, mais présentant une variante pour un système constructif et finitions adaptés au type de projet en objet ;  
C) Solution industrialisée adaptée au type de projet en objet et conforme au programme fonctionnel du projet mais présentant une variante tant pour le système constructif et les finitions que pour le plan de masse et les gabarits.



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. RELIGION : « Une épidémie contagieuse et incurable : le modernisme », par Emile Poulot ; réplique à Bertrand de Margerie : « Être païen et chrétien », par Noël Barré ; « La liberté d'expression », par Henri Caillaud.

### ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT : ÉGYPTES : la tension entre le pouvoir et l'Église copte fait le jeu des extrémistes musulmans.  
4. ASIE : JAPON : Un scandale politico-financier défraye la chronique à Tokyo.  
5. AMÉRIQUES : « En égrenant les Petites Antilles » (IV), par Jean-Pierre Clère.  
6. ÉTATS-UNIS : MM. Carter et Reagan ont très largement remporté les primaires de Louisiane.

### POLITIQUE

5. Le conflit P.S. - P.C. à la municipalité de Brest.

### SOCIÉTÉ

6. Prohibition dans l'Hérault : des petits bords alcool.  
7. SCIENCES : 7. SPORTS : TENNIS : même le bras de fer de Vilas n'a pu résister à la pression de Borg.

### INFORMATIONS « SERVICES »

6. La retraite payée à domicile.  
8. LÉGION D'HONNEUR

### LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

9. L'encadrement renforcé du crédit : un coup pour rien ?  
9. Pourquoi Nissan et Toyota refusent de s'installer aux États-Unis.  
10. Le coût des soins et la réforme de la Sécurité sociale.  
11. Au Japon, l'entreprise est traitée comme un être vivant.  
12. Les notes de lecture d'Alfred Sauvy.

### CULTURE

13. MUSIQUE : Monsieur Beaucaire à Nancy.

### RÉGIONS

16. ILE-DE-FRANCE : rénovation urbaine à Saint-Denis.

### ÉCONOMIE

17. ÉNERGIE : L'U.R.S.S. négocie avec des firmes occidentales l'exploitation de gisements de gaz.

RADIO-TELEVISION (18)  
Carnet (7) : Journal officiel (8) ; Météorologie (8) ; Mots croisés (8) ; Programmes spéciaux (14-15).

### A Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine)

### LE MAIRE SOCIALISTE SUSPEND LES DÉLÉGATIONS DE SES ADJOINTS COMMUNISTES

M. Jean Vons (P.S.), maire de Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine), a décidé de suspendre les délégations de ses quatre adjoints communistes, « à la suite de la rupture de la solidarité municipale provoquée par le groupe communiste » qui, comptant actuellement quatorze élus contre quinze au P.S., a refusé d'adopter, samedi 23 mars, le budget primitif de 1980.

Après avoir souligné que « la préparation de ce budget avait été conduite démocratiquement pendant trois mois », M. Vons a précisé que les élus socialistes n'ont pas voulu suivre les propositions communistes visant à des réductions de dépenses restrictives, notamment « l'une d'entre elles qui aurait eu pour conséquence des suppressions de postes et des licenciements de personnels communaux ». Il a indiqué que les délégations resteraient suspendues « jusqu'à ce que les adjoints communistes réaffirment leur solidarité municipale, qui doit essentiellement s'exprimer dans la gestion des affaires de la commune ».

La fédération départementale du P.S., qui a accordé son « total soutien » aux élus socialistes de Châtenay-Malabry, souligne qu'une délégation de signatures s'est faite l'interdiction d'engager des dépenses. On ne peut donc, estime-t-elle, maintenir cette responsabilité à ceux qui refusent de voter les recettes nécessaires.

## La célébration de Pâques dans le monde

« La mort de Dieu porte en soi la mort de l'homme », déclare Jean-Paul II

C'est par un « Joyeuses Pâques » répété en plus de trente langues, dont l'hébreu, le chinois et l'albanais, que Jean-Paul II a terminé, le dimanche 6 avril, son message de Pâques. La bénédiction « ubi et orbi », donnée à une foule estimée à plus de trois cent cinquante mille personnes, ainsi qu'aux centaines de millions de téléspectateurs de seize pays européens, treize pays américains et un pays africain, a couronné trois jours de cérémonies physiquement éprouvantes pour le pape, depuis le chemin de croix suivi le vendredi saint dans la Collée à la messe pontificale célébrée sur le parvis de Saint-Pierre le matin de Pâques, en passant par la veillée pascale célébrée la veille dans la basilique.

La fête de Pâques a pris un certain éclat cette année, en raison de la coïncidence exceptionnelle des calendriers julien et grégorien, qui a fait que la date de Pâques était la même pour les chrétiens occidentaux et orientaux.

À JERUSALEM, des chrétiens de douze communautés différentes étaient venus en pèlerinage se rassembler au Saint-Sépulchre. Pour les latins, c'est Mgr Giacomo Beltritti, patriarche catholique de Jérusalem, qui a célébré la messe pontificale. Puis ce fut le tour des Grecs orthodoxes, des Arméniens, des Coptes, des Syriens, des Abyssiniens.

Une centaine de policiers et de soldats israéliens patrouillaient, pendant ce temps-là, dans la vieille ville de Jérusalem — alors que les juifs célébraient le septième et dernier jour de leur Pâque, mais on remarquait peu de mesures de sécurité aux abords de la basilique.

EN CHINE, les chrétiens ont été nombreux à se rendre aux offices de Pâques (voir l'article de notre correspondant). Pour la première fois, Radio-Vatican a diffusé, le dimanche de Pâques, une messe en chinois à destination de la Chine continentale. Les émissions en chinois de Radio-Vatican ont débuté en 1962, sous le pontificat de Pie XII, à l'occasion d'un quart d'heure par semaine. Désormais, dix émissions seront diffusées par semaine vers la Chine, dont une messe tous les dimanches.

À SAN-SALVADOR, les cérémonies de la veillée pascale se sont déroulées en fin d'après-midi au lieu de la nuit, en raison de la situation tendue qui règne dans la capitale après l'assassinat de Mgr Romero et les très graves incidents qui ont marqué ses obsèques. Les fêtes pascales, habituellement connues dans les fêtes pascales dans les pays catholiques, deux cents personnes seulement se sont retrouvées pour la veillée, qui s'est déroulée dans la

basilique du Sacré-Cœur et non à la cathédrale comme prévu initialement, puisque celle-ci avait été le théâtre de sanglants événements de la semaine dernière.

À ALGER, le cardinal Léon Duval, dans un message pascal radiodiffusé, a fait allusion à l'assassinat de l'archevêque de San-Salvador. « Le sacrifice de Mgr Romero, a-t-il dit, est un appel adressé à tous les hommes de cœur pour qu'ils s'engagent résolument à préparer l'avènement d'un monde nouveau ».

Plus concrètement, l'archevêque d'Alger a souhaité qu'un irrésistible courant de l'opinion mondiale fasse naître un nouvel ordre économique international, élément essentiel de la paix mondiale.

### En France

En France, enfin, la célébration des fêtes de Pâques semble avoir atteint plus d'assistance que d'habitude.

À PARIS, sept mille personnes étaient massées dans la cathédrale de Notre-Dame, où le cardinal François Marty, parlant de la résurrection comme fondement de la foi, a évoqué le rôle des théologiens. Revenant à la tradition chrétienne à travers les conciles, l'archevêque de Paris a déclaré : « Les théologiens peuvent aider à pénétrer le mystère de Jésus, mais ils ne peuvent pas réfléchir sans tenir compte de toute la richesse de la tradition ».

Un Christ réduit aux dimensions de nos critères et de nos besoins, ce n'est pas un Christ, mais un homme.

À STRASBOURG, Mgr Léon-Arthur Eichinger, parlant aux chrétiens de la semaine de la passion, a critiqué à l'égard de « quelques exégètes et professeurs qui, ayant pour occasion de fortifier la foi des fidèles, pensent leur rendre service en donnant l'impression

de mettre la résurrection du Christ en doute ».

À MARSEILLE, les chrétiens ont vécu des Pâques « écumeuses ». Dimanche 6 avril, en fin d'après-midi, deux mille fidèles ont participé à une célébration œcuménique. Réunis à la proue d'un des bateaux assurant la desserte des îles du Frioul, le cardinal Roger Etchegaray, archevêque de Marseille, le pasteur Emile Bastide, de l'Église réformée ; le Père Cyrille, recteur de la paroisse orthodoxe de Marseille, et Mgr Hagop Vartanian, vicaire général des Arméniens du Midi de la France, se sont adressés tour à tour à l'assistance. À partir de l'évangile de la Résurrection, chacun des curés a adressé à l'auditoire le message pascal, que le recteur orthodoxe a résumé en cette formule : « La victoire décisive a été gagnée. La justice est revenue, le dernier mot, car Christ est ressuscité ».

À TAIZÉ, enfin, le Père Roger Schutz, prieur de la communauté protestante à vocation œcuménique, a annoncé dimanche qu'un rassemblement de jeunes venus du monde entier traversera l'Europe et l'Amérique du Nord à partir de la mi-avril et jusqu'à la fin de l'année. Ils entreprendront « de multiples pèlerinages locaux, comme signe d'une recherche de réconciliation dans la famille chrétienne et la famille humaine », a déclaré le prieur de Taizé.

### En Espagne

AFRONTEMENTS AU 32<sup>e</sup> CONGRÈS DE L'UNION GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS

Madrid (A.F.P.). — Le trentième congrès de l'Union générale des travailleurs (U.G.T.), centrale syndicale de tendance socialiste, a pris fin samedi soir 5 avril à Madrid, après quatre jours de débats et de discussions. Le congrès a été marqué par des affrontements entre deux courants : le socialisme « orthodoxe » et le socialisme « pluraliste ».

Le chef de file de la tendance favorable à une plus grande ouverture sur l'extérieur, M. José María Zufiaur, a été réélu au poste de secrétaire aux affaires politiques et syndicales, malgré une très vive opposition des partisans d'une stricte dépendance de l'U.G.T. vis-à-vis du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.).

Dans son discours de clôture, le secrétaire général, M. Nicolas Redondo, également réélu, a souligné la nécessité pour le P.S.O.E. d'être totalement indépendant des pressions de gauche, pour éviter que les travailleurs ne se contentent d'être des « otages ».

Le chef de file de la tendance favorable à une plus grande ouverture sur l'extérieur, M. José María Zufiaur, a été réélu au poste de secrétaire aux affaires politiques et syndicales, malgré une très vive opposition des partisans d'une stricte dépendance de l'U.G.T. vis-à-vis du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.).

Dans son discours de clôture, le secrétaire général, M. Nicolas Redondo, également réélu, a souligné la nécessité pour le P.S.O.E. d'être totalement indépendant des pressions de gauche, pour éviter que les travailleurs ne se contentent d'être des « otages ».

## U.R.S.S. : « Joyeuses Pâques, camarades ! »

De notre correspondant

Moscou. — Grâce à la coïncidence des calendriers occidental et oriental, les Églises orthodoxes ont fêté cette année Pâques en même temps que les autres Églises chrétiennes. Plusieurs dizaines de millions de Soviétiques — orthodoxes russes, catholiques de Lituanie, d'Ukraine ou de Biélorussie, luthériens d'Estonie et de Lettonie — ont assisté à des services religieux dans les églises encore ouvertes au culte, dont on dit ici qu'elles « survivent ».

À Moscou, le service de Pâques a commencé à huit heures, dans la nuit de samedi à dimanche, par une procession autour des églises, dans le périmètre délimité par les cordes tendues par la milice et les « datchines » (auxiliaires civils de la police). Le grand déploiement des forces de l'ordre, autour des édifices religieux, avait une fonction plus dissuasive que répressive, surtout à l'égard des jeunes. Les adultes pouvaient entrer dans les églises sans entraves.

Dans toutes les églises a été lu le message du patriarche Pimène qui demande au « Seigneur, annonciateur de la paix, de nous donner des forces pour résister

à la relance de la guerre froide et des tensions internationales pour que le peuple ne soit pas privé des fruits de leur œuvre commune en faveur de la paix ».

L'office de Pâques dure jusqu'au petit matin. Après, on va au club. Des petites tables et des petits bancs sont aménagés sur les tombes orthodoxes. Le jour de Pâques, on y mange, en buvant de la vodka, de la pasha, gâteau traditionnel à base de fromage blanc, et du koulitch, sorte de brioche. On partant, on laisse pour le défunt quelques pourboires. Mais certains, plus frustes et un petit verre de vodka.

Même les gens qui ne sont pas croyants sacrifient à la tradition du repas de Pâques avec le gâteau traditionnel et le koulitch. On échange des croûtes que l'on a peintes à la main, ou des œufs en bois décorés, que l'on s'est procurés sur le marché avec les initiales C.R. : « Le Christ est ressuscité ». Mais cette année, on trouvait aussi de gros œufs géométriques en bois peints avec des inscriptions plus profanes : « Joyeuses Pâques, camarades ! ».

D. V.

## CHINE : de nombreux fidèles ont assisté à l'office célébré par le nouvel évêque de Pékin

De notre correspondant

Pékin. — Près de deux mille catholiques chinois ont assisté, dimanche 6 avril, aux différents services organisés à Pékin pour les fêtes de Pâques à l'église Nantang. Celle-ci était comble pour la grande messe célébrée par le nouvel évêque de la capitale, Mgr Fu Tieshan.

Pour la première fois depuis le début des années 60, un grand nombre de fidèles avaient entre les mains un petit livre de prières, imprimé à Pékin au mois de décembre dernier et qui vient d'être mis en vente. Il ne s'agit pas d'un missel liturgique mais d'un recueil d'oraisons dont les textes datent en général d'avant la libération. Des livres identiques ont été diffusés pour les Églises protestantes et l'on sait qu'une bible en chinois est en cours de réimpression.

Dimanche également s'est ouverte à Pékin la conférence de l'Association islamique de Chine,

dont les participants représentent plus de dix millions de musulmans. Fondée en 1953, cette association avait cessé ses activités — comme les autres organisations religieuses — pendant la révolution culturelle et, bien que réformée depuis 1970, elle n'a recommencé qu'à une époque récente à fonctionner normalement. L'un de ses vice-présidents, El Hadj Mohammed Ali Zhang die, a confirmé que des musulmans chinois pourraient désormais se rendre à La Mecque (un premier groupe s'est effectué un pèlerinage au mois d'octobre dernier) et annoncé que l'Institut chinois de théologie islamique serait prochainement ouvert. Il a indiqué que l'une des tâches de l'Association était de réimprimer le Coran ainsi que les autres ouvrages classiques de l'islam et de faire réparer la revue *Muslimes de Chine*.

ALAIN JACOB.

## LE CONFLIT TCHADIEN

### M. Giscard d'Estaing se félicite du nouvel accord de cessez-le-feu conclu avec l'aide du Togo

Un accord de cessez-le-feu a été signé dimanche 6 avril, à l'initiative du président du Togo, le général Eyadéma, par M. Goukouni, chef de l'État du Tchad, leader des forces armées populaires (FAP). Aux termes de cet accord, l'arrêt des combats devrait intervenir mardi 8 avril à midi, heure locale.

Dans une déclaration, à l'issue de la signature, le président Goukouni a exprimé son pessimisme quant au respect du cessez-le-feu. Il a toutefois précisé qu'il se départit de la signature et qu'il s'engageait à la respecter. Son adversaire, M. Hissène Habré, demandait à signer sur le même document ce lundi. Il avait donné, la veille, son acceptation de principe.

Commentant samedi l'initiative du président du Togo, M. Jean-Marie Poirier, porte-parole de l'Élysée, a indiqué que M. Giscard d'Estaing s'en est félicité et a exprimé le vœu que cette courageuse démarche puisse contribuer à rapprocher les parties en présence et à rétablir la paix civile au Tchad, ajoutant que cette initiative « intervient à la suite d'une action diplomatique que la France a suivie de très près ».

Pour faire taire les armes dans la capitale tchadienne, le général Eyadéma a dû utiliser dimanche l'un des modes de transport les plus anciens, allant ainsi à l'encontre de la politique de stricte neutralité prônée officiellement par la France dans le conflit. Toujours selon Radio-Moundou, les mêmes officiers français renseigneraient l'état-major de M. Hissène Habré, en lui communiquant des messages militaires provenant de la zone méridionale du Tchad.

De même, de son côté, M. Abamat Aoyi, ministre tchadien des affaires étrangères et codirigeant du Front d'action commune (FAC), a affirmé dimanche que « les FAP ne respectent aucune aide de la France », mais que, au contraire, « ce sont les FAN qui ont la sympathie d'éléments français malgré les multiples déclarations des hautes personnalités françaises concernant la neutralité de Paris ».

Le colonel Lardry, commandant des forces françaises du Tchad, a par ailleurs réaffirmé à notre envoyé spécial la stricte neutralité de l'armée française. « Ma mission consistait à assurer la sauvegarde et l'évacuation des ressortissants français, je crois que les forces françaises au Tchad ont pleinement réussi cette mission et que nous avons même évité d'autres ressortissants étrangers ».

La discussion, qui a duré plus d'une heure, a été interrompue par la sous-contrôle par les FAN, dans une maison proche de la résidence du ministre de la défense, en présence de l'ambassadeur de France.

### Polémique sur le rôle de la France

À l'issue de cette rencontre, M. Hissène Habré devait recevoir une délégation de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) conduite par l'ambassadeur du Libéria au Cameroun.

Resistant de la ville de Moundou, le radio « sudiste » captivé à

### Le président Goukouni : il faut que de ces combats sorte un vainqueur qui puisse dominer le pays

De notre envoyée spéciale

N'Djamena. — Le président Goukouni a tenu, samedi 5 avril, sa première conférence de presse. Nous recevons dans sa résidence située au centre du quartier déserté par les européens, le chef de l'État, en costume d'algèrois beige, les cheveux blancs, le visage émacié, à l'écoute d'une déclaration de son ministre de la Défense, le général Lardry. « Si depuis sept mois, c'est-à-dire la signature des accords de Lagos, les démons de la guerre se sont réveillés, il ne faut voir là que l'aboutissement d'un processus engagé dès notre retour de Lagos. On ne peut plus dire que nous étions tous à cette conférence sans arrière-pensée. Sinon comment expliquer que le bon fonctionnement du gouvernement ait été entravé par le travail de saps de certains de nos membres qui avaient d'ailleurs pour leur faction d'origine que pour l'ensemble du pays (...). Mais la plus grave des violations de l'accord de Lagos concerne la violation du cessez-le-feu... ».

Le président a fait ensuite l'historique de ces violations en soulignant que toutes les réunions de conciliation ont échoué. Après avoir évoqué en en rejetant la responsabilité sur les forces armées du Nord de M. Hissène Habré, l'incident à la prévisibilité, qui a mis le feu aux poudres. M. Goukouni déclare : « Il apparaît donc clairement que le ministre de la Défense Hissène Habré porte une

très lourde responsabilité dans les douloureux événements que nous vivons. Il est, par ailleurs, très clair que le mobile principal du principal auteur des troubles actuels est l'égoïsme et l'ambition personnelle probablement soutenu par ceux qui, de l'extérieur, désirent voir le Tchad retomber dans leur giron. Toutefois, lorsqu'un ministre se rebelle contre le chef de l'État et donc contre la règle du gouvernement, cela s'appelle dans toutes les langues du monde un coup d'État... ».

Répondant ensuite aux questions des journalistes, le président Goukouni a été très net : « Pour moi, il faut liquider les fax, ou si celles-ci ont la possibilité qu'elles fassent le gouvernement actuel. Car Hissène Habré constitue un handicap pour la réconciliation nationale au Tchad, donc il est, à mon avis, nécessaire que de ces combats sorte un vainqueur qui puisse dominer le pays. Les combats front jusqu'au bout. Une solution boiteuse nous conduirait demain à un nouvel affrontement et risquerait encore de verser inutilement le sang... ».

À propos de la neutralité de la France, le président Goukouni a déclaré : « En ma qualité de chef de l'État et responsable des forces combattantes, qui sont sur le terrain, je n'ai constaté aucune entorse à la neutralité des forces françaises... ».

FRANÇOISE CHIPAUX.

M. Amadou Mokhtar M'Bono, directeur général de l'UNESCO, est arrivé à Bahré samedi soir 5 avril. Invité par le gouvernement marocain, il se rendra mardi à Fès pour y lancer un appel international à la sauve-

Prépare  
de documents  
à Paris  
à Sad-Liban

Preuve de force entre

Selon l'immense  
bondit de j...  
des relats

JEAN  
ANGLADE

La bonne  
rosée

ROMAN

صكازان الأصل